

L'économie belge en 2000

Rapport
annuel

L'économie belge



Ministère des Affaires économiques
Analyses économiques - Secrétariat général



Avant-propos

La présente publication renoue avec une tradition qui fut interrompue en 1991. Jusqu'à cette époque en effet, le Ministère des Affaires économiques publiait un rapport annuel sur l'économie belge, mieux connu sous l'appellation de "livre blanc sur l'économie belge". Il était constitué d'un vaste éventail d'informations statistiques commentées et apparaissait en quelque sorte comme la "mémoire" de l'économie belge.

Depuis lors, tant l'accès à l'information économique que le contenu de celle-ci ont été largement développés et diversifiés, empruntant de multiples canaux. De même le paysage institutionnel tant intérieur qu'extérieur de notre pays a été profondément modifié entraînant une redistribution des compétences en matière de politique économique. On songe évidemment aux Régions et à l'Union européenne issue du traité de Maastricht. Enfin la nature de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie et les instruments de celle-ci ont également changé.

Ainsi les préoccupations et le cadre des réponses auxquelles elles donnent lieu, ont été modifiés. L'attention des autorités fédérales porte aujourd'hui avant tout sur les politiques dites "structurelles" telles que celles relatives au fonctionnement des marchés de biens et services ainsi que des capitaux. Le développement d'un environnement institutionnel favorable à l'entreprenariat, à l'investissement et à l'innovation ainsi qu'un secteur public moderne, autant d'éléments visant à accroître le potentiel économique de notre pays, font également l'objet d'une attention particulière.

La présente publication constitue un premier pas sur ces nouveaux chemins de l'action des pouvoirs publics en matière d'information et de politique économique. Après avoir situé l'évolution de l'économie belge dans le contexte international et relevé les mouvements conjoncturels qui l'ont marquée en interne au cours de l'année 2000, elle tente d'identifier les facteurs susceptibles de renforcer le potentiel de croissance de notre économie. Elle se termine par un positionnement de l'économie belge vis-à-vis des économies de nos partenaires européens au moyen des indicateurs d'appréciation retenus par le Conseil ECOFIN.

Nous nous réjouissons de cette reprise de publication et encourageons leurs auteurs à poursuivre et approfondir l'analyse du fonctionnement structurel de l'économie belge de manière à permettre un diagnostic susceptible de fonder une politique économique appropriée.

Lambert VERJUS,

Secrétaire général du
Ministère des Affaires économiques.

Charles PICQUÉ,

Ministre de l'Economie et
de la Recherche scientifique,
chargé de la Politique des grandes villes.

L'économie belge en 2000

Rapport annuel
du Ministère
des Affaires
économiques

Ministère des Affaires économiques
Square de Meeûs, 23
B - 1000 BRUXELLES
tél. (02) 506 51 11
fax (02) 514 24 72
<http://mineco.fgov.be>

Commandes à adresser au Ministère des Affaires économiques
Administration de l'Information économique
rue de l'Industrie 6
1000 Bruxelles
fax + 32 2 513 46 57

Editeur responsable : Lambert VERJUS
Secrétaire général
Square de Meeûs, 23
1000 BRUXELLES

Dépôt légal : D/2001/2295/25

Rédaction clôturée le 27/04/2001

Nombre de données utilisées dans ce rapport sont régulièrement mises à jour
sur le site web du Ministère des Affaires économiques.

477-01

Table des matières

Abréviations et glossaire	5
Synthèse et recommandations	7
1ère partie : Environnement international et conjoncture belge	11
I. Contexte international	13
I.1. Aperçu de l'environnement international	13
I.2. Analyse par pays	14
1. Les Etats-Unis	15
2. Le Japon	22
3. Les pays émergents du Sud-Est asiatique	26
4. La zone euro	28
4.1. La France	31
4.2. L'Allemagne	35
4.3. Les Pays-Bas	37
II. Evolution économique en Belgique	41
1. Généralités	41
2. Contribution respective des dépenses à la croissance du PIB	42
3. Contribution des principales activités à la croissance du PIB	44
4. Le chiffre d'affaires selon les déclarations à la TVA	45
5. Les investissements selon les déclarations à la TVA	48
6. Le commerce extérieur	50
7. Les prix à la consommation	52
8. La production industrielle	55
9. La consommation des ménages	56
10. Le marché du travail	58

2ème partie : Aspects structurels de l'économie belge	61
III. Aspects structurels de l'économie belge.....	63
1. La croissance de l'économie belge en 1999 et 2000 : perspective historique	63
2. Croissance potentielle et croissance effective	65
3. Déterminants essentiels de la croissance potentielle	68
3.1. Contribution respective des principaux facteurs de production à la production	68
3.2. Utilisation de la main d'œuvre et productivité.....	71
3.3. L'offre de main d'œuvre	72
3.4. La productivité.....	73
3.5. Le développement de l'appareil de production	75
3.6. Investissement et valeur ajoutée des grands secteurs d'activité	77
3.7. Apport des technologies de l'information et de la communication (TIC).....	79
3.8. Les investissements publics	80
4. La concurrence dans l'économie belge	82
5. Les indicateurs structurels de l'Union européenne.....	84
5.1. Indicateurs d'environnement économique général	84
5.2. Emploi	85
5.3. Innovation et recherche.....	86
5.4. Réforme économique	88
5.5. Cohésion sociale.....	91

Abréviations et glossaire

Asie 5:	cinq pays d'Asie du Sud Est : Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande
BEA:	Bureau of Economic Analysis (Etats-Unis)
BLS:	Bureau of Labour Statistics (Etats-Unis)
BNB:	Banque Nationale de Belgique
CBS:	Centraal bureau voor de statistiek (Pays-Bas)
cvs:	corrige des variations saisonnières
EPA:	Economic Planning Agency (Japon)
Fed:	Federal Reserve (Etats-Unis)
FMI:	Fonds Monétaire International
glissement annuel:	variation en pour cent d'une période sur la période correspondante un an auparavant
glissement trimestriel:	variation en pour cent d'un trimestre à l'autre
ICN:	Institut des Comptes Nationaux (Belgique)
INS:	Institut National de Statistique (Belgique)
MAE:	Ministère des Affaires économiques (Belgique)
METI:	Ministry of Economy, Trade and Industry (Japon)
OCDE:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PIB:	produit intérieur brut
SNA:	System of National Accounts
TIC:	Technologie de l'information et des communications

L'économie belge a connu en 2000 une activité intense qui a abouti à une augmentation du volume de son produit intérieur brut (PIB) de 4% par rapport à l'année précédente faisant suite aux 2,7% réalisés en 1999.

Cette forte progression, la plus élevée depuis 1988 au terme de la phase ascendante du cycle conjoncturel précédent, résulte de la conjonction de déterminants favorables pour les demandes extérieure et intérieure.

Du côté de la demande extérieure, la nouvelle performance de l'économie américaine - 5% de croissance en dépit d'un sérieux ralentissement au second semestre - et la hausse appréciable de l'activité dans la majorité des pays de l'Union européenne, ont stimulé les exportations, soutenues par ailleurs par la persistance de la modération salariale, à l'interne, et la dépréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies internationales, à l'externe, l'une et l'autre concourant à une forte compétitivité de la production nationale.

Le ralentissement de l'économie américaine et ses effets sur l'économie mondiale, et en particulier sur l'économie européenne, allaient toutefois se traduire dès le troisième trimestre et surtout au quatrième trimestre de 2000, par un infléchissement sensible de la croissance des exportations.

Du côté de la demande intérieure, la consommation des ménages et les investissements des entreprises ont soutenu fortement le dynamisme de l'activité. C'est ainsi que la contribution de la demande intérieure à la croissance de 4% du PIB s'est montée à 3,2 points de pour cent.

L'augmentation de la consommation privée (3,1%) a reposé sur un relèvement du revenu disponible réel des ménages, fruit d'une forte augmentation de l'emploi (70.000 en 2000 après 50.000 en 1999) et de son

corollaire la baisse du chômage, de l'inflation relativement modérée (2,6%) en dépit de la forte hausse des prix énergétiques et pétroliers en particulier, et de l'amélioration des finances publiques, autant d'éléments ayant contribué au retour de la confiance chez les consommateurs.

Se conformant à un schéma causal traditionnel, la progression remarquable des investissements des entreprises a résulté de la forte sollicitation de l'appareil de production - le degré d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière a ainsi été supérieur à 80% en moyenne au cours de l'année - liée au dynamisme des demandes précitées. En outre en dépit d'un léger resserrement, les conditions de financement des investissements sont demeurées favorables.

La forte augmentation des investissements a même conduit à un regain de croissance du PIB au quatrième trimestre (+1,2% par rapport au troisième), allant à l'encontre du ralentissement observé au troisième trimestre (+0,6% par rapport au deuxième trimestre) en Belgique comme dans d'autres pays européens.

Ainsi, la croissance du PIB en 2000 a été assurément très bénéfique à de multiples égards parmi lesquels et non des moindres, l'emploi et la capacité financière des pouvoirs publics, cette dernière devant conduire à un meilleur bien-être de l'ensemble de la population belge.

Mais le rythme de croissance du PIB de 4%, aussi désirable qu'il soit, est-il tenable à moyen terme, sans donner naissance à des déséquilibres au sein de l'économie, dont, par exemple, la résurgence de l'inflation pourrait être le signe?

Cette dernière apparaît en effet particulièrement néfaste car elle conduit à des actions correctrices de politique monétaire dont l'issue est presque inévitablement l'arrêt de la croissance si ce n'est la récession, comme l'enseigne l'histoire économique récente.

S'interroger sur la croissance la plus élevée possible, soutenable, et non génératrice de déséquilibres, revient notamment à identifier les facteurs déterminants de la croissance économique. L'OCDE a entrepris depuis trois ans un programme d'études dont les premières conclusions sont à présent soumises aux gouvernements des pays membres de l'Organisation, accompagnées de recommandations de politique économique souhaitable.

Par ailleurs au cours des dernières années, les conditions macroéconomiques favorables ayant été en grande partie restaurées dans l'Union européenne - notamment en matière budgétaire- l'attention des autorités européennes tant communautaires (la Commission) que nationales (le Conseil des ministres) s'est portée sur le fonctionnement "structurel" des économies des pays de l'Union. C'est ainsi que le Conseil des ministres de l'économie et des finances (Ecofin) a retenu dans un premier temps douze indicateurs révélateurs du fonctionnement structurel des économies des pays membres.

Après avoir présenté dans une première partie l'évolution économique à l'étranger (chapitre I) et en Belgique (chapitre II), le présent Rapport tend à relever, dans une seconde partie, certains aspects structurels du fonctionnement de l'économie belge (chapitre III). Dans un premier temps cette seconde partie aborde la question du potentiel économique de la Belgique en faisant appel à la méthodologie de "la comptabilité de la croissance". Ensuite, dans un second temps, l'économie belge est positionnée au moyen des indicateurs structurels retenus par le Conseil Ecofin.

La comptabilité de croissance permet d'identifier la contribution respective des principaux facteurs de production que sont le "travail" (l'emploi), le "capital" (les équipements) et le "progrès technique" (la productivité totale des facteurs), à la réalisation de la production. En l'occurrence l'analyse présentée au chapitre III est conduite en termes d'évolution.

Par delà les contraintes limitatives, notamment d'ordre statistique, l'application de cette méthode à l'économie belge permet d'en faire ressortir quelques caractéristiques de fond: le rôle primordial de la productivité élevée du travail dans le développement de la production en Belgique, le bon niveau

quantitatif de l'appareil de production et de l'investissement, mais également, la faiblesse de la productivité totale des facteurs.

Cette dernière constitue un indicateur -révélateur- de l'insuffisante efficacité dans l'utilisation combinée du capital et du travail, notamment par l'intégration du progrès technique dans l'économie belge, en particulier des "technologies de l'information et de la communication" (TIC). Ce constat appelle néanmoins une analyse plus approfondie, non abordée dans le présent rapport, en vue d'établir un diagnostic plus précis de l'état de l'économie sous cet aspect ainsi qu'un inventaire des actions qui devraient favoriser ce "saut qualitatif" de l'économie belge, seul susceptible de lui garantir pour l'avenir la persistance du haut niveau de richesse collective dont elle bénéficie et qui la situe parmi les pays présentant un PIB par habitant des plus élevés.

Par ailleurs l'apport décisif de la forte productivité du travail dans la performance économique de la Belgique, aussi encourageant qu'il soit à première vue, ne va pas sans interrogation sur le chemin emprunté pour l'atteindre. En effet comme tendent à le montrer le taux d'emploi modeste (ratio de l'emploi à la population en âge de travailler) prévalant dans l'économie belge et l'intensité capitaliste fortement croissante au cours du temps (stock de capital par emploi), tant le niveau que l'accroissement de la productivité du travail ont résulté d'un rationnement de l'emploi et du développement du capital. Néanmoins, par différentes mesures, le gouvernement s'est récemment attelé à relever le taux d'emploi.

Le niveau honorable de l'investissement en Belgique ne va cependant pas non plus sans amener des questions, notamment en regard de la composition en produits, matériels et immatériels, des investissements effectués et en particulier sur leur apport en matière de modernisation de l'appareil de production et d'intégration du progrès technique. Répondre à cette interrogation nécessiterait toutefois une information statistique détaillée laquelle fait actuellement défaut en Belgique.

La seconde partie de ce Rapport se termine par un positionnement de l'économie belge en regard des douze indicateurs structurels retenus par les ministres

tres européens pour apprécier le fonctionnement des économies des pays membres de l'Union.

L'impression générale qui en ressort est en demi teinte. Si au regard de certains critères comme le PIB par habitant, la croissance récente du PIB, le taux d'investissement, ..., la Belgique se classe avantageusement, pour d'autres au contraire et non des moindres, comme ceux relatifs à l'emploi, à la

cohésion sociale, régionale, etc., notre pays n'occupe pas une position avantageuse.

Enfin au vu de plusieurs indicateurs d'innovation et de recherche, la promotion du progrès technique et ce qu'elle implique à différents niveaux (recherche & développement, éducation et formation, fonctionnement du marché des télécommunications,...) devrait recevoir une attention particulière.

1ère partie : Environnement international et conjoncture belge

I. Contexte international

I.1. Aperçu de l'environnement international

Si l'économie américaine a connu en 2000 un taux de croissance de son activité économique non égalé depuis plus de deux décennies (5%), elle a néanmoins présenté des signes d'essoufflement au cours du second semestre 2000, mettant ainsi fin à la période des "10 glorieuses". Tout en restant le principal moteur de la croissance, la demande interne a montré un profil en décélération au second semestre, conséquence du ralentissement de la consommation privée et des investissements des entreprises. Les échanges extérieurs sont restés dynamiques tout au long de l'année, avec toutefois un ralentissement plus marqué des exportations au dernier trimestre. De la sorte, le déficit courant américain s'est encore creusé. Plusieurs signes sont apparus confortant le ralentissement de l'économie américaine, tels la baisse du portefeuille des valeurs technologiques (éclatement de la bulle), l'accroissement du chômage en fin d'année, des suppressions massives d'emplois, ayant pour conséquence une détérioration de la confiance des consommateurs et donc de la consommation privée et des investissements en logements. En outre, l'indice composite d'activité du secteur manufacturier (NAPAM) a diminué plusieurs fois de suite, s'affichant sous les 50 points de base, et l'écart entre les taux long et les taux court est devenu négatif, ce qui est généralement précurseur d'une forte ralentissement économique, voire d'une récession.

En dépit de l'accélération de la croissance du PIB enregistrée au dernier trimestre 2000 par rapport au trimestre précédent et qui a permis au Japon d'éviter de justesse une nouvelle récession, la reprise économique japonaise reste fragile. La demande intérieure est demeurée hésitante dans un contexte politique et économique incertain, affectant

la confiance du consommateur déjà entamée par la chute de la bourse, par l'accroissement du nombre de chômeurs et des faillites et par divers plans de relances qui n'ont pas eu les effets escomptés. Dans ce contexte, la consommation privée représentant près de 60% du PIB n'a toujours pas pris le relais d'une demande extérieure qui s'est amenuisée à mesure du déroulement de l'année en raison de la force du Yen et de l'affaiblissement du secteur technologique, affectant tous deux les économies émergentes et par conséquent les principaux débouchés des exportations japonaises.

Si le redressement des pays émergents du Sud-Est asiatique⁽¹⁾ ne laissait plus de doute début 2000, il s'est néanmoins opéré à des rythmes différents créant un certain clivage régional. La demande extérieure, principal moteur de la relance, se trouve affectée par le ralentissement des économies américaine et japonaise et le déclin du secteur technologique. A la spécialisation sectorielle de ces économies et à leurs débouchés, s'ajoutent, pour certaines d'entre elles, comme élément pénalisant, une instabilité politique et l'absence pour l'heure de résultats concrets des réformes mises en place, réformes qui doivent encore être poursuivies.

L'activité économique de la zone euro a été particulièrement soutenue tout au long de l'année 2000 malgré la légère décélération observée au second semestre. Ce léger infléchissement s'explique principalement par un moindre dynamisme de la consommation privée, conséquence notamment de la baisse du pouvoir d'achat des ménages liée au renchérissement des produits énergétiques, mais également par la détérioration de l'environnement international suite au ralentissement "accéléralé"

1 Les pays pris en compte dans cette analyse sont la Corée, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande également nommés Asie 5.

de l'économie américaine. Néanmoins, l'économie européenne, à l'inverse de beaucoup d'autres, semble avoir plutôt bien résisté au tassement de la croissance mondiale.

Parmi nos principaux partenaires commerciaux de la zone euro⁽²⁾, seuls les Pays-Bas se distinguent par un taux de croissance du PIB supérieur à la moyenne européenne en 2000 et ce pour la cinquième fois consécutive. Bien qu'en décélération par rapport à 1999, la demande intérieure est demeurée le principal moteur de la croissance, soutenue par le dynamisme de la consommation privée et des investissements. La vigueur des échanges extérieurs a également soutenu la croissance de l'ac-

tivité économique des Pays-Bas en 2000 en y contribuant de manière positive.

La France et l'Allemagne ont connu, en 2000, un taux de croissance du PIB avoisinant les 3%. La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance pour les deux économies, avec toutefois une contribution moindre pour l'Allemagne. En effet, pour cette dernière la demande soutenue de ses principaux partenaires commerciaux combinée à l'amélioration de la compétitivité - prix sont à l'origine du dynamisme des exportations nettes. De par la structure de ses exportations, l'Allemagne se trouve plus exposée au ralentissement de l'économie américaine que la France ou l'Italie.

2 Il s'agit ici de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas, soit les trois pays pris en compte pour le calcul de la marge salariale.

I.2. Analyse par pays

1. Les Etats-Unis

L'atterrissage de l'économie américaine annoncé depuis des mois, voire des années, a été amorcé au cours du second semestre de l'année 2000, mettant ainsi fin à la période des " 10 glorieuses ". Bien qu'on ne puisse parler de récession, car celle-ci implique un recul du PIB pour deux trimestres consécutifs, certains indicateurs économiques confortent l'existence d'un ralentissement majeur en fin d'année 2000. Eu égard au délai nécessaire entre la mise en place d'une politique monétaire restrictive et ses retombées sur l'économie, certains reprochent au Gouverneur de la Fed, Alan Greenspan, d'avoir relevé les taux directeurs de la Fed une fois de trop au cours du premier semestre 2000. En effet, la Fed a augmenté son principal taux directeur en trois fois, le faisant passer de 5,5% à 6,5%. Ces hausses avaient été justifiées par la volonté d'éviter une surchauffe de l'économie américaine qui observait

alors une croissance trop rapide et donc non tenable à long terme combinée au renforcement des tensions inflationnistes liées aux revendications salariales et à la hausse du prix du pétrole.

Ainsi après une progression de 4,2% en 1999, l'année 2000 s'est caractérisée par une croissance économique en accélération, atteignant 5% en glissement annuel par rapport à l'année précédente, soit le plus haut taux jamais atteint sur deux décennies à l'exception de l'année 1984 qui avait enregistré une croissance de l'ordre de 7,3%.

Cette évolution masque cependant un profil trimestriel en nette décélération au troisième et au quatrième trimestre 2000. En effet, le PIB a crû de 1,2% et de 1,4% aux premier et second trimestres par rapport aux trimestres précédents contre 0,5% et

Tableau 1. Evolution des principales composantes du PIB

(variation en %, un an d'écart)

	99	00	1999				2000			
			I 99	II 99	III 99	IV 99	I 00	II 00	III 00	IV 00
Consommation privée	5,3	5,3	5,2	5,1	5,3	5,6	6	5,4	5,3	4,5
Dépenses et investissements publics	3,3	2,8	3,8	2,2	3	4,4	3,2	4,2	2,6	1,3
Formation brute de capital fixe du secteur privé (hors stocks)	9,2	9,3	10,3	8,8	9,4	8,2	10	10,6	9,4	7,2
Variation de stock (1)	-0,4	0,2					-0,1	0,7	0,4	-0,3
Demande intérieure (1)	5,2	5,9					6,3	7,1	6,1	4,3
Exportations	2,9	9,0	-0,1	2,1	5,4	4,3	8,1	10,2	11,1	6,7
Importations	10,7	13,5	8,8	9,5	12,4	12	13,9	14,5	14,5	11,3
Exportations nettes (1)	-1,0	-1,0					-1,1	-1,0	-1,0	-1,0
PIB	4,2	5,0	3,9	3,8	4,3	5	5,3	6,1	5,2	3,4

(1) contribution à la croissance
Source : BEA et calculs MAE.

0,3% aux troisième et quatrième trimestres. En glissement annuel, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 5,3% et 6,1% aux premier et deuxième trimestres contre 5,2% et 3,5% pour les troisième et quatrième trimestres. Ainsi, le dynamisme de l'activité économique américaine s'est poursuivi au cours des six premiers mois de l'année 2000, pour ensuite se ralentir quelque peu au troisième trimestre et de manière plus prononcée au dernier trimestre. Malgré ce net ralentissement, l'acquis de croissance⁽³⁾ de ce dernier trimestre demeure positif et de l'ordre de 0,8 %.

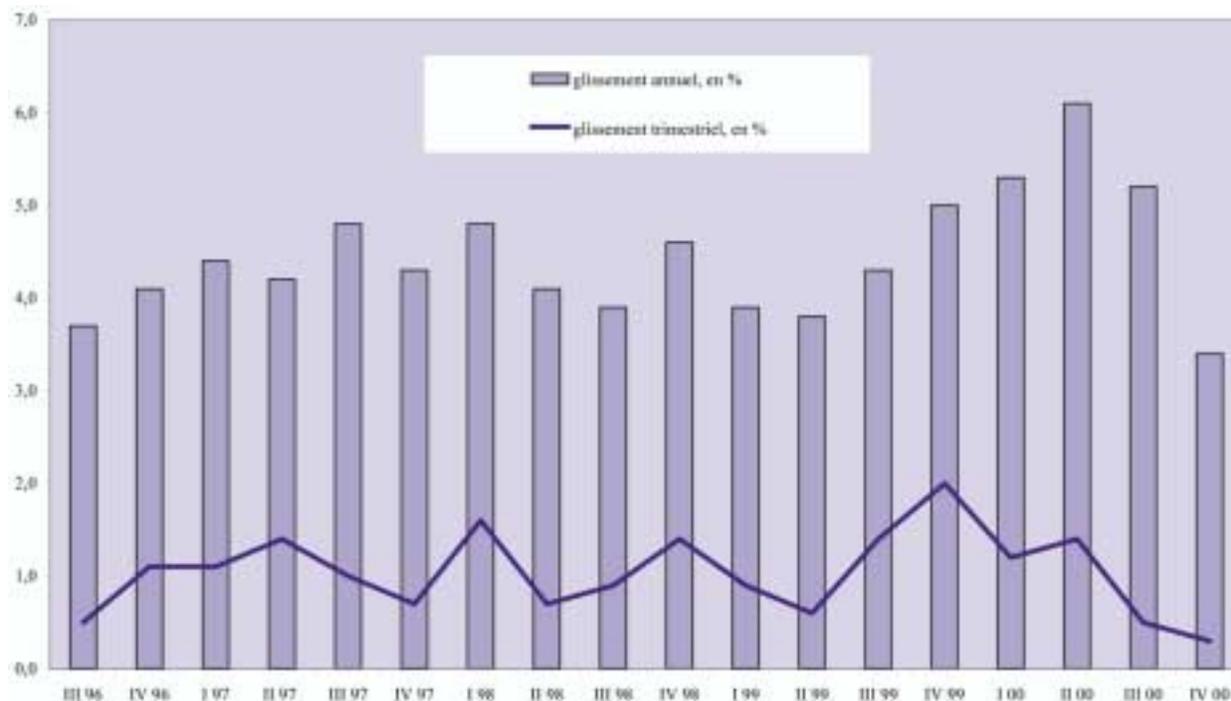
La demande intérieure est demeurée le principal moteur de la croissance avec une contribution de l'ordre de 5,9 points de pour-cent à la croissance du PIB en 2000 contre 5,2 points de pour-cent en 1999.

Au cours de l'année écoulée, les investissements des entreprises ont crû de 12,6% en glissement annuel contre 10,1% en 1999. Ceux-ci observent le même profil trimestriel que le PIB, à savoir accélé-

ration durant le premier semestre et décélération au second : avec respectivement +12,9% et +14,1% aux premier et second trimestres 2000 par rapport aux trimestres correspondants de 1999 et +13,1% et 10,5% aux troisième et quatrième trimestres.

La dynamique des investissements des entreprises est principalement attribuable aux investissements en équipement et en software : +15,7% et +16,4% aux premier et deuxième trimestres 2000 en glissement annuel, contre 13,2% et 9,8% aux troisième et quatrième trimestres. Il est par ailleurs à noter que les investissements en bâtiment non résidentiel ont renoué avec des taux de croissance positifs en 2000 : +9,1% de hausse à un an d'écart contre 1,4% de baisse en 1999. Le profil trimestriel de ces investissements diffère quelque peu de celui en équipement et software en ce sens qu'il présente une progression en accélération initiée au quatrième trimestre 1999 et suivie d'une stabilisation au dernier trimestre de 2000, trimestre qui s'est par ailleurs soldé par un taux de croissance à deux chiffres (+12,7% en glissement annuel).

Graphique 1. Evolution du PIB

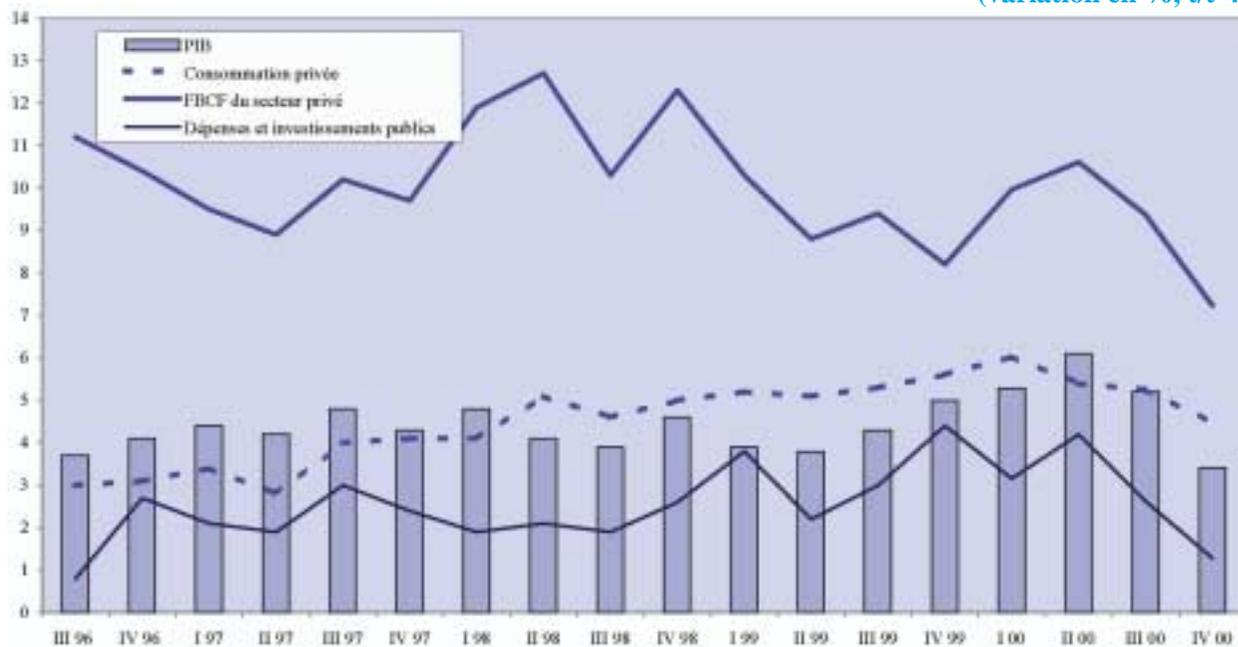


Source : BEA.

3 C'est-à-dire le taux de croissance que l'on aurait pour 2001 si l'activité se maintenait pour cette année au même niveau que celle du dernier trimestre 2000.

Graphique 2. PIB et principales composantes de la demande intérieure

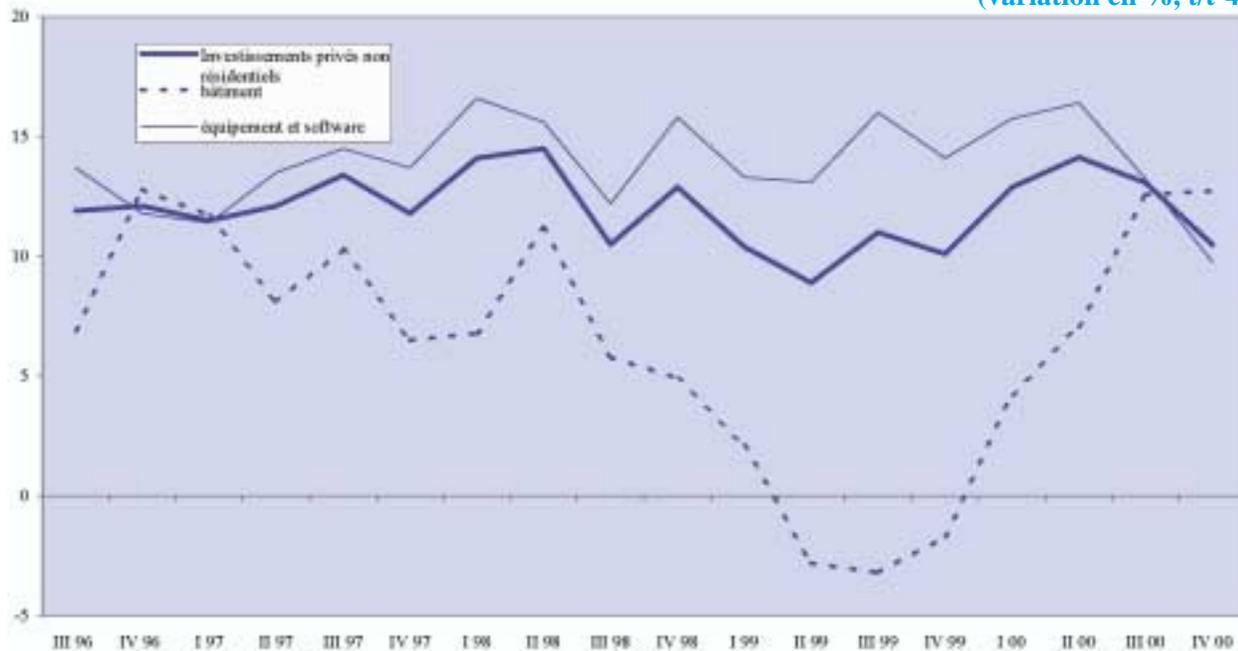
(variation en %, t/t-4)



Source : BEA.

Graphique 3. Investissements privés non résidentiels

(variation en %, t/t-4)



Source : BEA.

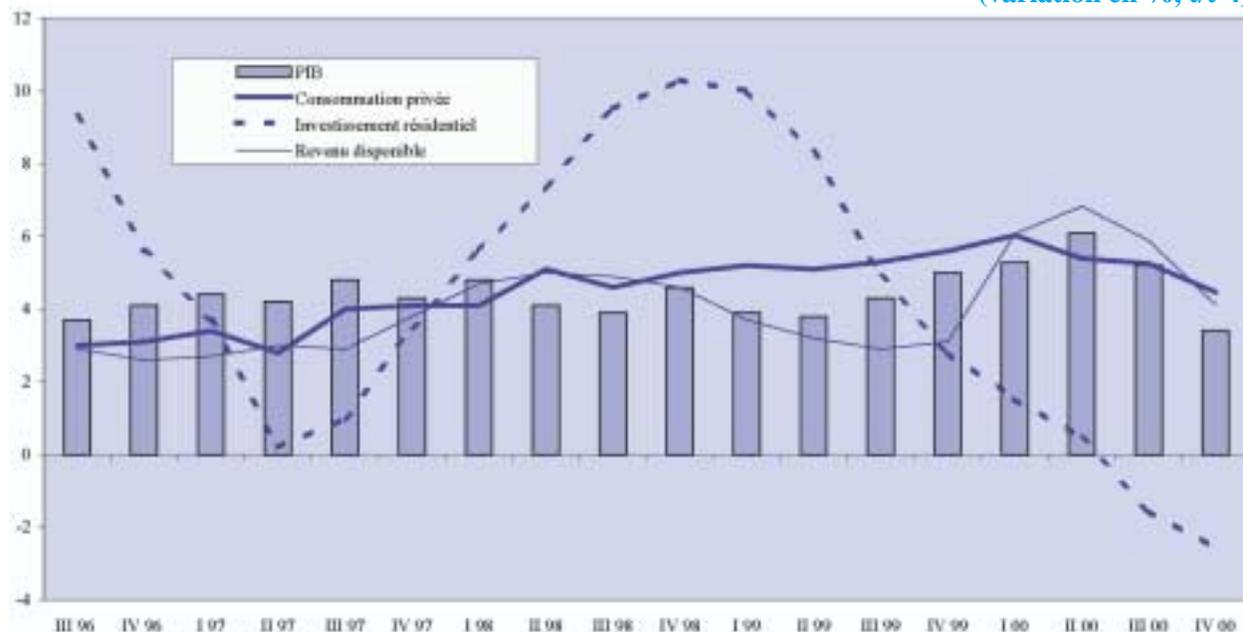
Pilier de la croissance américaine, la consommation privée qui représente plus des deux tiers du PIB, a été soutenue au cours de l'année 2000, affichant un taux de croissance similaire à celui de 1999, à savoir 5,3%. Après avoir accéléré au premier trimestre, la consommation privée s'est ralentie quelque peu tout en enregistrant encore des taux de croissance significatifs : +6%, +5,4%, +5,3 et +4,5% respectivement du premier au dernier trimestre 2000 (en glissement annuel). Le dernier trimestre 2000 s'est caractérisé par une forte décélération de l'indice de confiance des consommateurs. De même, les investissements en logements n'ont cessé de décélérer depuis le premier trimestre 1999 jusqu'au dernier trimestre 2000, inscrivant même un taux de croissance négatif aux troisième et quatrième trimestres 2000 par rapport aux trimestres correspondants de 1999. Sur l'ensemble de l'année dernière, les investissements en logements ont été de 0,5% inférieurs à leur valeur correspondante de 1999.

Le dynamisme de la demande intérieure combiné à un dollar fort a stimulé les importations américaines. Celles-ci ont crû de 13,5% en 2000 par rapport à 1999 contre 10,7% un an auparavant. Le profil trimestriel des importations est resté dynamique tout au long de 2000 si ce n'est qu'une décélération s'est fait sentir au dernier trimestre, décélération qui

n'entame cependant pas un taux de croissance à deux chiffres. Ainsi, les importations ont été supérieures de 13,9%, 14,5%, 14,5% et 11,3% du premier au dernier trimestre 2000 à leurs valeurs correspondantes de 1999. Le déficit commercial américain s'est creusé au fil des années atteignant les 1.840,2 milliards de dollars (prix courants) sur l'ensemble de l'année 2000 contre 1.397,6 milliards en 1999, ce qui correspond à une hausse de 18% (à prix constants).

Le marché du travail est resté tendu pendant une bonne partie de l'année avec un taux de chômage limité à 3,9% en septembre et en octobre. Taux qui, par son faible niveau et sa durée sans répercussion inflationniste, a poussé les économistes à réviser à la baisse la valeur du NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment), c'est-à-dire du taux de chômage d'équilibre appelé aussi taux de chômage non inflationniste. L'activité économique étant en phase de ralentissement, le chômage s'est quelque peu accru passant de 3,9% en octobre à 4% en décembre. Néanmoins, le marché de l'emploi est resté tendu avec un taux d'emploi de 64,5% (en décembre) et une croissance de l'emploi supérieure à celle de la population active (en glissement annuel). Malgré ces tensions et une croissance de l'activité dynamique l'inflation est restée relativement maîtrisée.

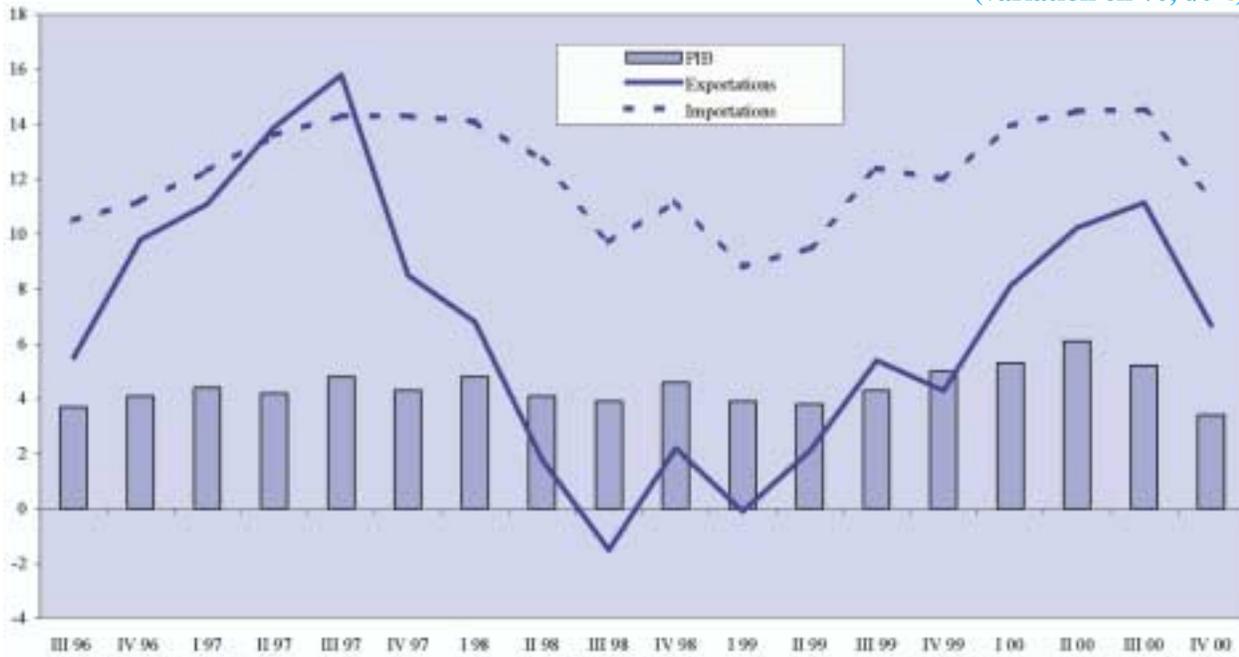
Graphique 4. PIB, consommation privée, revenu disponible et investissements en logements
(variation en %, t/t-4)



Source : BEA.

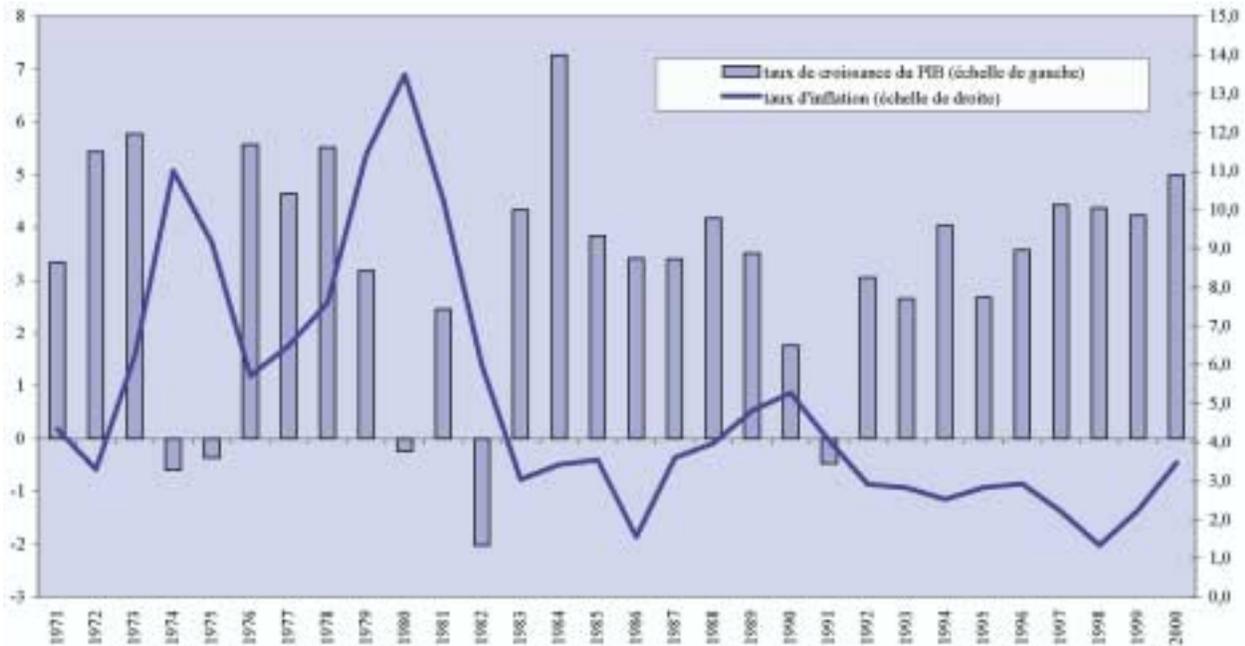
Graphique 5. PIB et composantes de la demande extérieure

(variation en %, t/t-4)



Source : BEA.

Graphique 6. Evolution du PIB et du taux d'inflation



Source : BEA et BLS.

Si la vigueur du dollar a permis de juguler l'inflation importée, la hausse continue de la productivité a, quant à elle, permis de compenser en partie les augmentations de coûts liées à la croissance des rémunérations.

La productivité des entreprises a connu des taux de croissance de l'ordre de 2,8% en 1999 et de 4,3% en 2000 (en glissement annuel), nettement supérieurs à la moyenne pour les années 70 et 80 (1,75%).

Cette évolution favorable est en majeure partie imputable aux efforts consentis de longue date par les firmes américaines qui ont investi et continuent à investir dans l'amélioration de l'outil de production (informatique, software, etc.) .

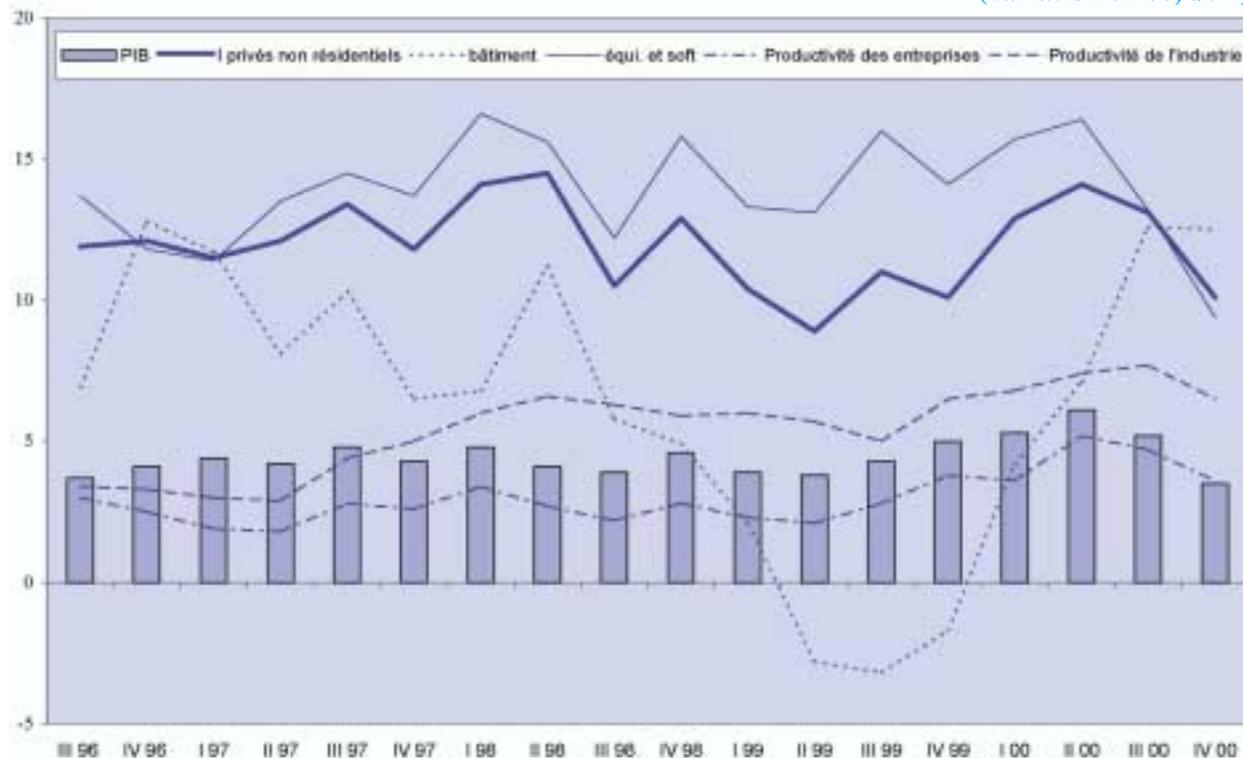
Si la hausse de la productivité est supérieure à la hausse des salaires, elle permet une baisse du coût par unité produite et dès lors accroît, sans hausser les prix, la rentabilité des entreprises. Ce fut le cas pour l'industrie en termes annuels et depuis plusieurs années ainsi que pour l'ensemble des entreprises mais uniquement en termes trimestriels au deuxième trimestre 2000.

Les signes d'un ralentissement sont néanmoins apparus :

- L'écart entre les taux d'intérêts à long terme sur les obligations publiques et ceux à court terme tels que les bons du trésor à trois mois est devenu négatif, ce qui annonce généralement un ralentissement de la croissance économique à brève échéance (1 à 1,5 an).
- Les cours des valeurs technologiques ont perdu près de 40% de leur valeur (éclatement de la bulle spéculative).
- Le taux de chômage a commencé à croître en fin d'année.
- Le nombre de suppressions d'emplois s'est accru drastiquement.
- Le salaire horaire n'a progressé que de 3,7% sur 12 mois selon le département du travail, il n'y a donc pas de signe de dérapage salarial
- L'indice composite d'activité NAPM établi par le groupement national des directeurs d'achat des principaux groupes manufacturiers américains a atteint en janvier 41,2 points, soit son niveau le plus bas depuis mars 1991 (à la fin de la dernière récession aux USA). Ce qui semble perturbant, c'est la baisse conjointe de l'indice

Graphique 7. PIB, investissements privés non résidentiels et productivité

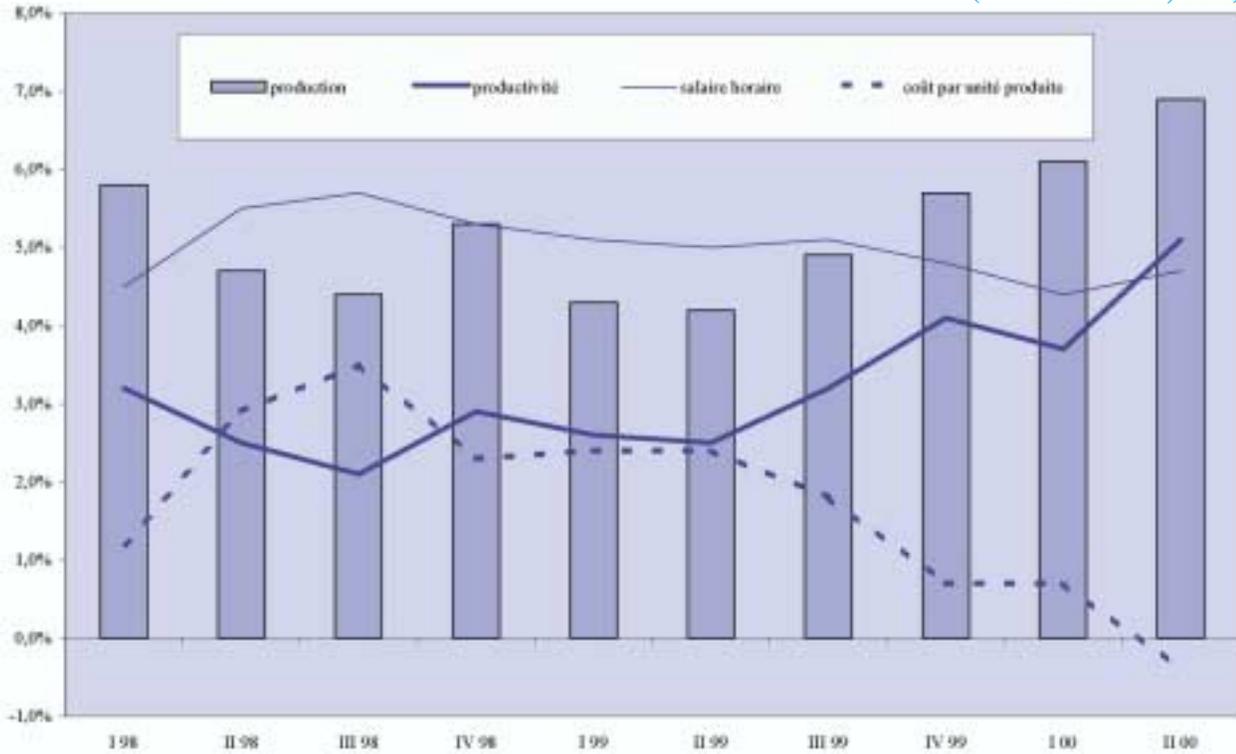
(variation en %, t/t-4)



Source : BEA et BLS.

Graphique 8. Productivité et coût par unité produite

(variation en %, t/t-4)



Source : BLS.

Graphique 9. Taux d'intérêt à court terme (3 mois) et à long terme (10 ans)



Source : Fed.

NAPM pour l'industrie (pour la sixième fois consécutive) et pour les services (1ère fois), baisse qui combinée à un chômage croissant et à un indice de confiance des consommateurs en perte de vitesse laisse présumer d'un ralentissement significatif de l'activité économique aux Etats-Unis.

- Les dépenses en nouvelles constructions (value of construction put in place) n'ont cessé de décroître en glissement annuel depuis le milieu de l'année dernière. Sur l'ensemble de l'année 2000, la construction de logements neufs a diminué de 0,9% contre une hausse de 6% en 1999 (à prix constants).

- Après la diminution des commandes industrielles en octobre, celles-ci ont renoué avec des taux de croissance positifs mais en décélération (en glissement mensuel).
- L'inflation, bien que maîtrisée, s'est élevée à 3,5% en moyenne sur l'année. Le renchérissement des produits pétroliers ainsi que les tensions exercées par l'exiguïté du marché du travail sur les salaires ont pesé quelque peu sur la stabilité des prix.

Les éléments invoqués ci-dessus ont souvent été précurseurs d'une récession, malgré que l'économie américaine ait connu des modifications fondamentales au cours de ces dernières années.

2. Le Japon

Les divers changements opérés au sein du gouvernement japonais notamment en matière d'organismes diffusant les statistiques (tels que l'EPA) et la volatilité assez grande entre les statistiques d'un exercice à l'autre rendent l'élaboration d'un aperçu de l'économie japonaise peu aisé, tentons néanmoins d'en dégager les principales tendances.

Après la récession de 1998, l'économie semble avoir amorcé une légère reprise en 1999 avec +0,8% de croissance du PIB. Cette reprise demeure fragile et s'il est trop tôt pour parler de réel retournement de situation, l'évolution du PIB au quatrième trimestre 2000 semble conforter cette amélioration. Sur son ensemble, l'année 2000 s'est caractérisée

Tableau 2 . Evolution des principales composantes du PIB (cvs)

	(variation en %, t/t-4)								
	99	1999				2000			
	I 99	II 99	III 99	IV 99	I 00	II 00	III 00	IV 00	
Consommation privée	1,2	0,4	2,0	2,9	-0,4	1,8	0,0	-1,3	1,5
Consommation publique	4,0	3,6	3,6	4,6	4,1	3,8	3,8	3,1	3,7
Investissements résidentiels	0,8	-7,8	1,6	4,8	5,3	9,0	-3,8	-2,6	3,8
Investissements non résidentiels	-4,3	-7,7	-7,9	-4,1	3,0	4,0	2,5	3,4	7,6
Investissements publics	6,1	12,1	13,6	5,9	-6,4	-8,6	-5,6	-3,5	-3,8
Variation de stock du secteur privé(1)	-0,2	-0,4	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,2
Demande intérieure (1)	0,9	-0,4	1,2	2,1	0,5	1,8	0,4	0,1	2,7
Exportations	1,3	-3,6	-0,6	2,6	7,0	12,2	14,6	11,9	9,8
Importations	2,9	-4,2	1,9	4,2	10,3	8,5	10,4	9,5	11,1
Exportations nettes (1)	-0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	0,5	0,6	0,4	0,1
PIB	0,8	-0,4	1,0	2,1	0,4	2,4	1,1	0,5	2,8

(1) contribution à la croissance

Source : EPA - SNA et calculs MAE.

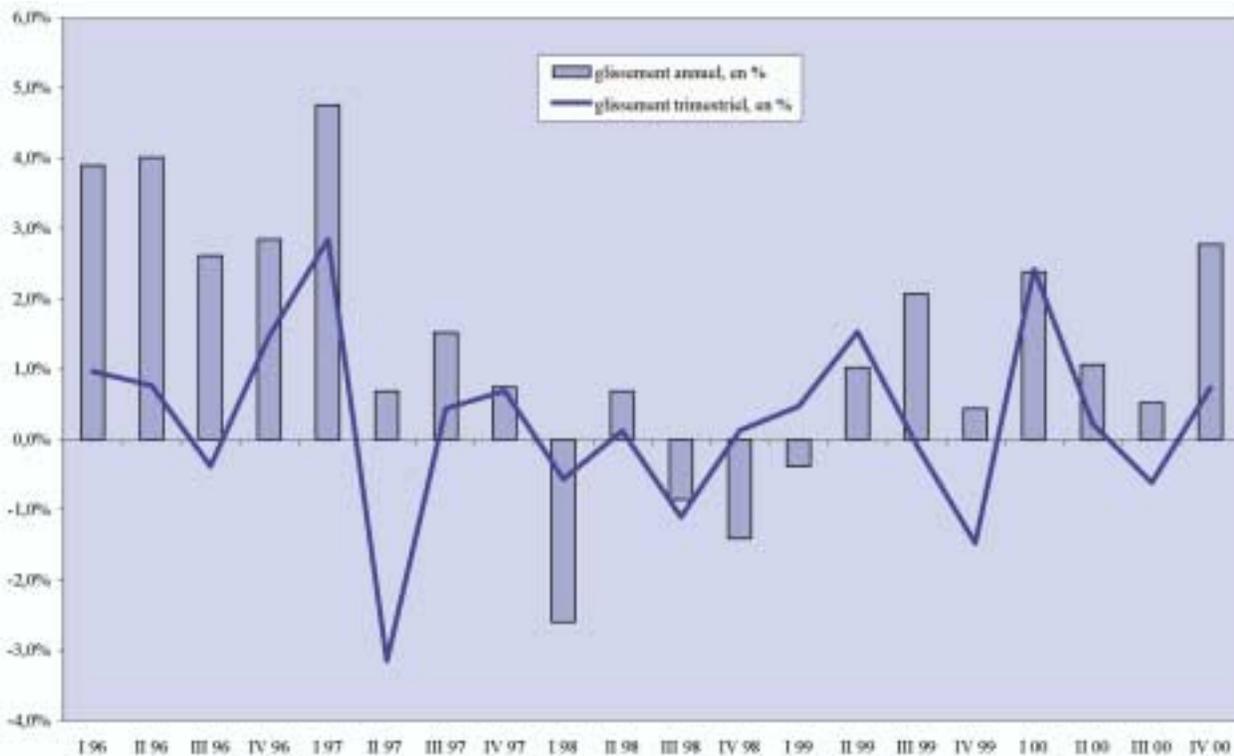
par une croissance économique en accélération de l'ordre de 1,7% par rapport à 1999.

Malgré cette évolution favorable du PIB en 2000, l'évolution trimestrielle laisse apparaître une perte de dynamisme au cours des trois premiers trimestres et ce tant en glissement annuel qu'en glissement trimestriel. Ainsi le taux de croissance de l'activité économique est passé de 2,4% au premier trimestre à 0,5% au troisième trimestre, en glissement annuel, et respectivement de 2,4% à -0,6% en glissement trimestriel. Si l'évolution du quatrième trimestre masque quelque peu ces résultats avec 2,8% de croissance par rapport au quatrième trimestre 1999 et +0,7% de hausse par rapport au trimestre précédent, la prudence reste de mise et les avis sont partagés parmi les experts quant à savoir si l'économie nipponne a renoué de façon définitive avec des taux de croissance positifs. Les comptes nationaux montrent, d'une part, une demande intérieure, qui, bien que contribuant positivement à la croissance (1,2%) reste encore fragile surtout du point de vue de la consommation privée (exception faite du dernier trimestre) et, d'autre part, des échanges extérieurs contribuant de moins en moins à la croissance économique (+0,4%).

Comme le montre le graphique ci-dessus, les comptes trimestriels mettent en évidence un ralentissement de la demande intérieure aux deuxième et troisième trimestres, suivi d'une accélération au dernier trimestre. Ainsi, la demande intérieure est passée de 2,0% de croissance au premier trimestre par rapport au trimestre précédent à -0,5% au troisième trimestre pour ensuite remonter à 1,1% au dernier trimestre. Le ralentissement a été principalement imputable à la décélération observée dans les dépenses de consommation et à la diminution des investissements résidentiels avec, en glissement trimestriel, des taux respectivement de l'ordre de 2,0% et 4,6% de croissance au premier trimestre et de 0,0% et 0,5% au troisième trimestre 2000. Tandis que la reprise du dernier trimestre est principalement attribuable aux investissements et dans une moindre mesure à la consommation publique.

La consommation est demeurée hésitante et l'on ne peut parler de réelle reprise comme en témoignent les ventes au détail qui n'ont cessé de diminuer tout au long de l'année 2000 (-1,7% en glissement annuel), tandis que les immatriculations de véhicules neufs semblent s'être redressées en renouant avec des taux de croissance positifs

Graphique 10. Evolution du PIB



Source : EPA - SNA.

(+2,4% de croissance sur les 10 premiers mois de 2000 par rapport à la valeur correspondante de 1999). Par ailleurs, l'amélioration de l'indice de confiance des consommateurs tout au long de l'année 2000 combinée à un accroissement du nombre d'heures supplémentaires prestées et par conséquent des revenus attendus devraient encourager quelque peu la consommation future. Inversement, le nombre grandissant de faillites combinées à la poursuite de la baisse de l'indice NIKKEI, sont autant de facteurs influençant négativement la consommation. Si l'on sait que la consommation représente près de 60% du PIB, l'on comprend toute l'importance accordée au redressement de celle-ci.

Il semblerait que l'on assiste à un changement structurel de l'emploi. Ainsi si l'emploi de type "plein temps" n'a cessé de décroître tout au long de l'année 2000 (-1% en glissement annuel), il en est tout autrement de l'emploi à temps partiel qui a crû de +3,2% (en glissement annuel). En termes de revenus, la hausse des salaires observée en termes nominaux devient encore plus importante en termes réels eu égard à la déflation persistante au Japon.

Bien que marquant une certaine décélération, la production industrielle a été dynamique tout au long de l'année 2000. Au mois de décembre, la production industrielle était de 4,1% supérieure à sa valeur correspondante de 1999. Sur l'ensemble des 12 mois la production industrielle a crû de 5,9% contre 0,8% en 1999.

Selon le rapport TANKAN de la Banque du Japon, la confiance des entrepreneurs s'est stabilisée en décembre mettant ainsi fin à une progression quasi continue depuis deux ans et témoignant de leur inquiétude quant à la réelle reprise nipponne. Une certaine dichotomie s'observe néanmoins entre les grandes et les petites entreprises. En effet, les plus grandes entreprises, qui ont bénéficié pleinement de la croissance mondiale, semblent généralement plus optimistes que les moins grandes entreprises.

Après avoir contribué négativement à la croissance en 1999, les échanges extérieurs ont eu une contribution de +0,4 point de pour-cent à la croissance du PIB en 2000. Néanmoins, ces chiffres masquent un profil trimestriel en nette décélération, voire en

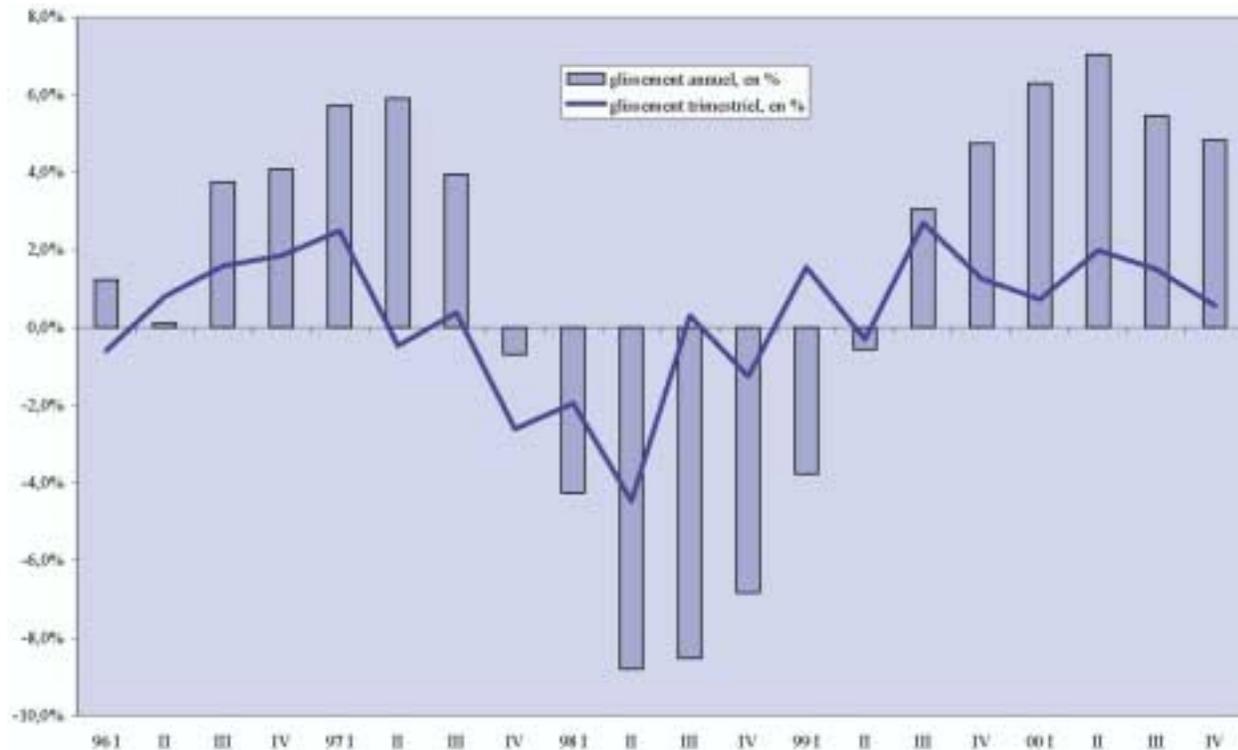
Graphique 11. Contribution à la croissance des principales composantes du PIB

(point de pour cent, t/t-1)



Source : EPA - SNA et calculs MAE.

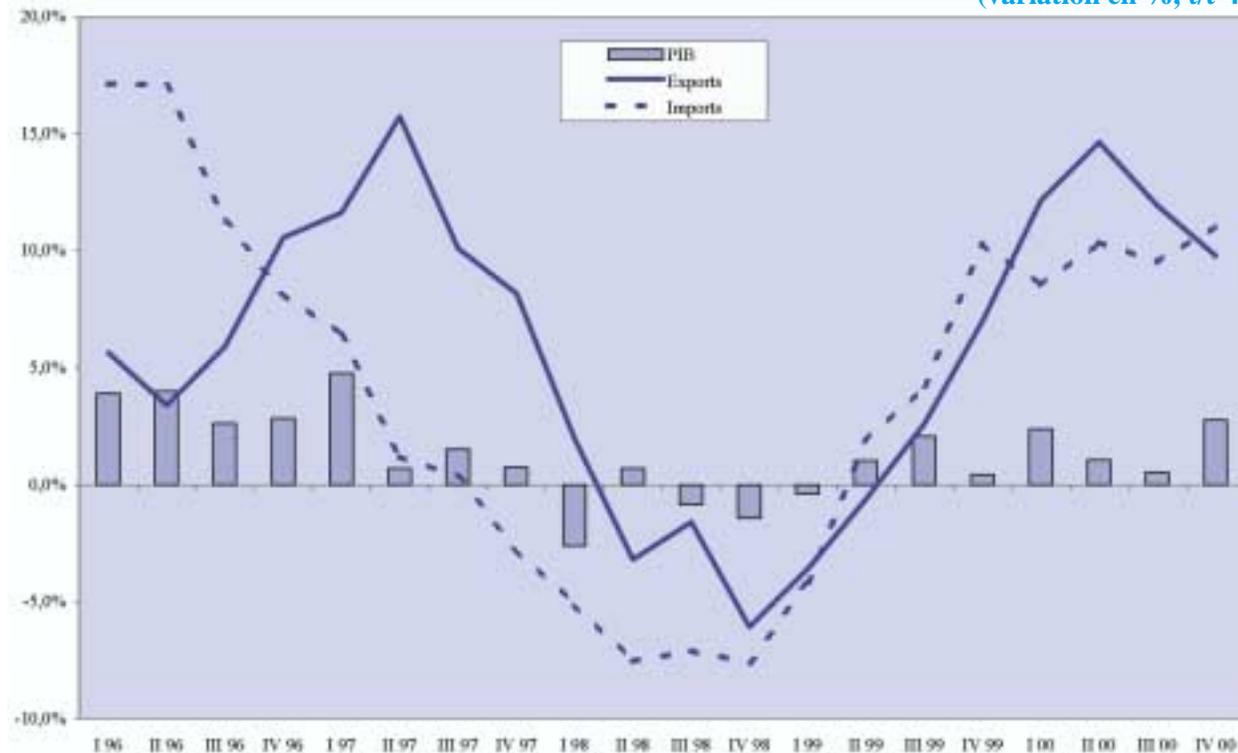
Graphique 12. Evolution de l'indice de la production industrielle



Source : METI.

Graphique 13. PIB trimestriel et composantes de la demande extérieure

(variation en %, t/t-4)



Source : EPA et calculs MAE.

diminution. En effet, la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB est passée de +0,4 point de pour-cent au premier trimestre 2000 à -0,4 point de pour-cent au dernier trimestre (en glissement trimestriel). Ce moindre dynamisme résulte d'une accélération des importations (+0,4% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent contre 5,1% au dernier trimestre) et d'une décélération des exportations (+4,4% au premier trimestre en glissement trimestriel contre 0,8% au dernier trimestre). Ainsi, la reprise économique des pays asiatiques, principaux partenaires commerciaux du Japon, s'est fait ressentir dans le commerce

3. Les pays émergents du Sud-Est asiatique

Si les pays du Sud-Est asiatique ont connu une récession prononcée en 1998, conséquence de l'importante crise financière qui a secoué la région en 1997-1998, ils semblent toutefois avoir repris le chemin de la croissance. Certes, la croissance n'atteint plus son niveau d'avant crise mais elle n'en demeure pas moins significative.

Tout comme la crise a affecté à des degrés divers les différents pays du sud-est asiatique, la reprise a également montré des profils différents selon les pays concernés.

La présente analyse se borne à prendre en considération l'évolution de la situation économique dans les cinq pays suivants, à savoir l'Indonésie, la Corée, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, ci-après dénommés groupe Asie 5, soit les économies qui ont été les plus touchées par la crise. En effet, ces pays ont, de par leur structure économique et la nature de leurs échanges, un impact non négligeable sur l'activité de certains pays européens (Allemagne et Italie par exemple), du Japon et peuvent donc perturber l'équilibre de l'économie à un échelon mondial.

Comme le montre le tableau ci-dessus, la reprise des pays émergents a été significative et a dépassé tout ce qui avait pu être envisagé pendant la crise. Des divergences sont toutefois apparues au sein des divers pays, ainsi risque-t-on de voir apparaître un clivage régional suite à des rythmes de croissance différents : la Corée et la Malaisie, d'une part, en forte expansion économique et attirant les capitaux

extérieur du Japon au premier semestre : les exportations et les importations ont crû respectivement de 12,2% et 8,5% au premier trimestre en glissement annuel et se sont accélérées pour atteindre 14,6% et 10,4% de croissance au deuxième trimestre. Le second semestre s'est quant à lui caractérisé par une décélération continue des exportations et une décélération suivie d'une accélération des importations. Exportations et importations qui ont clôturé l'année avec respectivement 9,8% et 11,1% de hausse au dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de 1999, soit 12,1% et 9,9% sur l'ensemble de l'année 2000 par rapport à 1999.

étrangers, et, d'autre part, les trois autres pays où l'instabilité politique combinée à un manque de restructuration écarte les investisseurs potentiels.

Le redressement s'est effectué à des rythmes différents. Ainsi la Corée sort du lot avec un profil de croissance de type V, où fin 1999 elle connaissait un taux de croissance supérieur à ce qu'il était avant la crise. La Malaisie et la Thaïlande ont toutes deux renoué avec une croissance positive légèrement inférieure à son niveau d'avant crise tandis que le redressement de l'Indonésie reste encore à confirmer et demeure tributaire du manque de confiance lié à l'instabilité politique et à la fragilité du secteur financier. Enfin, les Philippines, qui ont connu une récession en 1998 principalement liée à de mauvaises récoltes et à l'effet de contagion des économies avoisinantes, a pu récupérer plus facilement eu égard à l'absence de problème d'endettement majeur.

Les pays de l'Asie 5 exportent près de 50,9 % vers les pays industrialisés et 37 % vers les pays d'Asie tandis qu'ils importent près de 55 % des pays industrialisés et 32 % des pays d'Asie.

Les Etats-Unis importent beaucoup des pays d'Asie, surtout les produits " high tech ". En considération de la structure de leurs échanges, on comprend dès lors qu'un affaiblissement de la demande américaine, voire également européenne, pourrait avoir des conséquences désastreuses pour ces pays eu égard à la faiblesse de leurs marges budgétaires pour y faire face et à la fragilité du système bancaire.

Il en est de même pour l'économie japonaise qui trouve en ces pays asiatiques un important débouché et qui, s'ils devaient connaître un ralentissement d'activité suite à la baisse de la demande extérieure, s'en verrait également affectée.

Le mouvement de capitaux qui s'était opéré pendant la crise asiatique ("fly to quality") où les capitaux ont été rapatriés et placés aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe semble s'être atténué avec la reprise de l'activité en Asie. Néanmoins, les Etats-Unis pourraient être tentés de relever les taux pour rapatrier les capitaux afin de financer le déficit impor-

tant toujours persistant. Cela aurait des conséquences dépressives non seulement sur l'économie américaine mais également sur le reste du monde. En effet, la pression sur les taux d'intérêt serait telle qu'elle exercerait une influence sur les taux asiatiques, risquant de compromettre la reprise.

Outre cet élément monétaire, la nécessité de poursuivre les réformes structurelles initiées en Asie suite à la crise semble un élément fondamental pour retrouver un système économique efficient et redonner confiance aux investisseurs.

Tableau 3. PIB de cinq pays d'Asie du Sud-Est

(variation en %, t/t-1)

	1996	1997	1998	1999	2000(p)
Corée	6,8	5,0	-5,8	10,7	8,5
Indonésie	8,0	4,5	-13,7	0,2	4,0
Malaisie	8,6	7,5	-7,5	5,6	8,0
Philippines	5,8	5,2	-0,4	3,3	4,0
Thaïlande	5,5	-1,3	-10,0	4,2	4,5

(p) = projections

Source : Banque Mondiale - Regional overview- novembre 2000.

Tableau 4. Structure des échanges extérieurs de l'Asie 5 selon les principales grandes zones (d'origine ou de destination) sur base des exportations et importations en valeur de 1999

En %	Exportations à destination de					Importations en provenance de				
	USA	Japon	Europe*	Asie	Asie 5	USA	Japon	Europe*	Asie	Asie 5
Corée	20,6	11	15,8	34,7	7,7	20,8	20,2	12,0	21,9	7,8
Indonésie	16,1	20	15,3	37,3	12,1	7,3	18,7	13,9	46,6	19,5
Malaisie	21,9	11,6	16	42,1	9,2	17,4	20,8	13,1	40,7	14,2
Philippines	29,6	13,1	19,3	32,8	7,6	20,3	19,6	9,5	36	16,7
Thaïlande	21,5	14,5	17,8	35,5	9	11,5	24,8	12,4	34,5	12,1
Asie 5	21,2	13,3	16,4	36,7	8,9	17,1	20,9	12,2	32,2	12

* y inclus Norvège, Islande et Suisse

Source : FMI et calculs MAE.

4. La zone euro

Soutenu par la vigueur de la croissance mondiale qui a culminé la première partie de l'année 2000, tant pour les économies industrialisées que pour les pays émergents, le rythme d'expansion de l'activité européenne en glissement annuel s'est élevé à 3,4% l'année dernière contre 2,5% en 1999.

Après avoir affiché une croissance à un an d'écart de 2% au premier trimestre 1999, le PIB réel de la zone euro s'est progressivement renforcé avant de décélérer à partir du troisième trimestre 2000 parallèlement au fléchissement de la conjoncture mondiale. De +3,7% au second trimestre 2000, à la suite notamment du dynamisme persistant de l'économie américaine et une reprise en Asie du Sud-est plus substantielle qu'anticipée après les crises monétaire et financière déclenchées en 1997, la croissance de l'activité a été ramenée à 3,0% au dernier trimestre de l'année dernière. Ce fléchissement de l'activité au second semestre de l'année s'explique largement par le dynamisme moindre de la consommation privée en réaction à l'envolée des produits pétroliers et par le ralentissement brutal de la croissance américaine au terme de l'année.

La contribution du commerce extérieur à l'évolution du PIB de la zone euro, redevenue positive à partir du dernier trimestre 1999, a atteint un maximum au premier trimestre de 2000 sous l'impulsion de la vigueur retrouvée de l'économie mondiale, avant de fléchir à 0,5 point de pour-cent au dernier trimestre.

Au second semestre de 1999 et au cours de la première partie de 2000, la croissance s'est raffermie dans les principales économies de la zone, notamment en Allemagne et en Italie qui avaient inscrit les taux de croissance les plus faibles en 1998 et 1999. Le rythme d'expansion de l'économie allemande a même excédé celui de l'économie française en base annuelle aux second et troisième trimestres 2000 avant de ralentir au quatrième trimestre. A l'opposé, l'Italie, qui comblait son retard par rapport à la France depuis le dernier trimestre de 1999, a affiché une croissance moins significative dès le deuxième trimestre 2000 à l'instar de plusieurs Etats membres de la zone. La résorption partielle du différentiel de croissance entre les trois plus grandes économies de l'Union éco-

Tableau 5. Evolution des principales composantes du PIB

(variation en %, un an d'écart)

	1999	2000	II 99	III 99	IV 99	I 00	II 00	III 00	IV 00
Consommation privée	2,8	2,6	2,8	2,7	2,7	2,6	3,1	2,4	2,1
Consommation publique	1,7	1,6	1,6	1,8	1,6	1,7	1,8	1,4	1,6
Formation brute de capital fixe	5,3	4,6	5,7	5,7	5,5	5,7	4,9	4,0	3,9
Demande intérieure	3,1	2,8	3,1	3,1	2,9	2,6	3,2	2,8	2,5
Exportations de biens et services	4,7	11,7	2,6	5,8	10,0	12,7	11,4	11,2	11,6
Importations de biens et services	6,7	10,4	5,6	7,4	9,1	10,5	10,1	10,2	10,7
Contribution à la croissance									
D.intérieure hors stocks	3,0	2,8	3,1	3,1	3,0	3,0	3,2	2,5	2,3
D.intérieure	3,0	2,7	3,0	3,0	2,9	2,6	3,1	2,7	2,5
Exportations nettes	-0,5	0,6	-0,9	-0,4	0,4	0,9	0,6	0,5	0,5
PIB	2,5	3,4	2,1	2,6	3,3	3,5	3,7	3,2	3,0

Source : OCDE et calculs MAE.

nomique et monétaire, combinée au taux plus modéré de l'activité dans certains pays, ont réduit les disparités entre les conjonctures nationales.

La demande intérieure, influencée favorablement par la consommation privée et les investissements des entreprises a progressé de 2,8% en moyenne sur l'ensemble de l'année 2000. Après avoir crû de 3,2% en glissement annuel au second trimestre 2000, elle a par la suite perdu du tonus, s'établissant à +2,5% au dernier trimestre de l'année sous revue. En rythme trimestriel, une légère reprise de la demande intérieure a toutefois été enregistrée au dernier trimestre : +0,6% contre +0,4% au trimestre précédent.

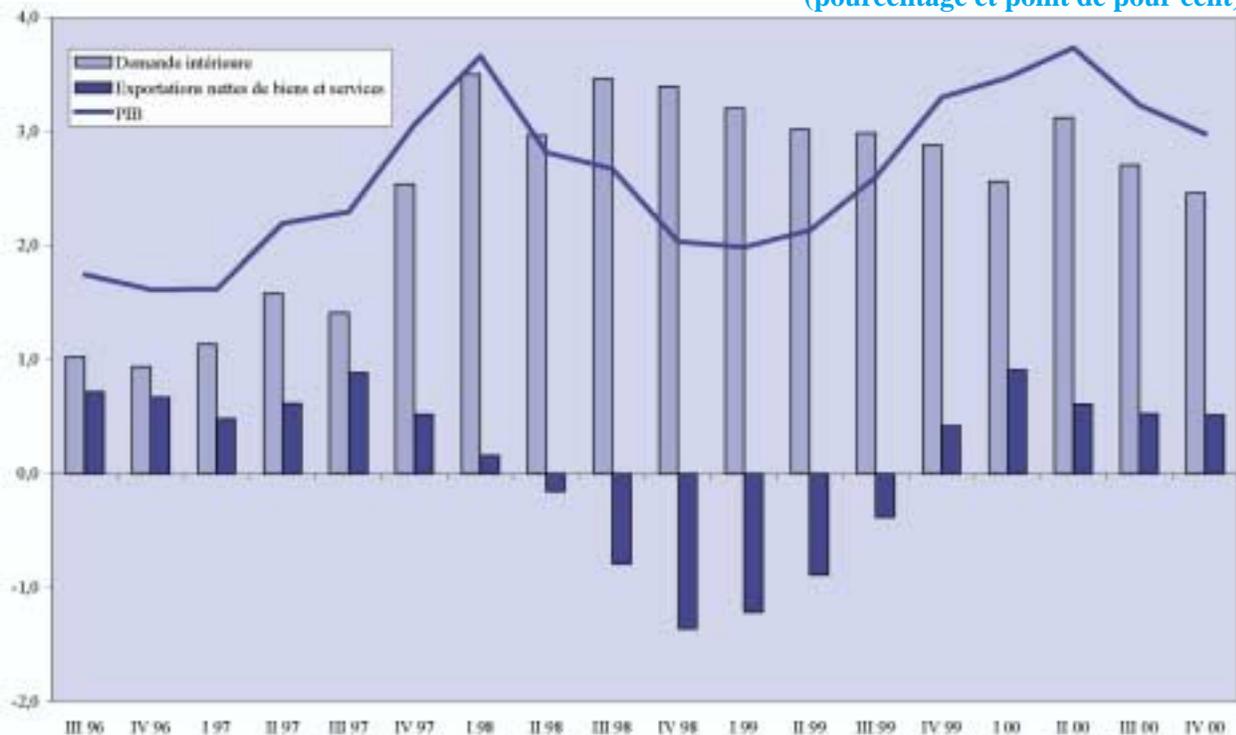
Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté sur un an de 2,1% au quatrième trimestre 2000 après avoir affiché une croissance de 3,1% au deuxième trimestre. Ce ralentissement qui traduit essentiellement les retombées du choc pétrolier, lequel a entamé la progression du pouvoir d'achat des ménages, s'observe également sur base trimestrielle : la consommation privée a progressé de 0,3% au dernier trimestre 2000 contre +0,8% aux premier et second trimestres de l'année dernière.

Les résultats des enquêtes auprès des consommateurs montrent que l'indicateur de confiance a diminué au quatrième trimestre 2000 pour se stabiliser à -3 après -1 au troisième trimestre et 0 au second trimestre. Ce niveau reste cependant nettement supérieur à la moyenne de la décennie passée (-13) et avoisine le pic (-2) relevé sur la période 1987-91.

En décélération à partir du second trimestre 2000, la formation brute de capital fixe est toutefois restée bien orientée : de +5,7% au premier trimestre, le glissement annuel des investissements est passé à 3,9% au dernier trimestre. Reflétant les anticipations des entreprises qui se sont repliées, les investissements ont crû en rythme trimestriel de 0,4% au quatrième trimestre après +1,1% au troisième trimestre 2000.

Bénéficiant de la vive reprise du commerce mondial et des gains de compétitivité associés à la dépréciation du taux de change effectif de l'euro, les exportations de biens et services ont progressé de 11,7% en 2000 après +4,7% en 1999. De +0,6% au cours des trois premiers mois de 1999, les exportations se sont ensuite régulièrement redressées en glissement annuel jusqu'au premier trimestre 2000

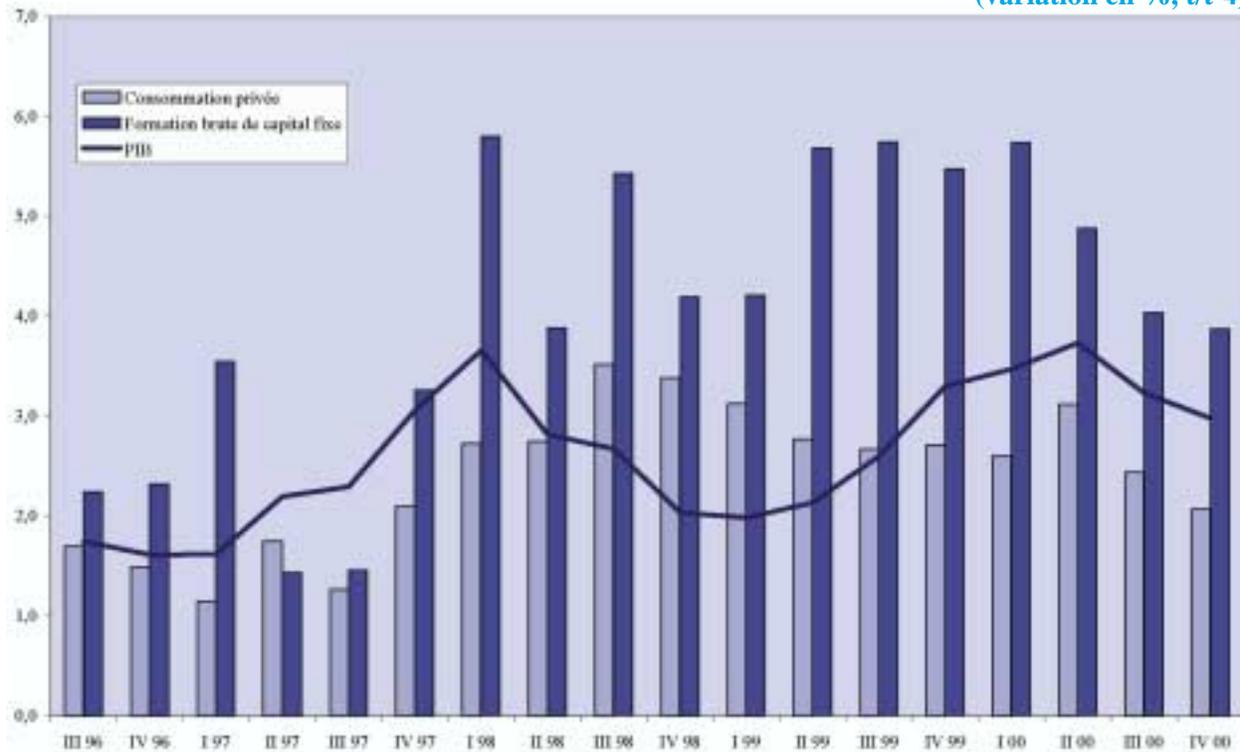
Graphique 14. PIB et contribution annuelle des demandes interne et externe à la croissance (pourcentage et point de pour cent)



Source : OCDE et calculs MAE.

Graphique 15. PIB et principales composantes de la demande intérieure

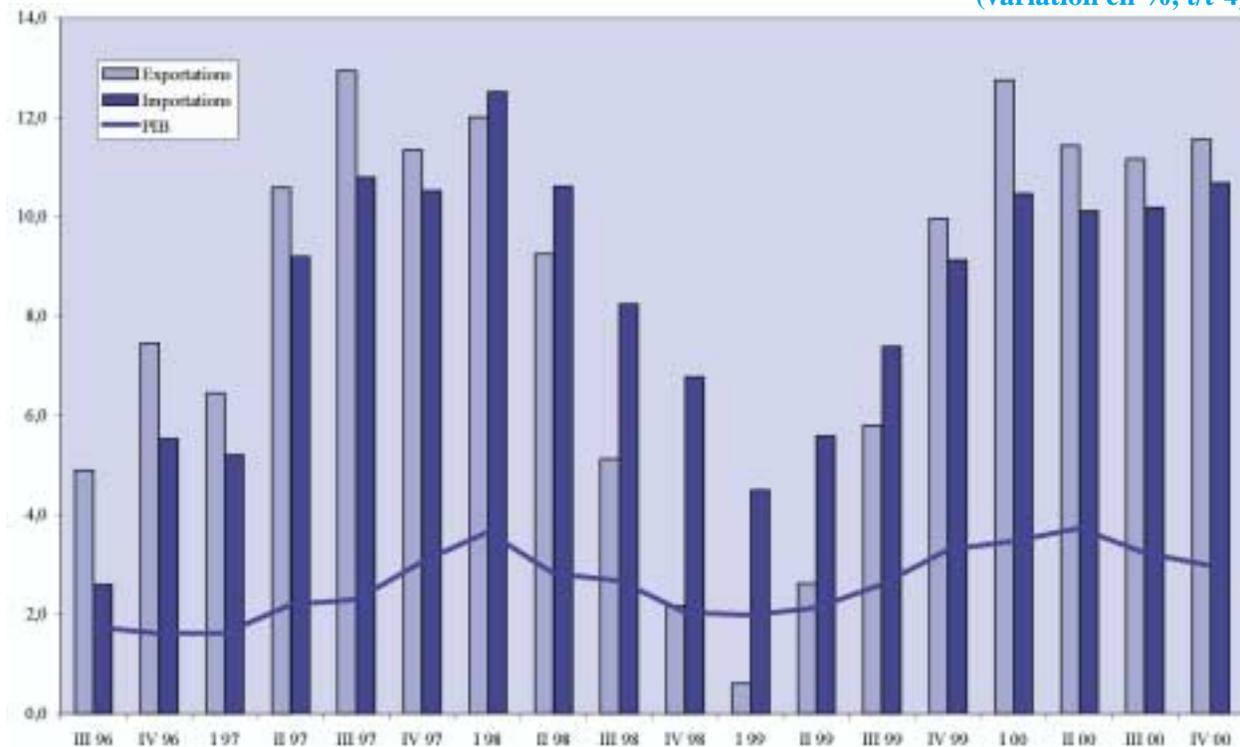
(variation en %, t/t-4)



Source : OCDE et calculs MAE

Graphique 16. PIB et composantes de la demande extérieure

(variation en %, t/t-4)



Source : OCDE et calculs MAE.

(+12,7%) avant d'afficher une croissance moins substantielle la deuxième partie de l'année. D'un semestre à l'autre, la croissance est ainsi passée de 12,1% à 11,4%. Stimulées par la vigueur de la demande intérieure, les importations de biens et services ont progressé à un an d'écart de 10,4% après +6,7% en 1999. L'affaiblissement de la croissance des exportations et la légère remontée des importations durant la deuxième partie de l'année ont ramené la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB à +0,5 point de pour-cent après +0,9 point de pour-cent au premier trimestre de 2000.

Sur le plan du marché du travail, le taux de chômage de tous les Etats membres en 2000 s'est inscrit en recul par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage dans la zone euro, en diminution régulière depuis 1997, a été ramené de 10,9% en 1998 à 9,1% en 2000. Le dynamisme de l'activité économique, conjugué à l'augmentation du contenu en emploi de la croissance et à l'impact de la coor-

4.1. La France

Soutenu par l'évolution favorable de la demande intérieure et par le dynamisme du commerce extérieur, le rythme de croissance de l'activité économique a atteint 3% sur l'ensemble de l'année 2000. Après les crises asiatique et russe, l'économie française a renoué avec la croissance "plus tôt et de manière plus dynamique" que les autres grandes économies de la zone euro. Sur la période 1998-2000, l'activité économique française a crû à un rythme annuel moyen de 3,2 % contre 2,2% pour l'Allemagne et 2,1% pour l'Italie.

Après avoir enregistré une croissance en glissement annuel de 2,8% au second trimestre de 1999, le rythme de progression du PIB en volume s'est accéléré au cours de la deuxième partie de l'année 1999 avant de progressivement ralentir en 2000. De +3,7% au dernier trimestre de 1999, la croissance du PIB réel à un an d'écart est redescendue à +2,8% au dernier trimestre 2000. Ce fléchissement s'observe également en rythme trimestriel, la croissance de l'activité économique revenant de 1,1% au quatrième trimestre de 1999 à 0,6% au troisième trimestre de 2000 avant d'augmenter à 0,9% au dernier trimestre de l'année 2000.

dination des politiques structurelles visant à accroître l'efficacité du marché de l'emploi, ont partiellement accentué ce mouvement baissier. L'Espagne qui affiche toujours le taux le plus élevé de la zone (14,2% en 2000) a toutefois enregistré le repli le plus significatif (-1,7 points de pourcentage à un an d'écart).

La stratégie européenne pour l'emploi, élaborée par le Conseil de l'Emploi et des Affaires sociales et le Conseil Ecofin, repose principalement sur l'adoption des lignes directrices transposées (mises en œuvre) dans les plans d'actions nationaux pour l'emploi (PAN). L'emploi est désormais considéré comme une question d'intérêt commun et la stratégie coordonnée vise notamment le renforcement d'une main-d'œuvre qualifiée, l'augmentation du taux d'emploi, la promotion de nouveaux instruments d'organisation du travail ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie.

La croissance plus modérée de la demande intérieure est à l'origine de l'affaiblissement à un an d'intervalle de l'activité économique au dernier trimestre. La contribution de la demande intérieure à la croissance annuelle du PIB est ainsi passée de 3,2 points de pourcentage les trois premiers mois de 2000 à 2,8 points de pourcentage au quatrième trimestre 2000.

Cet infléchissement est essentiellement imputable au ralentissement de la croissance des dépenses de consommation des ménages dont le dynamisme avait été quasi ininterrompu depuis le dernier trimestre 1997. La croissance de la consommation des ménages a été ramenée de 3,2% à un an d'écart au premier trimestre 2000 (+0,8% en base trimestrielle) à 1,8% au dernier trimestre (+0,4% en base trimestrielle). Sous l'effet de la remontée de l'inflation qui a entamé le pouvoir d'achat des ménages, la consommation privée est passée d'un rythme de croissance annuelle de 2,9% au premier semestre à 1,9% au second. Cet affaiblissement reflète principalement les répercussions de l'envolée des cours du pétrole brut et de la dépréciation de l'euro sur le pouvoir d'achat des ménages.

La ventilation des dépenses de consommation des ménages traduit notamment un recul significatif à un an d'écart des produits agro-alimentaires et énergétiques, ainsi que du commerce et des achats automobiles (changement du profil saisonnier de la demande) au dernier trimestre 2000. Les biens manufacturés, qui représentent une proportion importante de la consommation totale, n'affichaient plus qu'une croissance de +2,7% au quatrième trimestre après +4,4% au premier trimestre de l'année 2000. Ces pourcentages s'élèvent respectivement à -1,5% et +6,8% pour le commerce.

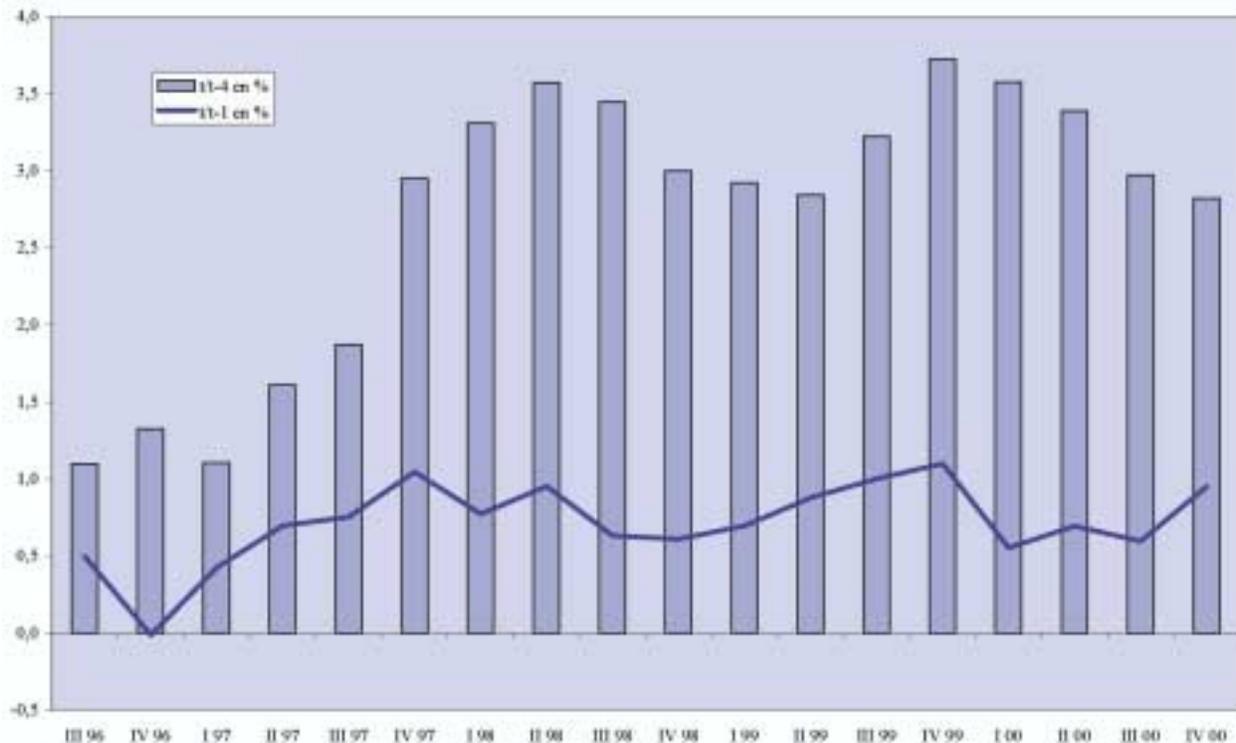
Dans un contexte de capacités de production très sollicitées et de conditions de financement encore favorables, l'effort d'investissement s'est en revanche poursuivi pendant la seconde partie de l'année écoulée. De +6% au premier trimestre 2000, la croissance de la formation brute de capital fixe en glissement annuel s'est nettement accélérée au deuxième semestre pour atteindre 8% au dernier trimestre. Les investissements des

entreprises, en particulier dans le secteur des biens manufacturés et dans les services, ont continué de progresser à un rythme soutenu, affichant respectivement +10,7% et +8,1% au dernier trimestre après +5,9% et +5,2 au premier trimestre en rythme annuel.

Au niveau des échanges extérieurs, la croissance en rythme annuel des exportations s'est régulièrement renforcée à partir du second trimestre 1999 (+1,5%) à l'exception du troisième trimestre 2000. De +14,4% au deuxième trimestre 2000, la croissance des exportations a ralenti à 12,7% au trimestre suivant avant de se renforcer à 14,7% au dernier trimestre. En rythme trimestriel, leur progression s'est établie à 3,7% au quatrième trimestre contre 2,6% au troisième trimestre et 4% au deuxième trimestre.

Malgré la décélération temporaire de la demande étrangère au troisième trimestre, les exportations qui ont bénéficié des gains de compétitivité-prix sont restées dynamiques. La progression du secteur des services, des biens de consommation et d'équipe-

Graphique 17. Evolution du PIB



Source : OCDE et calculs MAE.

Tableau 6. Evolution des principales composantes du PIB

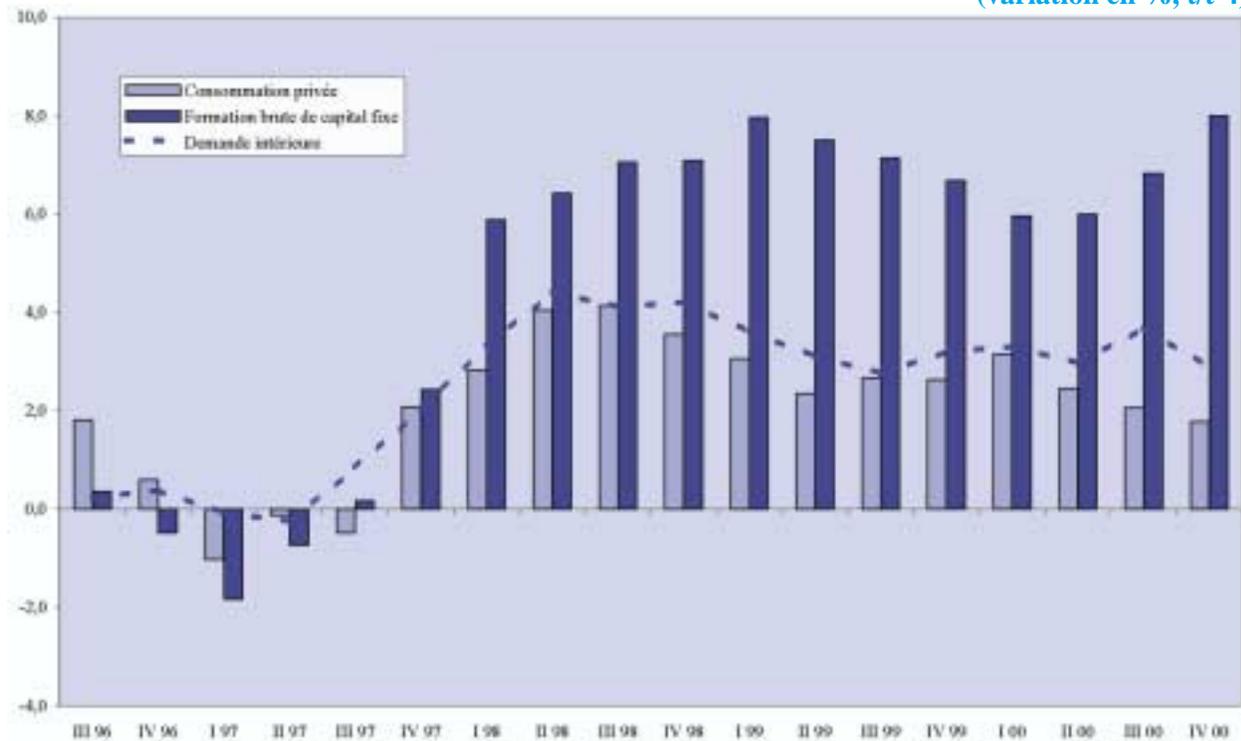
(variation en %, un an d'écart)

	1999	2000	II 99	III 99	IV 99	I 00	II 00	III 00	IV 00
Consommation privée	2,6	2,4	2,4	2,7	2,6	3,2	2,5	2,1	1,8
Consommation publique	2,5	1,5	2,6	2,7	2,7	1,7	1,5	1,5	1,4
Formation brute de capital fixe	7,4	6,5	7,5	7,1	6,7	6,0	6,0	6,8	8,0
Demande intérieure	3,3	3,1	3,1	2,8	3,2	3,3	3,0	3,7	2,9
Exportations de biens et services	4,2	13,0	1,5	5,5	8,9	12,7	14,4	12,7	14,7
Importations de biens et services	4,6	14,2	2,4	3,9	7,1	12,4	13,7	16,6	16,1
Contribution à la croissance									
Demande intérieure hors stocks	3,4	2,9	3,3	3,4	3,4	3,3	2,9	2,8	2,9
Demande intérieure	3,2	3,0	3,0	2,7	3,1	3,2	2,9	3,6	2,8
Exportations nettes	0,0	0,0	-0,2	0,5	0,6	0,3	0,5	-0,6	0,0
PIB	3,2	3,0	2,8	3,2	3,7	3,6	3,4	3,0	2,8

Source : OCDE et calculs MAE.

Graphique 18. Principales composantes de la demande intérieure

(variation en %, t/t-4)



Source : OCDE et calculs MAE.

ment, qui représentent environ respectivement 10%, 11% et 21% du total des exportations, a été substantielle à un an d'intervalle au dernier trimestre. En revanche, pour l'automobile (10% du total) et les biens intermédiaires (27% du total) dont le profil d'évolution est directement synchronisé à l'activité mondiale, la croissance a été moins soutenue.

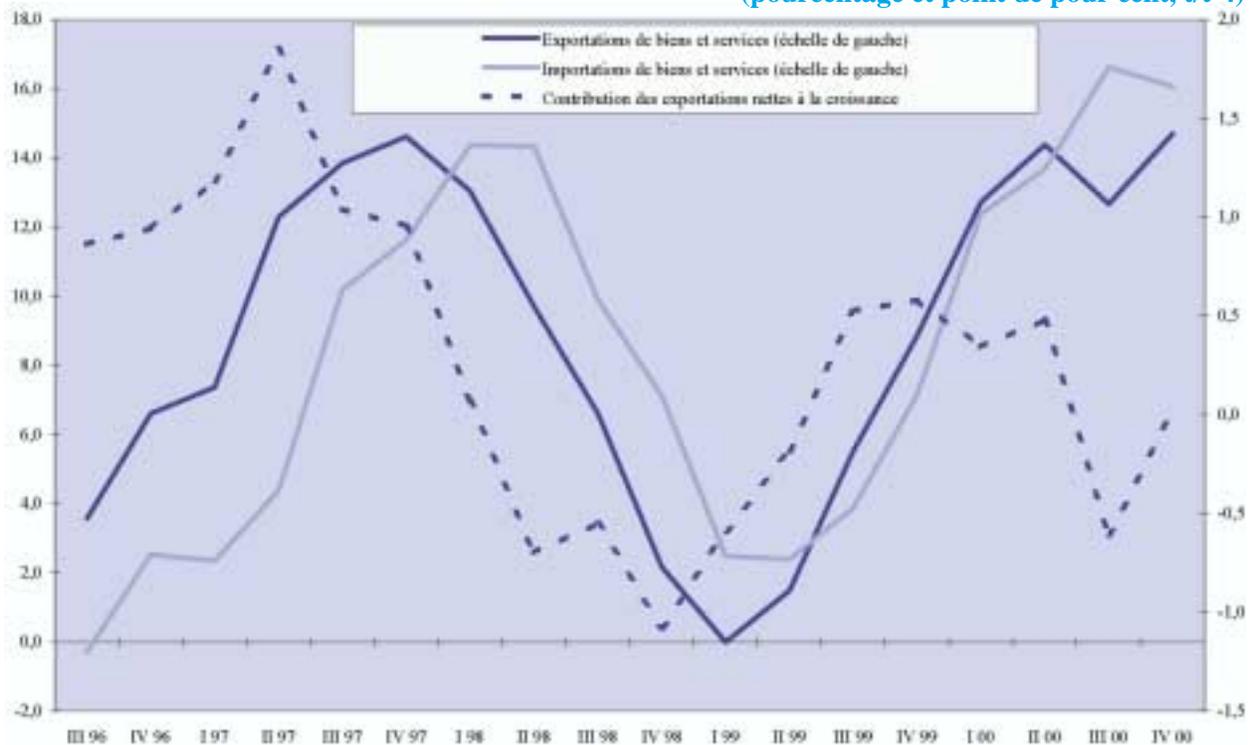
Témoignant de l'affaiblissement de la demande intérieure, la croissance de la demande d'importations a par contre décéléré au dernier trimestre 2000 après avoir régulièrement augmenté en rythme an-

nuel depuis le troisième trimestre 1999 : +16,1% contre +16,6% au troisième trimestre 2000. Mesurée à un trimestre d'écart, la croissance des importations de biens et services a également fléchi au dernier trimestre pour s'établir à 3% contre 4,6% au troisième trimestre.

En conséquence, la contribution des échanges extérieurs à la croissance annuelle du PIB, redevenue positive à partir du troisième trimestre de 1999, a été négative au troisième trimestre 2000 (-0,6 point de pour-cent) et nulle au dernier trimestre.

Graphique 19. Croissance et contribution de la demande extérieure

(pourcentage et point de pour cent, t/t-4)



Source : OCDE et calculs MAE.

4.2. L'Allemagne

Sur l'ensemble de l'année 2000, le rythme d'expansion de l'économie allemande s'est élevé à 3%, soit pratiquement le double de celui enregistré en 1999 et le plus significatif depuis la réunification. La demande soutenue de ses principaux partenaires commerciaux combinée à l'amélioration de la compétitivité-prix ont largement contribué à augmenter la croissance allemande.

Après avoir enregistré une accélération de la croissance en glissement annuel à partir de la deuxième partie de l'année 1999, l'activité a fléchi au second semestre 2000. De +4% au second trimestre 2000, la croissance du PIB réel a été plus modérée par la suite, s'établissant à +2,6% au dernier trimestre de l'année (+0,2% en rythme trimestriel). Cette croissance moins soutenue de l'activité économique trouve notamment son origine dans les retombées négatives du choc pétrolier sur le pouvoir d'achat des ménages et dans les incertitudes entourant le ralentissement de l'économie américaine. La contribution annuelle des dépenses de consommation privée à la croissance de l'activité économique a

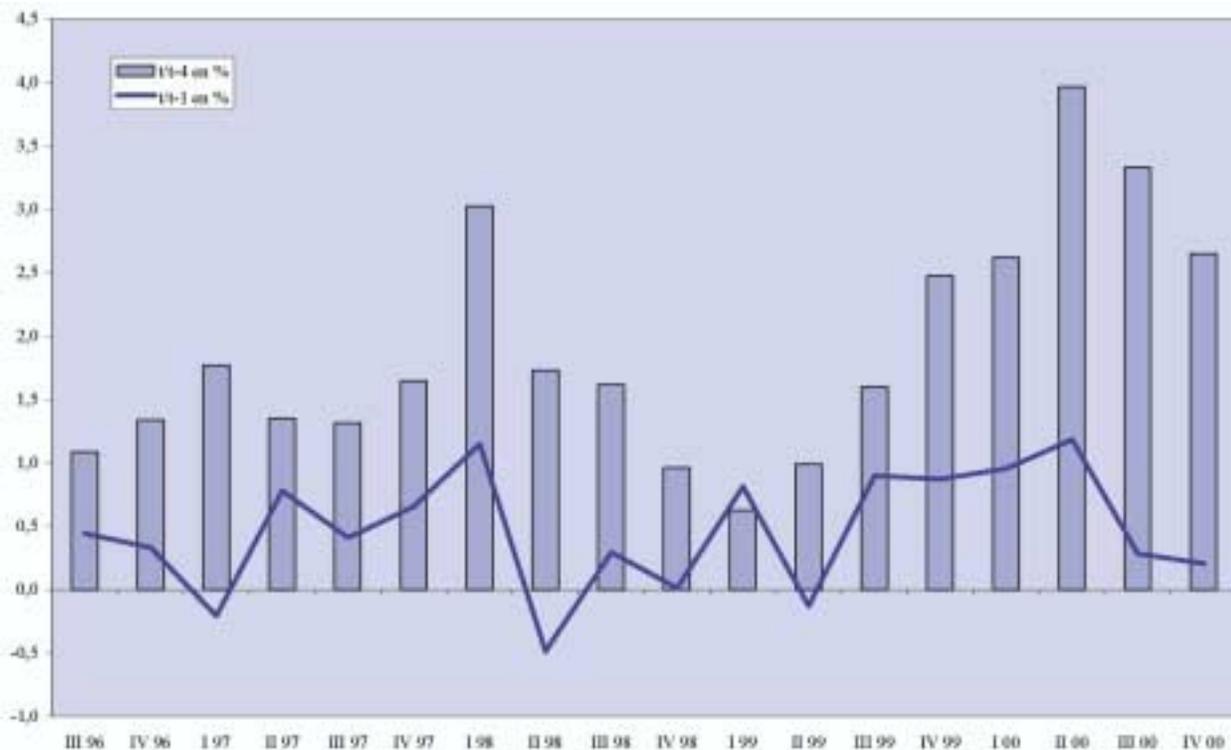
par conséquent été divisée par deux du second au dernier trimestre (0,8 point de pour-cent).

Parmi les grandes économies de la zone euro, l'exposition de l'Allemagne au marché américain est en effet la plus importante. En 1999, la part des exportations à destination des Etats-Unis (premier partenaire hors UE) dans le total des exportations extra-UE s'élevait à 24% pour l'Allemagne, contre 21% pour la France et 22% pour l'Italie.

Sur l'ensemble de l'année dernière, la croissance substantielle des investissements en équipement et outillage (+9%) comme dans les autres produits (9,7%) a atténué l'incidence de la baisse des investissements en logement et autres constructions (un recul amorcé dès le second trimestre) sur le total de la formation brute de capital fixe.

Alimentée par le renforcement des investissements en équipement et outillage au fil des trimestres, la croissance à un an d'intervalle de la formation brute de capital fixe a légèrement progressé les trois derniers mois de l'année dernière (+2,3% contre +2,1% au trimestre antérieur).

Graphique 20. Evolution du PIB



Source : OCDE et calculs MAE.

Tableau 7. Evolution des principales composantes du PIB

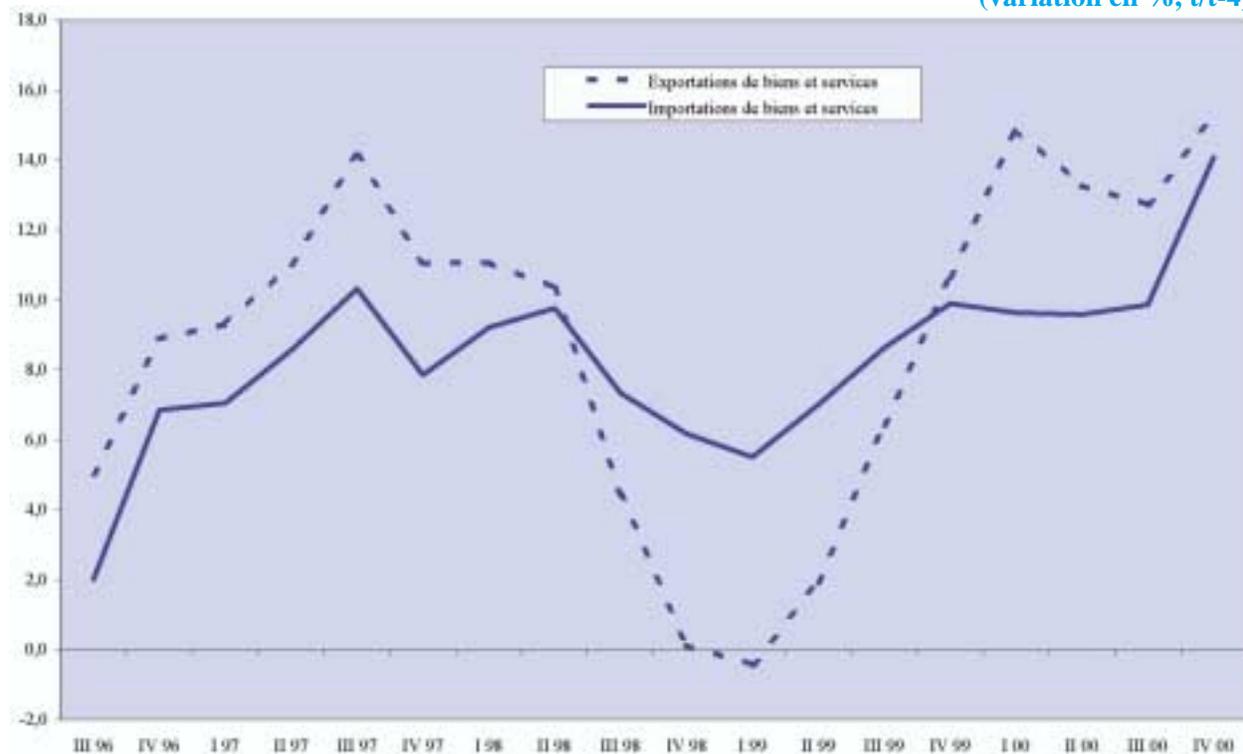
(variation en %, un an d'écart)

	1999	2000	II 99	III 99	IV 99	I 00	II 00	III 00	IV 00
Consommation privée	2,6	1,6	2,7	2,4	2,3	1,0	2,8	1,8	1,3
Consommation publique	-0,1	1,4	-0,6	0,3	-0,2	1,5	1,9	0,6	1,6
Formation brute de capital fixe	3,3	2,4	2,7	3,8	4,2	4,1	3,5	2,1	2,3
Demande intérieure	2,4	2,0	2,4	2,1	2,2	1,1	2,8	2,4	2,1
Exportations de biens et services	5,1	13,3	1,9	6,4	10,7	14,9	13,3	12,7	15,3
Importations de biens et services	8,1	10,2	7,0	8,6	9,9	9,6	9,6	9,9	14,1
Contribution à la croissance									
Demande intérieure hors stocks	2,2	1,7	2,0	2,2	2,2	1,8	2,8	1,6	1,6
Demande intérieure	2,3	1,9	2,4	2,1	2,2	1,1	2,8	2,3	2,1
Exportations nettes	-0,8	1,0	-1,4	-0,5	0,3	1,5	1,2	1,0	0,5
PIB	1,6	3,0	1,0	1,6	2,5	2,6	4,0	3,3	2,6

Source : OCDE et calculs MAE.

Graphique 21. Composantes de la demande extérieure

(variation en %, t/t-4)



Source : OCDE et calculs MAE.

La ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activité traduit un fléchissement marqué dans l'industrie (+3,4% au dernier trimestre contre +6,9% au premier trimestre en glissement annuel) et un recul significatif du secteur de la construction. La branche "commerce et transport" a légèrement décéléré au dernier trimestre à +2,8% contre +5,4% au second trimestre, tandis que la croissance des activités financières, de location et de services aux entreprises s'est stabilisée au même niveau qu'aux trimestres précédents (+5%).

La production dans l'industrie manufacturière et les biens intermédiaires a régulièrement diminué en glissement annuel au fil des trimestres pour atteindre respectivement +4,7% et +2,9% au dernier trimestre 2000.

Après avoir affiché une accélération de la croissance au troisième trimestre, les biens d'investissement et les biens durables se sont à nouveau inscrits à la baisse au quatrième trimestre. Pour les autres grands regroupements industriels, la production a légèrement baissé, au dernier trimestre, pour les biens non durables (-1,4%) et de manière plus significative dans la construction (-4,4% après -10,7% au troisième trimestre), les capacités excédentaires dans les nouveaux Länder constituant le frein majeur à une reprise dans le secteur de la construction.

4.3. Les Pays-Bas

L'économie des Pays-Bas a été particulièrement florissante ces dernières années, avec un rythme de croissance économique élevé et un taux de chômage très bas. Souvent cité comme un des meilleurs élèves de la classe européenne, ce pays a pourtant, à la fin des années septante et au début des années quatre-vingt, traversé une crise profonde : stagnation de la croissance économique, forte inflation, augmentation des coûts salariaux supérieure à la rentabilité, entreprises peu compétitives et taux de chômage élevé (11%).

Le célèbre accord de Wassenaar, signé entre employeurs et travailleurs, visant à créer des emplois et à maîtriser les coûts salariaux, a permis de modifier complètement la donne. Toute une série de réformes structurelles ont ainsi vu le jour : assainissement des finances publiques, révision en profondeur du système de sécurité sociale, large

Le profil d'évolution de la production dans l'industrie manufacturière est, par contre, différent en rythme trimestriel. En effet, la moyenne des trois derniers mois comparée aux trois mois précédents indique une augmentation de la production dans l'industrie manufacturière au dernier trimestre.

Du côté du commerce extérieur, la contribution des exportations nettes à la croissance annuelle du PIB a régulièrement décéléré au cours des trimestres pour s'établir à 0,5 point de pour-cent au dernier trimestre contre 1,5 point de pour-cent au premier trimestre 2000. Sur l'ensemble de l'année dernière, elle a cependant atteint 1 point de pour-cent après une contribution négative de 0,8 point de pour-cent en 1999. La croissance des exportations et des importations de biens et services a été particulièrement dynamique, respectivement de 13,3% et 10,2% à un an d'intervalle.

Après un affaiblissement progressif de la demande étrangère jusqu'au troisième trimestre, la croissance des exportations de biens et services a rebondi au dernier trimestre (+15,3% contre +14,9% pour les trois premiers mois de l'année 2000). Les produits finis, représentant environ 85% du total des exportations de marchandises, expliquent largement la remontée des exportations au terme de l'année écoulée.

dérégulation et flexibilisation des marchés des produits et du travail, politique de modération salariale, rattachement du florin néerlandais au mark allemand. En outre, les Pays-Bas disposent de réserves de gaz naturel non négligeables. Les différentes mesures ont porté leur fruit et se sont traduites par une croissance économique accrue et une relance de l'emploi. Ainsi, entre 1982 et 1996, le nombre d'emplois a augmenté en moyenne de 1,5% par an, alors que la moyenne de l'Union européenne n'atteignait que 0,3%. Ces changements structurels ont généré un redressement économique solide et durable.

A nouveau, l'année 2000 peut être considérée comme une bonne année pour l'économie néerlandaise. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en volume a atteint 3,9%, soit un niveau équivalent à celui de 1999. Pour la quatrième année consécutive, la crois-

sance économique a avoisiné 4% et s'est établie depuis 1996 au-dessus de la moyenne de l'UE.

En 2000, les exportations ont été le principal moteur de la croissance économique et ont, avec une augmentation de 9,1% en volume, enregistré la hausse la plus importante depuis plus de dix ans. La très forte croissance des produits destinés à la réexportation (14%) conforte les Pays-Bas dans leur rôle de pays de distribution. En ce qui concerne les exportations de biens produits dans ce pays, les machines électrotechniques et les appareils optiques qui représentent environ un cinquième du total des exportations ont affiché le meilleur résultat (+20%).

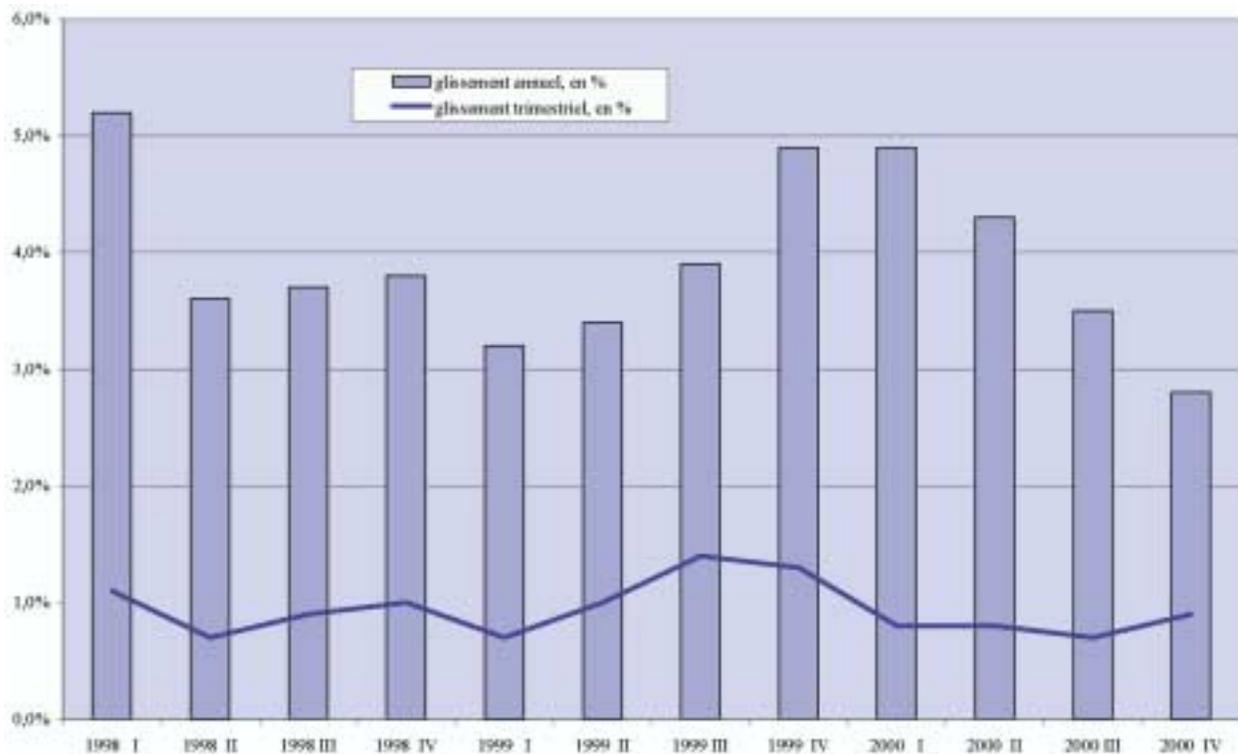
Tant les importations que les exportations ont crû de 9,1% en 2000, alors qu'en 1999 la hausse des importations a été légèrement plus prononcée que celle des exportations avec respectivement 6,3% et 5,6% d'augmentation.

En s'établissant à 4% en 2000, la croissance des investissements s'est inscrite en décélération, après

la progression sensible de 6,5% en 1999. Des taux de croissance plus significatifs ont été relevés pour les investissements en travaux routiers et hydrauliques, en bâtiments industriels et machines, alors que les logements et les ordinateurs obtiennent un résultat à peine supérieur à celui de l'année précédente.

Le volume de la consommation a augmenté de 3,8% en 2000, soit pour la quatrième année consécutive un taux de croissance égal ou supérieur à 3,5%. Parmi les biens de consommation, les biens de consommation durables ont presque diminué de moitié par rapport aux deux années précédentes en progressant de 3,8%. Ces dépenses ont toutefois repris au quatrième trimestre. Ce phénomène s'explique peut-être par le fait que les consommateurs ont anticipé l'augmentation de la fiscalité prévue au 1er janvier 2001. La tendance à la hausse des dépenses de services s'est poursuivie, en passant d'une croissance de 3,5% en 1999 à 4,4% en 2000, une évolution non négligeable si l'on sait que les services représentent de loin la principale catégorie des dépenses de consommation.

Graphique 22. Evolution du PIB



Source : CBS et calculs MAE.

Tableau 8. Evolution des principales composantes du PIB

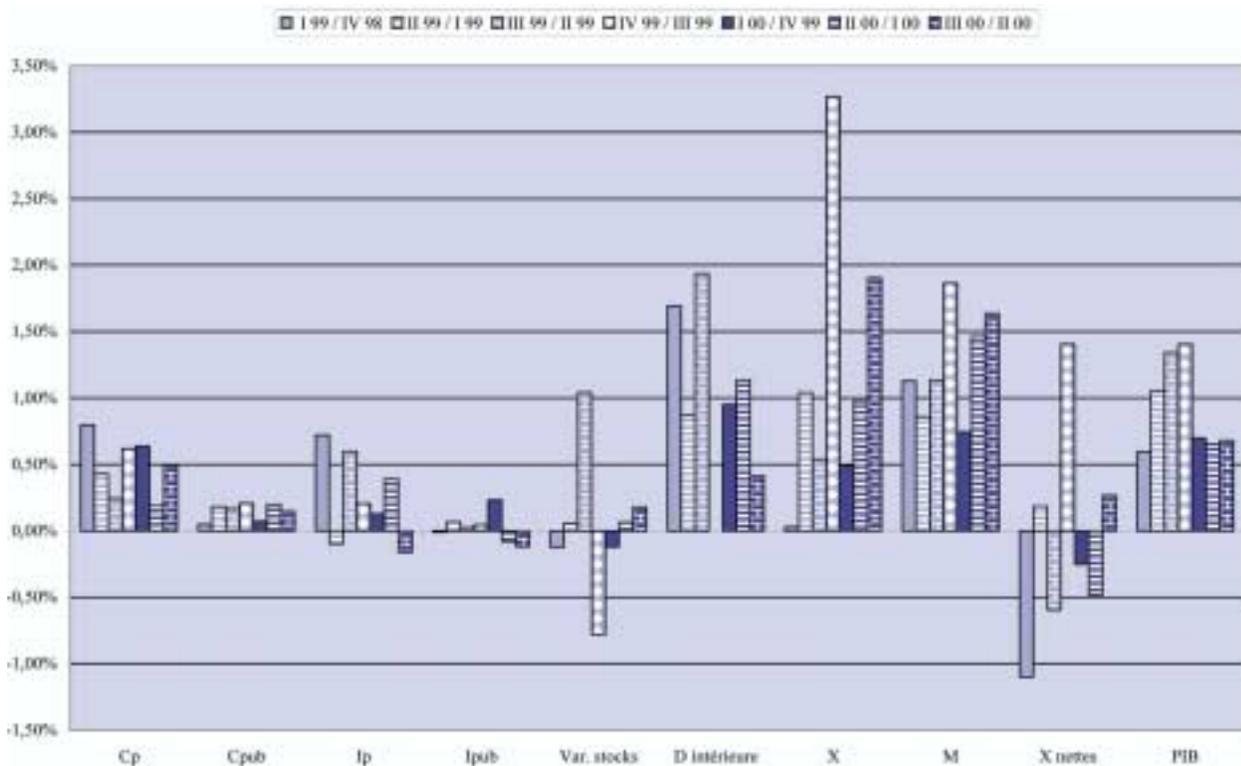
(variation en %, un an d'écart)

	1999	2000	I 2000	II 2000	III 2000	IV 2000
Consommation privée	4,4	3,9	5,1	3,5	2,9	4,3
Consommation publique	2,5	3,1	3,0	3,1	3,1	3,0
Investissements	6,5	4,0	5,4	7,1	2,5	1,1
Variation des stocks (1)	0,1	0,0	0,1	-0,9	1,2	-0,2
Demande intérieure	4,2	3,6	4,8	4,5	2,4	2,8
Exportations de biens et services	5,6	9,1	8,7	9,7	9,5	8,3
Importations de biens et services	6,3	9,1	8,9	10,5	8,2	8,8
PIB	3,9	3,9	4,6	4,2	3,5	2,8

(1) contribution à la croissance
 Source : CBS et calculs MAE.

Graphique 23. Contribution à la croissance des principales composantes du PIB

(en point de pour cent, t/t-1)



Source : CBS et calculs MAE.

Du côté de la production, les services commerciaux enregistrent avec 5% la plus forte progression, tout comme en 1999. Les secteurs des télécommunications et des services financiers réalisent ici les meilleurs résultats. La production industrielle a surtout augmenté dans l'électrotechnique et les produits chimiques de base.

La contribution des exportations à la croissance a fortement reculé au premier trimestre de l'année 2000, pour ensuite connaître un rythme plus soutenu aux trimestres suivants. Ainsi, il a fallu attendre le troisième trimestre pour que les exportations nettes apportent une contribution à nouveau positive à la croissance. La progression trimestrielle du

PIB au cours des trois premiers trimestres de l'année 2000 a été nettement moins prononcée que l'année précédente. Cette même tendance s'observe pour la contribution à la croissance de la demande intérieure.

L'augmentation de l'inflation a été très importante aux Pays-Bas au cours de l'année écoulée, comme pour le reste de l'Europe, en s'établissant à 3,2% en moyenne contre 1,7% en 1999. Au dernier trimestre 2000, la hausse du niveau général des prix s'est poursuivie pour se fixer à 3,6%, conséquence d'une consommation soutenue et d'une progression du prix des exportations plus rapide que celle des importations.

Graphique 24. Prix à la consommation

(variation en %, t/t-4)



Source : CBS et calculs MAE.

II. Evolution économique en Belgique

1. Généralités

A l'instar de la plupart des pays occidentaux et européens en particulier, l'économie belge a connu en 2000 une croissance élevée sous l'impulsion d'une demande intérieure, soutenue par les investissements des entreprises mais également par la consommation privée, et des échanges extérieurs vigoureux. Ainsi, la croissance du PIB s'est élevée à 4% contre 2,7% en 1999, réalisant ainsi la performance la plus marquée depuis 1988.

Certes, après avoir atteint un pic au premier trimestre 2000 (+5,4% en glissement annuel), le rythme

annuel de croissance s'est progressivement assagi, revenant à 4,6% puis 3,2% et 3,1% en glissement annuel respectivement aux deuxième, troisième et quatrième trimestres.

Inversement, le rythme de progression du PIB en glissement trimestriel s'est accéléré passant de 0,2% au deuxième trimestre à 0,5% au troisième et 1,2% au dernier trimestre, en raison pour ce dernier trimestre de la forte augmentation des investissements des entreprises.

Graphique 25. Evolution du PIB

(variation en %, t/t-4)



Source : OCDE, ICN et calculs MAE.

Tableau 9. Evolution du PIB

2000	Pourcentages de variation par rapport à	
	La période correspondante de l'année précédente (sur base de données brutes)	La période précédente (sur base de données corrigées des variations saisonnières)
Année	4,0	-
1 ^{er} trimestre	5,4	1,1
2 ^e trimestre	4,6	0,2
3 ^e trimestre	3,2	0,6
4 ^e trimestre	3,1	1,2

Source : ICN

2. Contribution respective des dépenses à la croissance du PIB

Au premier comme au second semestres, l'activité économique a été essentiellement soutenue par la demande intérieure en particulier la consommation privée et les investissements des entreprises, avec un apport décisif pour ces derniers au dernier trimestre. La contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB après avoir été maximale au premier trimestre est devenue négative au quatrième, révélatrice de l'affaiblissement de la conjoncture internationale et européenne dans son sillage.

Ainsi, si les échanges extérieurs ont connu une année qui a démarré sur les chapeaux de roue, enregistrant pendant deux trimestres consécutifs des taux de croissance à deux chiffres, tant pour les exportations que pour les importations, par la suite ils se sont fortement ralentis pour n'enregistrer que des taux de croissance à un chiffre (en glissement annuel).

Toutefois pour l'ensemble de l'année, les exportations nettes ont contribué à hauteur de 0,8 point de pourcentage à la croissance de 4% du PIB.

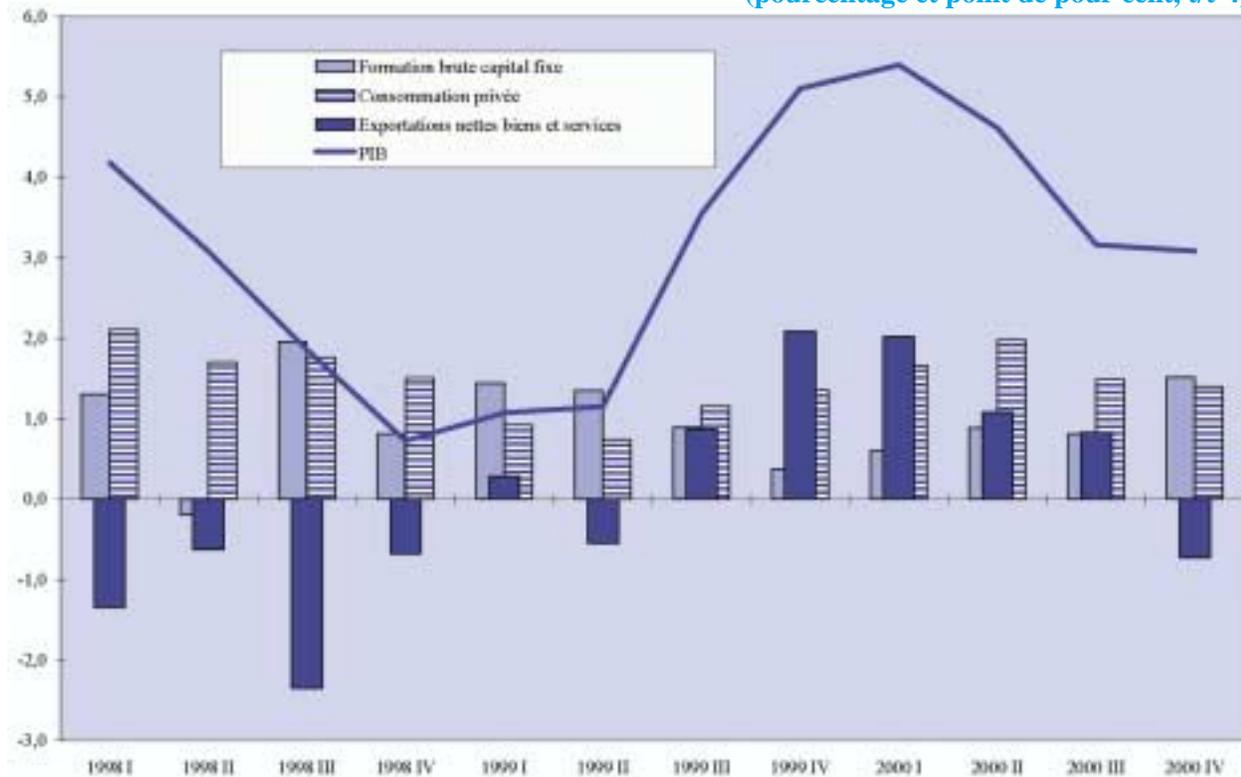
La demande intérieure a constitué un moteur soutenu de la croissance économique avec une contribution de l'ordre de 3 points de pour-cent.

En volume, la consommation finale des particuliers a progressé de 3,1% par rapport à 1999, soit une accélération de 1,2 point de pour cent par rapport à l'année précédente. La formation brute de capital fixe totale (regroupant les investissements des entreprises, des administrations publiques et des particuliers) s'est accrue à un rythme élevé de 4,5%.

Trimestriellement, au sein de la demande intérieure on observe un mouvement inverse entre la dynamique de la consommation privée et celle des investissements. Ainsi, tout en restant à un niveau relativement significatif, la consommation privée a décéléré tout au long de l'année (en glissement annuel) tandis que les investissements des entreprises et en logements ont marqué une accélération significative dans leur progression en glissement annuel.

La croissance trimestrielle belge est restée pendant quatre trimestres consécutifs supérieure à celle de la zone euro. Par la suite, la croissance de l'économie en Belgique s'est avérée similaire à celle de la zone euro au troisième trimestre 2000 et dépasserait à nouveau celle de la zone euro au quatrième trimestre.

Graphique 26. PIB et contribution des principales dépenses à la croissance du PIB
(pourcentage et point de pour cent, t/t-4)



Source : ICN et calculs MAE.

Tableau 10. Evolution des principales composantes du PIB
(variation en %, un an d'écart)

	2000				Année
	I	II	III	IV	
Dépenses de consommation privée (1)	3,7	3,7	2,5	2,3	3,1
Formation brute de capital fixe totale	2,5	3,9	3,6	7,2	4,5
Entreprises	1,1	3,6	3,5	8,9	4,6
Logements	0,8	2,2	4,1	4,4	2,8
Administrations publiques	17,6	11,7	3,0	-0,8	7,6
Variations des stocks (2)	1,0	0,6	-0,3	-0,3	0,3
Exportations de biens et services	18,5	15,6	9,7	4,4	11,8
Importations de biens et services	17,9	15,5	8,7	4,5	11,4
Exportations nettes de biens et services (2)	1,2	0,6	1,0	0,2	0,8

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB

Source : ICN.

3. Contribution des principales activités à la croissance du PIB

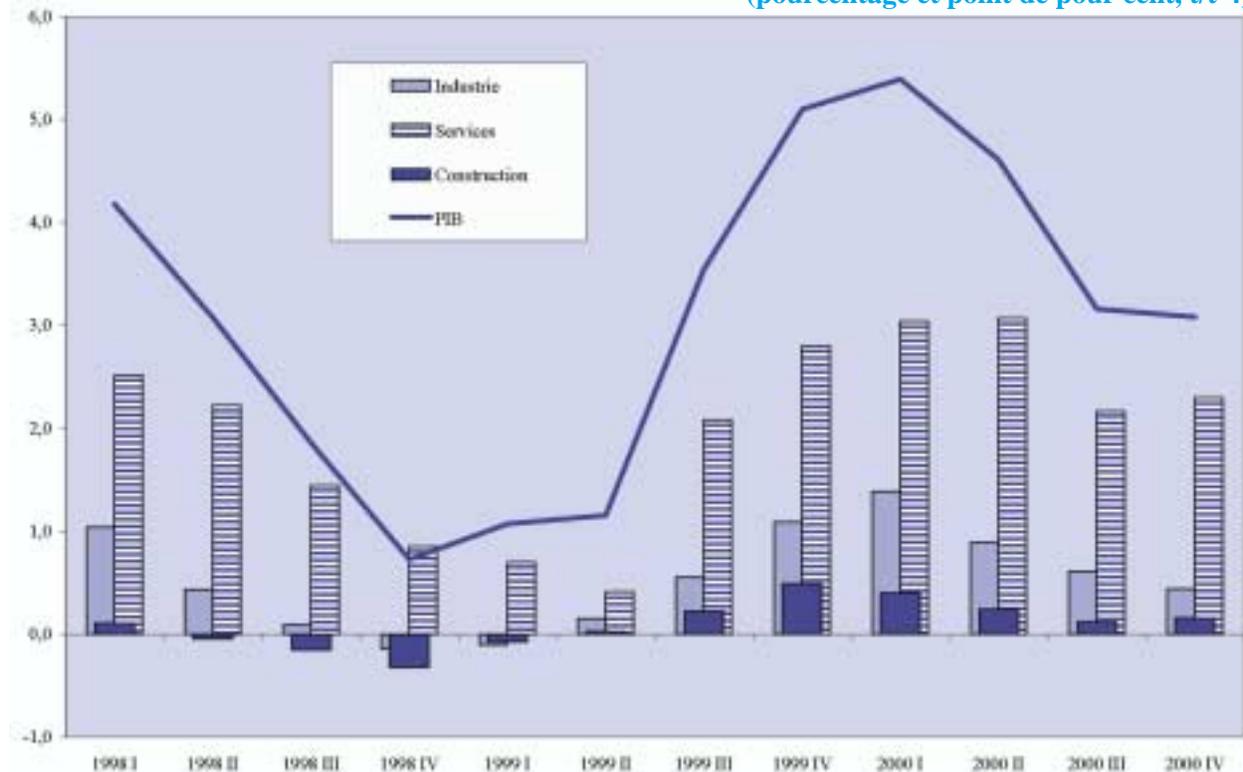
La croissance en volume de l'activité économique observée en 2000 a été soutenue à la fois par l'industrie, la construction et les services, avec néanmoins quelques nuances dans l'ampleur des mouvements et dans le moment où les retournements se sont produits.

Les mouvements conjoncturels ont été les plus prononcés dans la construction, notamment en raison de l'incidence des conditions climatiques. La croissance de l'activité dans cette branche s'est inscrite en recul continu au cours des trois premiers trimestres, pour s'établir seulement à hauteur de 2,9 % au troisième trimestre de 2000. Un léger rebond a été enregistré au cours du quatrième trimestre (3,4%), de sorte que la croissance en volume dans la construction a dépassé le seuil des 5% pour l'ensemble de l'année 2000.

Dans l'industrie, un sommet conjoncturel a été atteint au premier trimestre de 2000, avec une croissance de 6,4%. Si un ralentissement s'est produit par la suite, la valeur ajoutée de cette branche s'est cependant encore accrue de plus de 2 %, en moyenne au cours des deux derniers trimestres de l'année sous revue. Pour l'ensemble de l'année 2000, l'activité dans l'industrie a ainsi enregistré une croissance de 3,7%.

Dans les services, comme durant le dernier quart de l'année 1999, la croissance de l'activité a largement dépassé le seuil des 4% au cours du premier semestre de l'année 2000, avant de revenir aux alentours de 3,5% aux troisième et quatrième trimestres. Pour l'ensemble de l'année, la variation en volume de la valeur ajoutée des services a finalement dépassé 4%.

Graphique 27. PIB et contribution des principales activités à la croissance du PIB
(pourcentage et point de pour cent, t/t-4)



Source : ICN.

Tableau 11. Valeur ajoutée des principales activités**(variation en %, un an d'écart)**

Valeur ajoutée	2000				Année
	I	II	III	IV	
Industrie	6,4	4,1	2,2	2,0	3,7
Construction	9,5	5,2	2,9	3,4	5,1
Services	4,6	4,7	3,5	3,6	4,1

Source : ICN.

4. Le chiffre d'affaires selon les déclarations à la TVA

La très nette amélioration de la conjoncture, dont témoigne l'évolution du PIB à partir de la seconde moitié de 1999, apparaît également au niveau du chiffre d'affaires. Pour l'ensemble des entreprises industrielles et non industrielles, le chiffre d'affaires a amorcé sa remontée de manière significative au cours du troisième trimestre 1999 et ce jusqu'au dernier trimestre 2000, exception faite du deuxième et du troisième trimestres 2000, période où le ralentissement de la progression du PIB et plus particulièrement des échanges extérieurs s'est répercuté sur la progression du chiffre d'affaires qui a décéléré quelque peu tout en présentant encore une évolution à deux chiffres.

Ainsi pour l'ensemble des entreprises déclarantes à la TVA, l'indice du chiffre d'affaires calculé par l'INS, a été en 2000 de 15,4% supérieur à celui correspondant de l'année antérieure (+14,4% et +16% respectivement, pour les entreprises industrielles et les entreprises non industrielles).

L'analyse sur longue période met en exergue une part du chiffre d'affaires relative aux entreprises non industrielles sans cesse croissante, à l'inverse de celle des entreprises industrielles.

Il semble toutefois important de ne pas perdre de vue que le chiffre d'affaires de certaines industries peut être amoindri du fait de son incorporation dans les centres de coordination (incorporation au siège social), de même que la non prise en compte du chiffre d'affaires des entreprises non assujetties à la TVA. Cette statistique n'en demeure pas moins un outil fort précieux.

La désagrégation des entreprises non industrielles sur longue période s'est effectuée en fonction de la pertinence des enseignements fournis par les diverses catégories prises en compte. Ainsi, le commerce, restauration, hébergement et réparations, les transports et communications, les institutions de crédit, assurances, services fournis aux entreprises et location ainsi que les autres services seront-ils pris en considération.

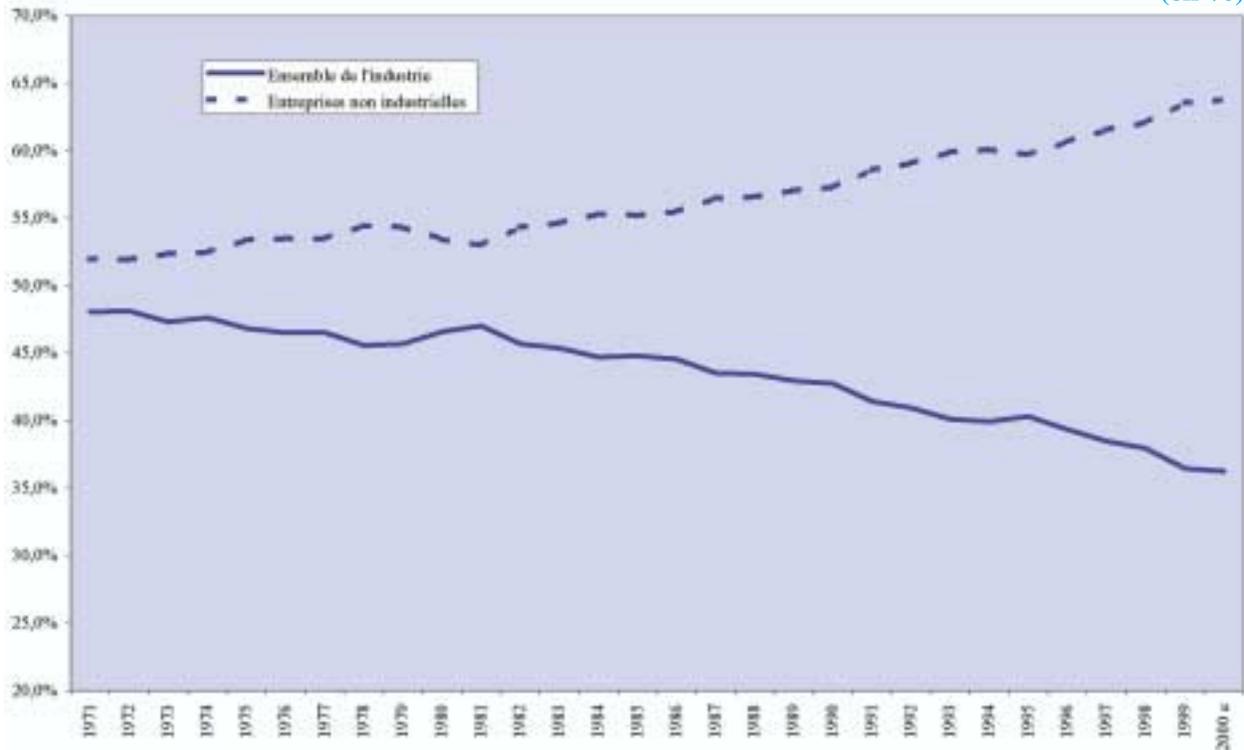
Les graphiques ci-dessous mettent en évidence une augmentation de la part du chiffre d'affaires dans tous les secteurs susmentionnés à l'exception du secteur du "commerce, restauration, hébergement et réparations".

En effet, comme le met en évidence le graphique ci-dessus, cette diminution est principalement attribuable au commerce de gros mais également au commerce de détail, à l'inverse des intermédiaires financiers qui voient la part de leur chiffre d'affaires croître de près de 2,5 fois entre 1976 et 2000.

Dans le secteur des transports et communications, ce sont les rubriques "Agences de voyage, intermédiaires des transports, dépôts et entrepôts" ainsi que "Communications" qui sont à l'origine de la hausse de la part du chiffre d'affaires de ce secteur.

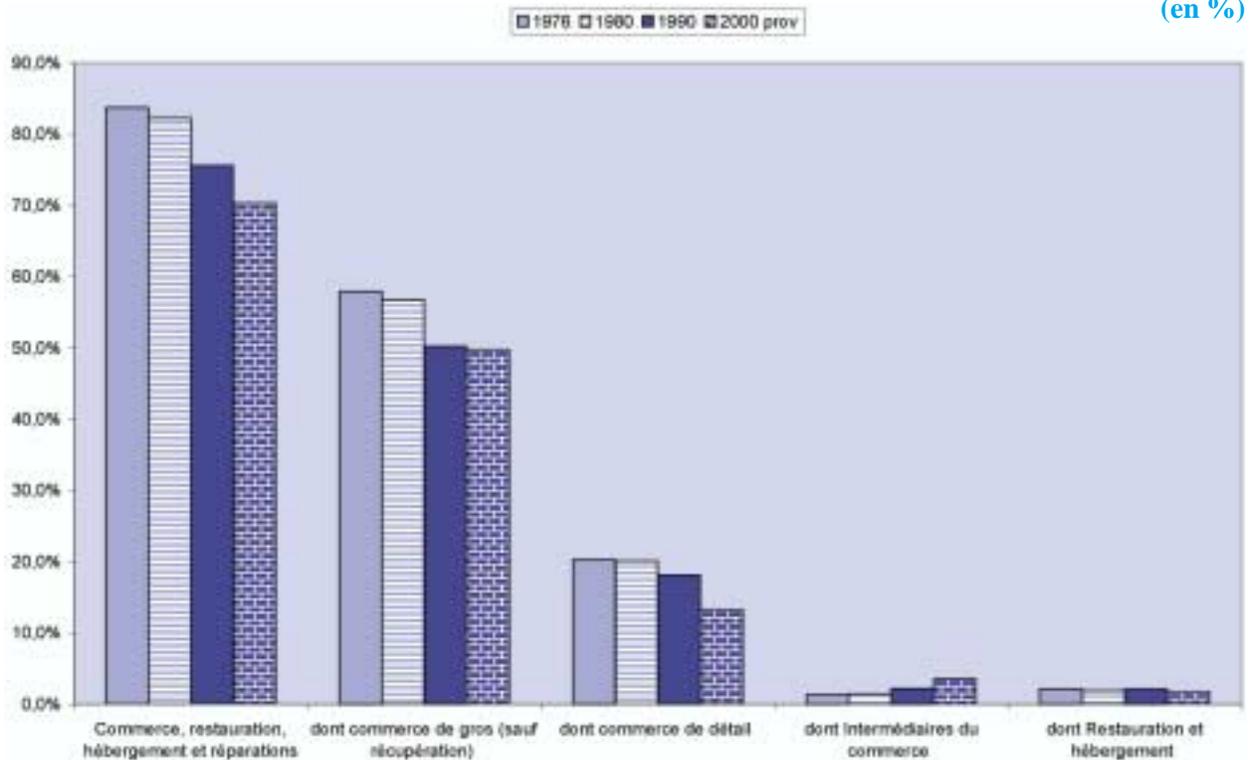
L'élément fondamental que met en exergue ce graphique est l'importance prise, en termes de chiffre d'affaires, par la rubrique "institutions de crédit, assurances, services fournis aux entreprises et location" et ce non pas particulièrement au profit du secteur "institutions de crédits" mais bien plus spé-

Graphique 28. Répartition du chiffre d'affaires selon la déclaration à la TVA par type d'entreprises (en %)



Source : INS et calculs MAE.

Graphique 29. Part du chiffre d'affaires des différentes catégories du commerce dans le chiffre d'affaires total des entreprises non industrielles (en %)



Source : INS et calculs MAE.

cifiquement au profit des services aux entreprises c'est-à-dire aux "entreprises de publicités", aux "auxiliaires financiers, agents immobiliers, comptabilité, conseils fiscaux, vérification des comptes" ainsi qu'en faveur de la "location de biens mobiliers". Cette évolution marque bien la mutation du secteur des services et conforte, comme pour les investissements, l'imputation de résultats commerciaux afférents au secteur industriel à des sociétés de "leasing" et à des centres de coordination répertoriés comme entreprises non industrielles.

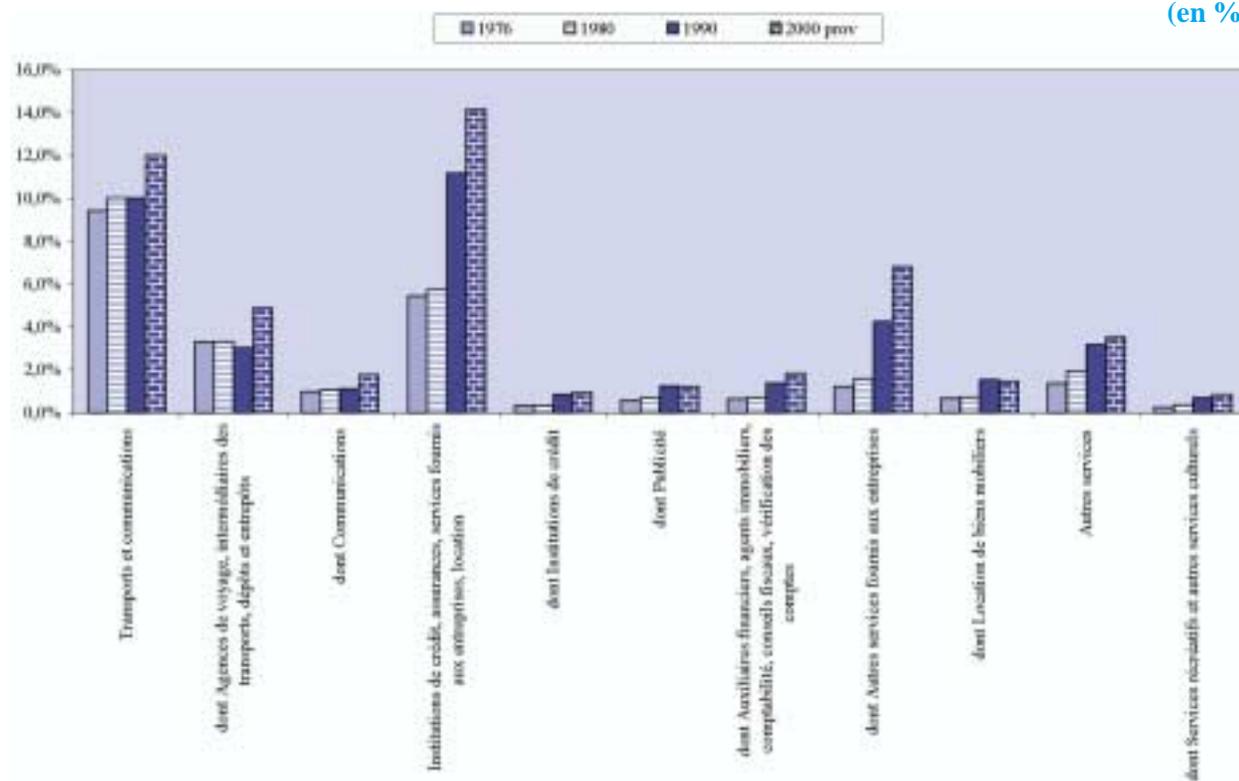
La rubrique "autres services" a également vu son chiffre d'affaires croître de près de 2,5 fois entre 1976 et 2000, principalement sous l'impulsion de la rubrique "Services récréatifs et autres services

culturels", reflétant ainsi l'importance prise par les loisirs et le bien-être dans la société actuelle.

Il convient toutefois de garder à l'esprit que ces écarts sont calculés sur base de valeur (à prix courants) et incluent dès lors les évolutions de prix. A l'inverse du chiffre d'affaires, les prix à la production industrielle ont marqué une accélération au troisième trimestre et une stabilisation au dernier trimestre 2000, masquant quelque peu les effets en volume dans l'évolution du chiffre d'affaires. De la sorte, les évolutions de l'indice de la production industrielle qui seront développées ultérieurement, reflèteront, davantage que le chiffre d'affaires, l'ampleur du ralentissement observé dans l'industrie.

Graphique 30. Part du chiffre d'affaires de certaines catégories d'entreprises non industrielles dans le total du chiffre d'affaires des entreprises non industrielles

(en %)



Source : INS et calculs MAE.

5. Les investissements selon les déclarations à la TVA

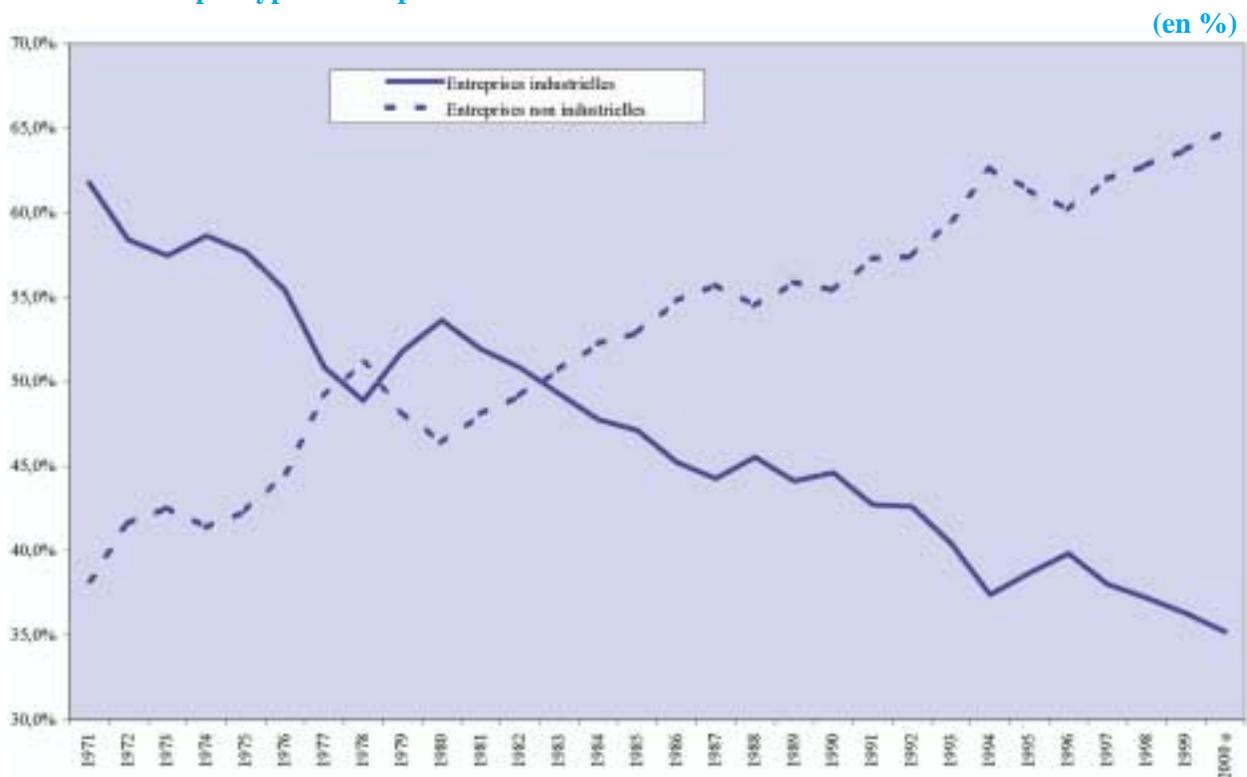
Les investissements des entreprises ont été soutenus durant plusieurs années sous l'effet de demandes interne et externe dynamiques combinées à des taux d'utilisation des capacités de production élevés. Les Comptes nationaux trimestriels portant sur les grands agrégats ne fournissent que peu d'information. Nous aborderons dès lors les investissements à l'aide des déclarations faites par les entreprises à la TVA. Si cette approche comporte également ses limites notamment par la non prise en compte des entreprises non assujetties à la TVA, elle n'en demeure pas moins un outil fort précieux et rapidement disponible.

Les investissements des entreprises, selon les déclarations faites à la TVA, sont demeurés particulièrement soutenus au premier trimestre avec des taux de croissance en valeur de l'ordre de 11,2% en glissement annuel. Ils ont par la suite enregistré une décélération au deuxième trimestre 2000 en dépit d'une accélération de l'activité dans l'industrie encore présente au deuxième trimestre. La décélération des investissements s'est poursuivie au

troisième trimestre mais s'en est suivie d'une reprise au dernier trimestre principalement attribuable aux bonnes performances des entreprises non industrielles. La progression des investissements demeure plus vive du côté des entreprises non industrielles, tant en période d'accélération qu'en période de décélération. En décembre 2000, selon les données provenant des déclarations à la TVA, les investissements des entreprises industrielles des trois derniers mois étaient supérieurs de 4,4% à ceux de la période correspondante de l'année précédente, tandis que les investissements des entreprises non industrielles progressaient de 10,2%. Malgré un niveau élevé déjà atteint en 1999, les investissements des entreprises ont été à nouveau favorablement orientés sur l'ensemble de l'année dernière : ils sont de 6,5% supérieurs à leur valeur correspondante de 1999 (3,2% pour les entreprises industrielles et 8,4% pour les non industrielles).

L'analyse sur longue période met en exergue une part des investissements des entreprises non indus-

Graphique 31. Répartition des investissements selon les déclarations à la TVA par type d'entreprises



Source : INS et calculs MAE.

rielles sans cesse croissante à l'inverse de celle des investissements des entreprises industrielles.

Il convient toutefois de nuancer cette constatation. En effet, tant les centres de coordination que les sociétés de "leasing" occultent une partie des investissements qui devraient être considérés comme industriels. Ces investissements ont en effet été réalisés par l'intervention des dites sociétés, classées par l'administration de la TVA à l'origine de cette statistique dans les entreprises non industrielles.

Eu égard à l'importance prise par les investissements des entreprises non industrielles, affinons quelque peu la désagrégation de celles-ci. Ainsi prendrons-nous en considération le commerce, les transports et communications ainsi que les institutions de crédit, assurances, services fournis aux entreprises et location.

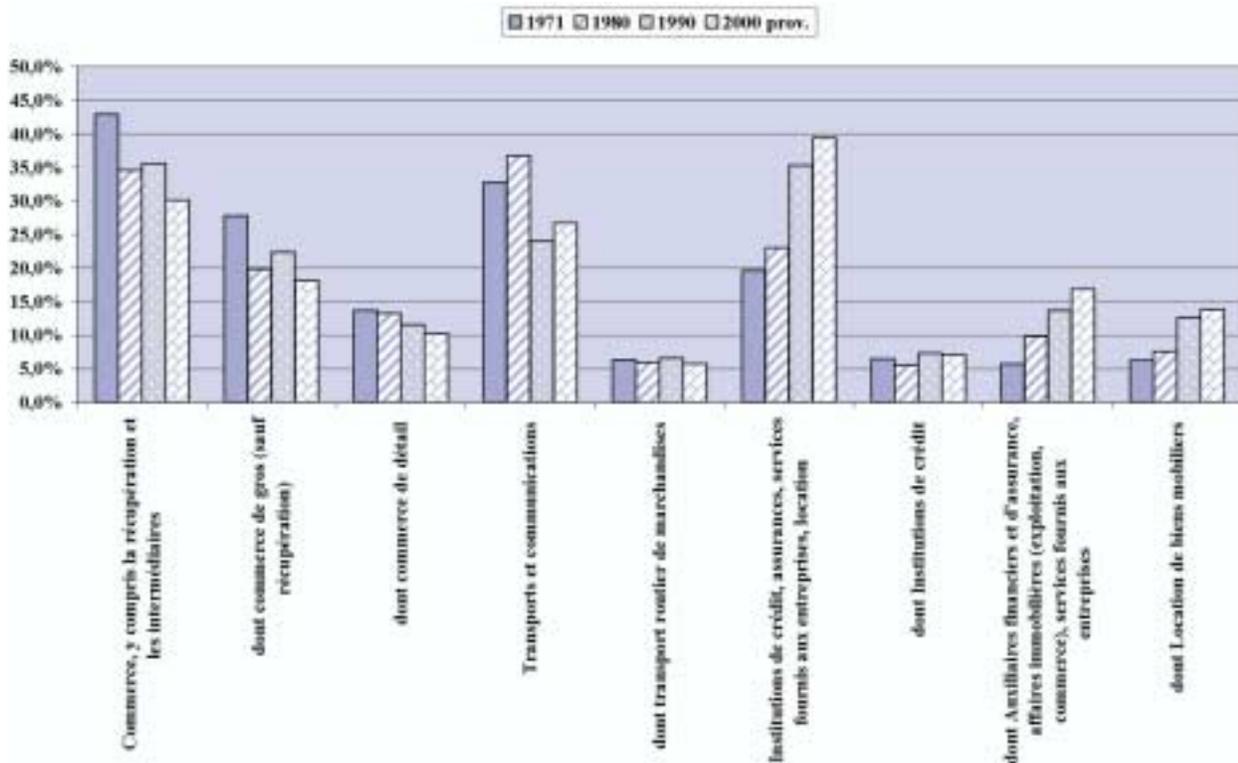
Le graphique 32 met en exergue une diminution des investissements dans le secteur du commerce et des transports (même si de manière irrégulière) et inversement pour le secteur des "institutions de crédit, assurances, services fournis aux entreprises et location".

Si tant le commerce de gros que le commerce de détail ont vu leur part d'investissements diminuer au cours de la période sous-revue, le profil de la part des investissements du commerce en général reste déterminé par le commerce de gros, principale composante du commerce total.

Bien que les transports aient diminué leur part d'investissements entre 1971 et 2000, la composante transport routier de marchandises semble plus ou moins stable sur la période précitée.

Ce qui ressort principalement de ce graphique est l'importance prise, en termes d'investissements, par la rubrique "institutions de crédit, assurances, services fournis aux entreprises et location" et ce non pas au profit du secteur "institutions de crédits" mais bien au profit des "auxiliaires financiers et services fournis aux entreprises" ainsi qu'au profit de la "location de biens mobiliers". Cette évolution marque bien la mutation du secteur des services et conforte l'imputation de certains investissements afférents au secteur industriel à des sociétés de "leasing" et à des centres de coordination répertoriés comme entreprises non industrielles.

Graphique 32. Evolution des parts de certains investissements non industriels en % du total des investissements non industriels considérés



Source : BNB et calculs MAE.

6. Le commerce extérieur

Bénéficiant de la forte expansion du commerce international, les exportations belges ont progressé de 19,4% en valeur sur l'ensemble de l'année dernière après une croissance à un an d'intervalle de 4,5% en 1999 et de 5,7% en 1998.

Après le recul initié en automne 1998 à la suite de la crise asiatique et de l'extension de la crise à d'autres économies émergentes, la seconde moitié de l'année 1999 et les premiers mois de 2000 auront vu une reprise des échanges extérieurs plus importante qu'attendue. C'est ainsi que l'augmentation des exportations en glissement annuel n'a cessé de se renforcer, passant de -1,2% au deuxième trimestre 1999 à 22,9% au premier trimestre 2000. Tout en restant dynamique, la croissance s'est ensuite progressivement ralentie pour s'établir à +16,2% en moyenne au cours des trois derniers mois de l'année sous revue.

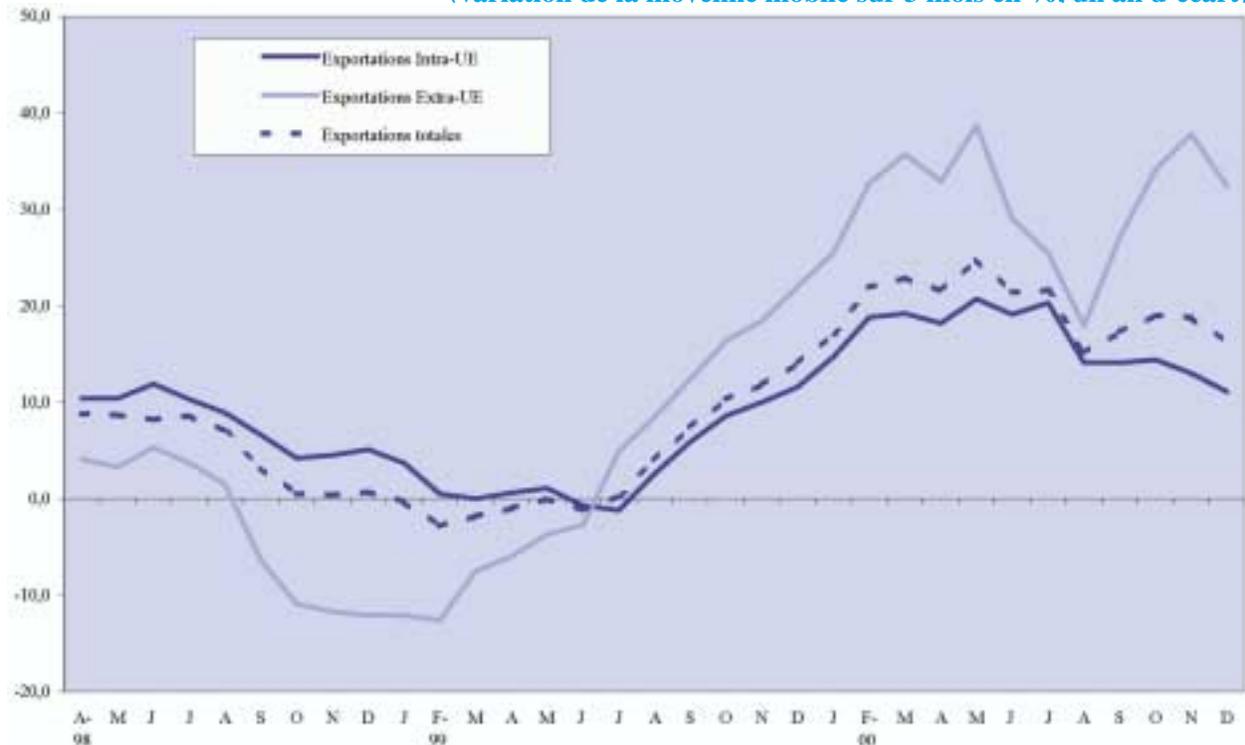
Si l'impulsion initiale est venue des pays situés en dehors de l'Union européenne, les exportations vers les partenaires européens s'étant redressées au dernier trimestre de l'année 1999, l'infléchissement

de la croissance des exportations totales au cours de la deuxième partie de l'année 2000 reflète essentiellement l'essoufflement de la demande importée européenne. Les retombées de la dégradation de l'environnement international sur les exportations extra-UE, notamment à destination des Etats-Unis, du Japon et de la plupart des économies émergentes d'Asie, sont restées contenues.

Soutenues par l'accélération de la production industrielle en Europe au cours des cinq premiers mois de 2000, les exportations intra-UE qui absorbent 75% des exportations belges ont crû de 15,8% sur l'ensemble de l'année dernière alors que les exportations extra-UE ont augmenté de 30,9%.

L'affaiblissement des échanges industriels intra-européens mentionné précédemment a marqué le second semestre : une croissance de 11,1% au dernier trimestre contre 19,2% au premier trimestre. Le graphique ci-après montre également que les exportations extra-UE, bénéficiant des gains de compétitivité induits par l'effritement de la devise européenne et par la poursuite de la modération salariale,

Graphique 33. Exportations totales, intra-UE et extra-UE
(variation de la moyenne mobile sur 3 mois en %, un an d'écart)



Source : ICN et calculs MAE.

ont affiché une croissance moins soutenue au terme de l'année : +19,5% en décembre en glissement annuel contre +35,7% en moyenne au premier trimestre. Les enquêtes de conjoncture de la BNB traduisent une orientation baissière du niveau des carnets de commandes étrangères dans l'industrie manufacturière et un redressement significatif des stocks de produits finis depuis le mois de mai 2000.

Pour une partie significative, le profil d'évolution des exportations en valeur (+19,4% sur l'ensemble de l'année dernière) s'explique par la remontée des prix liée à l'envolée des prix de l'énergie et d'autres matières premières; la variation en volume par rapport à la période correspondante de l'année précédente avoisinant les +8,6%. L'affaiblissement de la croissance est en effet plus marqué en quantité : les exportations en valeur ont crû de +16,2% au dernier trimestre contre +22,9% au premier trimestre, alors que le pourcentage de variation en quantité n'atteignait plus que +4,8% contre encore +13% au premier trimestre de 2000, soit un rythme 2,7 fois moins élevé.

La vigueur de la demande intérieure, combinée à la forte expansion des marchés à l'exportation, sont

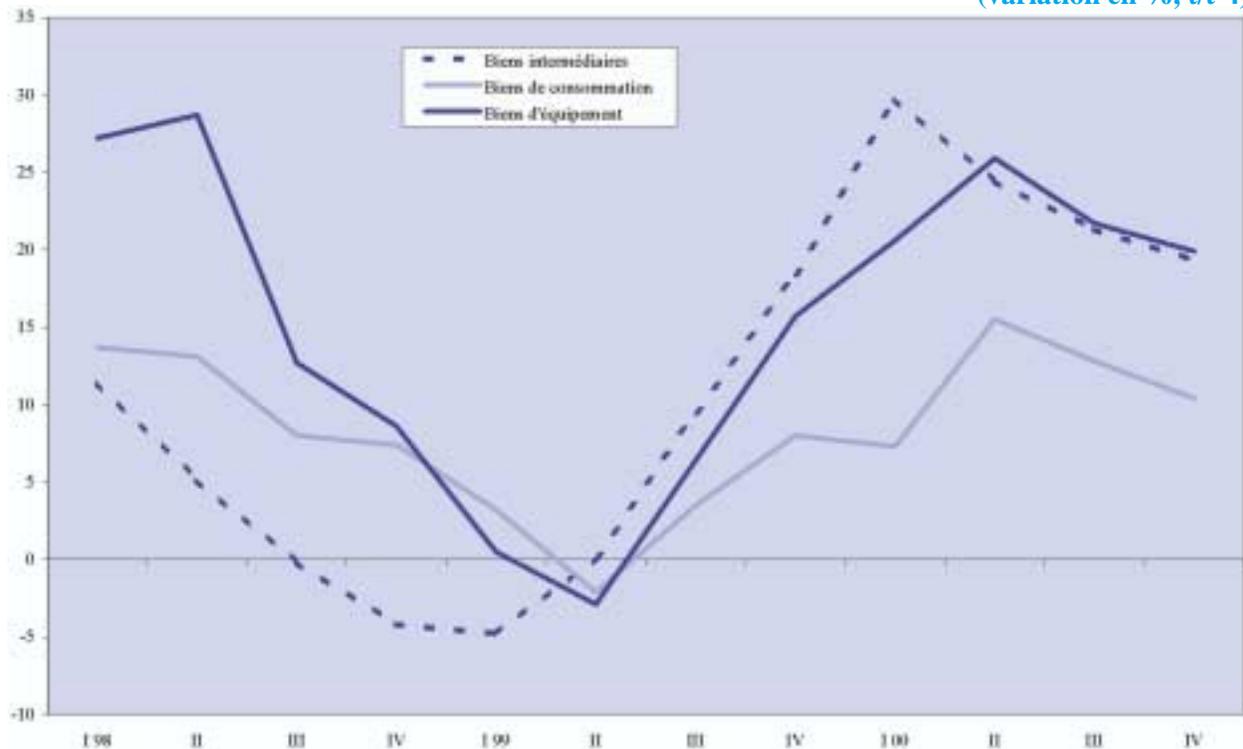
à l'origine de la progression significative des importations (+20,3% en 2000 après +4,5% en 1999). De +24,2% au premier trimestre de 2000, la croissance des importations en valeur a cependant régulièrement décéléré pour s'établir à +15,1% à un d'intervalle au quatrième trimestre. Le volume des importations a sensiblement ralenti au fil des trimestres (une croissance réduite de près de 8 fois), revenant à +1,4% au dernier trimestre après +11,2% au premier trimestre.

Reflétant l'amélioration du surplus commercial intra-UE, le solde de la balance commerciale a affiché un excédent de 590,1 milliards BEF durant l'année écoulée contre 542,7 milliards BEF pour l'année 1999.

L'analyse des échanges selon la classification par grandes catégories économiques (CGCE) montre que les biens intermédiaires -constitués à 66% par les approvisionnements industriels en produits transformés- ont enregistré l'année dernière une croissance substantielle (+23,5% à un an d'écart après +5,5% en 1999). Les biens d'équipement, représentant environ 11% du total des exportations, ont également augmenté de manière significative

Graphique 34. Exportations par grandes catégories économiques

(variation en %, t/t-4)



Source : ICN et calculs MAE.

(+22%), leur croissance a été multipliée par 4,5 par rapport à l'année précédente. Quant aux biens de consommation (environ 21% du total), largement alimentés par les biens de consommation semi-durables et non durables ainsi que par les produits alimentaires transformés destinés aux ménages, leur progression a été plus contenue sur l'ensemble de l'année (+11,4%).

Le profil d'évolution des biens intermédiaires, lesquels constituent environ 60% des exportations totales, témoigne de la détérioration du climat dans l'industrie manufacturière au sein de l'Union européenne la seconde partie de l'année dernière.

7. Les prix à la consommation

Après avoir augmenté de 1,1% en 1999, l'indice global des prix à la consommation a progressé de 2,6% à un an d'écart en 2000. Le niveau général des prix a oscillé dans une fourchette plus large qu'en 1999, comprise entre +1,8% (en janvier) et +3,4% (en septembre). Cette remontée sensible de l'inflation, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 1993, est largement imputable au renchérissement des cours du pétrole brut en dollar sur les marchés internationaux et à l'appréciation de la devise américaine par rapport à l'euro. La croissance moyenne de l'indice global sans les produits pétroliers s'est en effet limitée à 1,2% en glissement annuel contre 0,9% en 1999.

Le taux de croissance de l'indice santé utilisé pour l'indexation des salaires et l'adaptation des loyers, qui exclut le tabac, les boissons alcoolisées, l'essence et le diesel a doublé par rapport à l'année 1999 pour s'établir à 1,9% en 2000. Après avoir atteint un maximum en juin 2000, l'écart de croissance entre l'indice global et l'indice santé s'est réduit en seconde partie de l'année (0,5 point de pour-cent en moyenne au dernier trimestre contre encore 0,8 point de pour-cent au deuxième trimestre).

La classification en quatre groupes de l'indice global annuel met en avant la croissance plus prononcée qu'en 1999 des indices des produits non-alimentaires (+3,9%), des services (+2,0%), des produits alimentaires (+0,9%) ainsi que des loyers (+1,5%).

Leur croissance a ralenti dès le deuxième trimestre de 2000, après s'être progressivement redressée en glissement annuel à partir du second trimestre 1999 notamment à la suite du réapprovisionnement des industries de consommation et d'investissement. De +29,7% au premier trimestre, la croissance des exportations de biens intermédiaires sur un an n'atteignait plus que +19,3% au dernier trimestre. La demande de produits dans la catégorie des machines et biens d'équipement s'est régulièrement renforcée du second semestre 1999 au troisième trimestre 2000, alors que celle des biens de consommation a décéléré à partir du troisième trimestre de l'année écoulée.

Alimentée par l'augmentation progressive des prix de ces quatre groupes durant les trois premiers trimestres, l'inflation moyenne est passée de 2,0% au premier trimestre à 3,0% au troisième trimestre avant de fléchir à 2,9% au dernier trimestre de l'année écoulée. Le ralentissement de la croissance des prix des produits alimentaires et des services au dernier trimestre a atténué l'incidence de la progression des prix des produits non-alimentaires (+4,2%) et des loyers (+1,6%) sur l'inflation. Les prix de ces deux dernières catégories se sont régulièrement inscrits à la hausse au fil des trimestres.

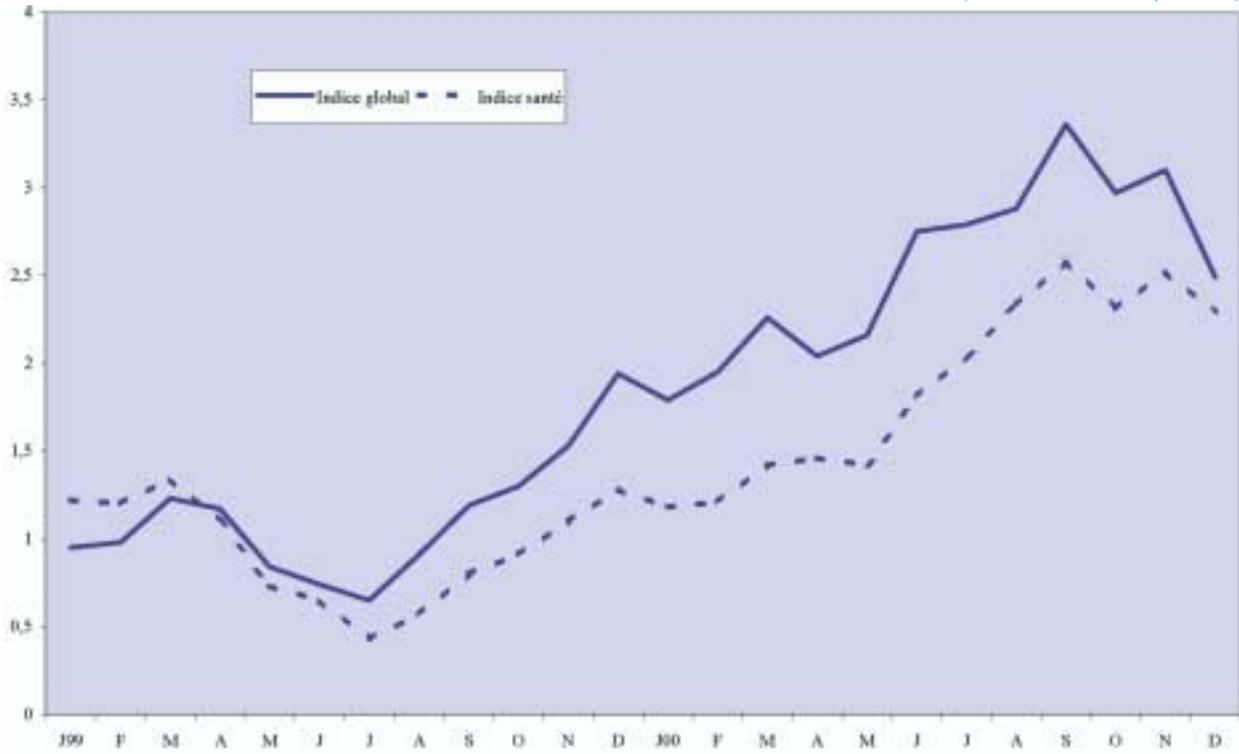
Le profil d'évolution de quelques indices ayant influencé les principales catégories de manière significative est à épingle.

Ainsi, la progression modérée des prix de la viande et des fruits sur l'ensemble de l'année, combinée à la baisse des prix des légumes et des huiles et graisses ont partiellement contenu l'augmentation des prix des produits alimentaires (+0,9% en 2000 à un an d'écart contre +0,2% en 1999). En revanche, les indices du pain et des céréales ainsi que des poissons, mollusques et crustacés frais ont enregistré une croissance plus significative.

En recul les trois premiers mois de l'année, le niveau moyen des prix des produits alimentaires a ensuite augmenté pour afficher une croissance de 2,2% en glissement annuel au troisième trimestre, avant de ralentir à +2,0% au dernier trimestre.

Graphique 35. Prix à la consommation

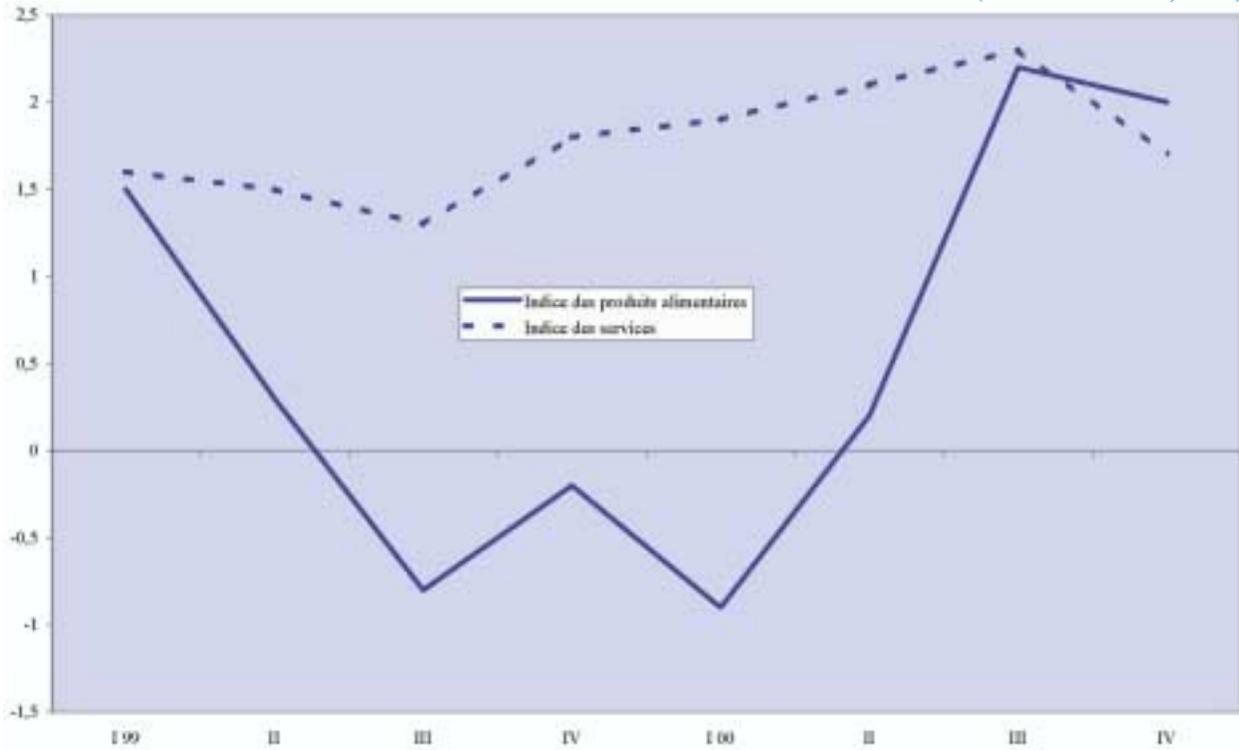
(variation en %, t/t-12)



Source : MAE.

Graphique 36. Prix à la consommation : produits alimentaires et services

(variation en %, t/t-4)



Source : MAE.

Les pommes Grany, les pamplemousses, les raisins et les mandarines ont particulièrement poussé à la hausse les prix des fruits frais au second semestre. Les prix des légumes frais ont sensiblement augmenté au troisième trimestre (+17,3%) sous l'impulsion du redressement des prix des choux-fleurs et des tomates, ainsi qu'en novembre (6,2%) à la suite de la remontée substantielle des prix des poivrons et des poireaux.

Après une croissance à un an d'intervalle de 1,2% en 1999, les prix des produits non-alimentaires ont progressé de 3,9% sur l'ensemble de l'année dernière. Le profil mensuel de ce groupe a largement été déterminé par l'évolution des produits pétroliers et énergétiques. Les tensions exercées par l'envolée des cours du baril de brut, lesquels sont remontés à des niveaux inégalés depuis la guerre du Golfe, se sont progressivement étendues à d'autres produits énergétiques.

Au sein de ce groupe, la tendance baissière des prix de l'électricité observée en 1999 a été renforcée (-1,8% en moyenne en 2000).

De 3,6% au premier trimestre, la croissance moyenne des prix des produits non-alimentaires

s'est renforcée au fil des trimestres, atteignant +4,2% au dernier trimestre. Après avoir culminé à +4,9% en septembre, le rythme de croissance des prix des produits non alimentaires a progressivement décéléré parallèlement au fléchissement des prix des produits énergétiques pour s'établir à +3,3% en décembre. Les prix des produits énergétiques ont crû de +9,6% au terme de l'année contre un plafond de +18,7% en septembre.

Les prix des services ont augmenté de 2,0 % en rythme annuel sur l'ensemble de l'année dernière contre 1,6% en 1999. De +1,9% au premier trimestre, la croissance moyenne des prix des services s'est accélérée à 2,3% au troisième trimestre avant de fléchir sensiblement à 1,7% au dernier trimestre.

Le repli du tarif des communications téléphoniques favorisé par l'intensification de la concurrence, conjugué à la modération des prix des services récréatifs et culturels ont partiellement compensé l'impact de la remontée des prix des hôtels, cafés et restaurants et du redressement significatif des prix des voyages à l'étranger (une croissance moyenne de 5,6% liée aux répercussions de l'envolée des produits pétroliers) sur les prix des services.

Graphique 37. Prix à la consommation : produits non-alimentaires et produits énergétiques
(variation en %, t/t-12)



Source : MAE.

8. La production industrielle

L'année 2000 s'est avérée une très bonne année pour la production industrielle hors construction. En effet, celle-ci corrigée des jours ouvrables a augmenté de 4,8% par rapport à l'année précédente alors que le secteur de la construction a vu croître sa production de 2,7%. La hausse de la production industrielle a été la plus marquée en Flandre avec 5,4% alors qu'elle n'a atteint que 3,9% à Bruxelles et

2,8% en Wallonie. Par contre, pour le secteur de la construction, c'est en Wallonie qu'elle a été la plus forte : 3,3% contre 2,8% à Bruxelles et 2,4% en Flandre. Dans la classification par catégories économiques, les biens intermédiaires ont connu la plus grande progression (6,3%), tandis que les biens d'investissement ont enregistré une croissance moindre mais néanmoins significative de l'ordre

Tableau 12. Evolution de la production industrielle

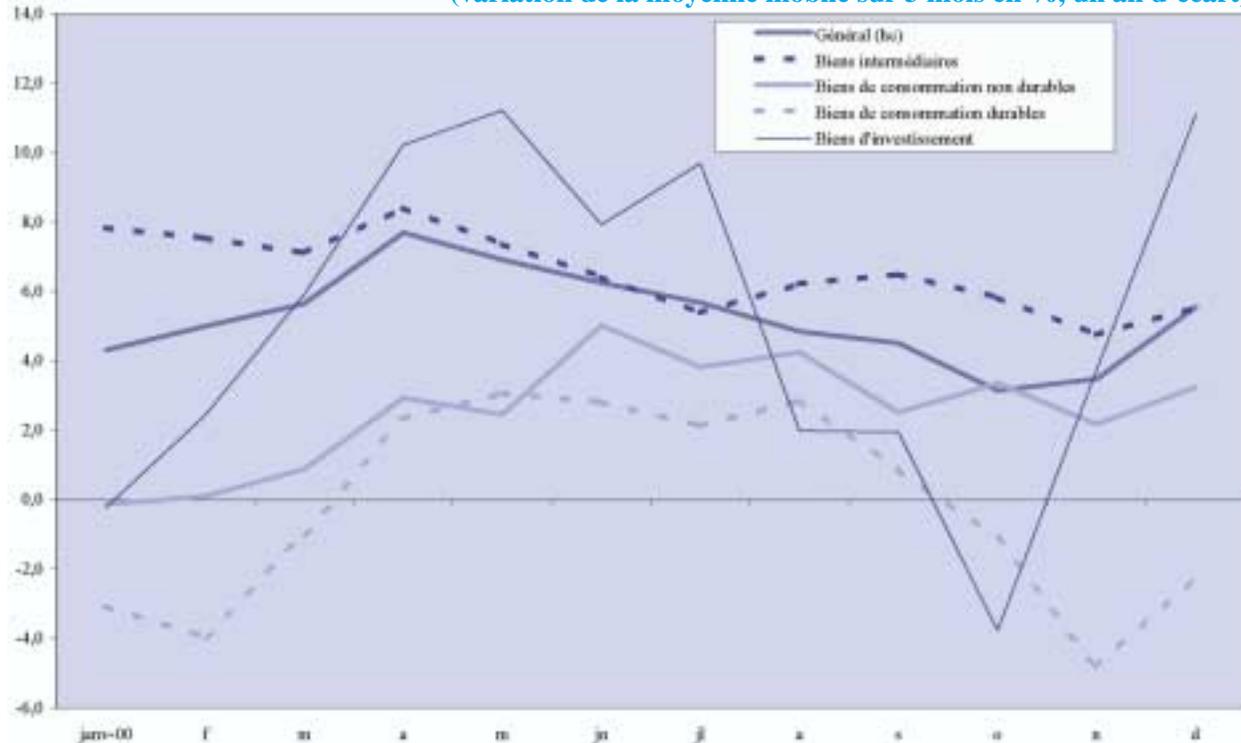
(variation en %, t/t-4)

	Total de l'industrie (hors construction)	Construction	Biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Bien d'investissement
2000 I	5,7	6,9	7,1	0,9	-1,0	5,9
2000 II	6,3	4,2	6,4	5,0	2,8	7,9
2000 III	4,5	1,2	6,5	2,5	0,9	1,9
2000 IV	4,6	2,3	4,2	3,4	-1,9	10,2

Source : MAE.

Graphique 38. Indices de la production industrielle par catégorie de biens

(variation de la moyenne mobile sur 3 mois en %, un an d'écart)



Source : INS et calculs MAE.

de 4,7% et les biens de consommation non durables n'ont crû que de 2,1%. Quant aux biens de consommation durables, ils ont même connu une légère diminution de -0,5% par rapport à l'année précédente. Au niveau des secteurs, les augmentations les plus nettes ont été enregistrées par la chimie avec 9,3% et la métallurgie avec 7,2% alors que le textile et la confection ont enregistré une nouvelle baisse de -0,6%.

Trimestriellement, la production industrielle hors construction a été dynamique et supérieure durant les quatre trimestres à sa valeur correspondante de 1999 avec toutefois une légère décélération à mesure du déroulement de la deuxième partie de l'année. La construction a aussi connu une hausse significative d'environ 7% au premier trimestre 2000 par rapport au trimestre correspondant de 1999. Par la suite, la production de ce secteur s'est amoindrie ne croissant que de 3,5% sur l'ensemble du second semestre (en glissement annuel). Tout comme en 1999, la production des biens intermé-

diaires a fortement crû durant les trois premiers trimestres 2000 (en glissement annuel), le dernier trimestre étant marqué par une certaine décélération. Les biens de consommation non durables ont enregistré une faible croissance de leur production tout au long de l'année 2000, exception faite du deuxième trimestre où celle-ci a été supérieure de 5% à sa valeur correspondante de 1999 et du dernier trimestre 2000 qui s'est traduit par une accélération de la croissance de la production. Il en est de même pour les biens de consommation durables qui n'ont pas connu d'expansion remarquable et ont même observé un recul de leur production lors du premier et du dernier trimestre 2000 en comparaison avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Par contre, les biens d'investissement ont enregistré une progression vigoureuse de leur production tout au long de l'année 2000, à l'exception du troisième trimestre, où le faible taux de croissance a été largement compensé par une très nette progression de plus de 10% au cours du dernier trimestre (en glissement annuel).

9. La consommation des ménages

Sur l'ensemble de l'année écoulée, l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail -calculé par l'INS selon enquête- a crû de 6,9% par rapport à l'année 1999. Soutenue par l'évolution favorable du revenu disponible réel des particuliers et des créations d'emplois, la croissance du chiffre d'affaires dans le commerce de détail a pratiquement triplé sur un an. Sur base des données de la TVA, l'augmentation est de 8,7% après avoir été de 3,5% pour l'année 1999, soit une croissance près de 2,5 fois plus importante. D'une progression moyenne de 9,5% au premier trimestre, le rythme de croissance du chiffre d'affaires dans le commerce de détail selon les déclarations à la TVA a décéléré aux deuxième et troisième trimestres, tout en se maintenant à un niveau élevé, avant de se redresser à +8,9% au dernier trimestre.

Après la décélération observée en juin et en août, l'indice du chiffre d'affaires -selon enquête- a rebondi en septembre (+10,5% en rythme annuel) avant de se stabiliser à +8,6% au terme de l'année passée. De 5% au premier trimestre, la croissance

moyenne de l'indice du chiffre d'affaires total, corrigé des jours ouvrables, s'est renforcée à un an d'écart pour s'établir à +9,1% au troisième trimestre avant de décélérer légèrement à +8% au dernier trimestre.

Au cours de l'année sous revue, les principaux sous-secteurs composant cet indice ont inscrit des croissances substantielles. Les produits d'équipement du foyer ainsi que le secteur textile, habillement et chaussures ont même affiché des croissances à deux chiffres, aussi bien au premier semestre qu'au deuxième. Pour l'ensemble de l'année dernière, leur croissance s'élève respectivement à 9,8% et 17,5%.

A l'exception de l'alimentation, dont la croissance s'est quelque peu redressée au dernier trimestre après le recul du second trimestre, les autres catégories de biens ont enregistré une croissance moyenne moins relevante au dernier trimestre.

Par ailleurs, le nombre d'immatriculations de voitures neuves relevé en 2000 demeure important et

ce malgré plusieurs baisses en glissement annuel observées à partir du mois de juin. Après les hausses de 12,9% et 8,5% aux premier et second trimestres, le nombre de véhicules neufs a diminué de 4,2% et 0,8%, respectivement aux troisième et dernier trimestres. Selon les chiffres publiés par l'INS, l'année 2000 se solde néanmoins par une augmentation de +5,4 % par rapport à 1999 (année sans salon automobile) et de +14,6% par comparaison avec 1998 (autre année avec salon automobile).

Enfin, l'indicateur de confiance des consommateurs calculé pour le compte de la Direction générale

des Affaires économiques et financières de la Commission européenne a fortement progressé depuis la fin de l'année 1999. La valeur de cet indicateur est passée de -3 en septembre 1999 à +9 en juillet 2000 (le niveau le plus faible du second semestre) avant d'inscrire un record en décembre (+16). En outre, alors qu'il avait oscillé entre valeurs positives et négatives durant une bonne partie de l'année 1999, il est resté depuis novembre 1999 ancré dans les valeurs positives. Malgré la persistance du niveau élevé des prix des produits énergétiques et les incertitudes entourant leur évolution, la confiance des ménages est restée élevée.

Graphique 39. Chiffre d'affaires dans le commerce de détail (cvs)
(variations de la moyenne mobile sur 3 mois en %, un an d'écart)



Source : INS.

10. Le marché du travail

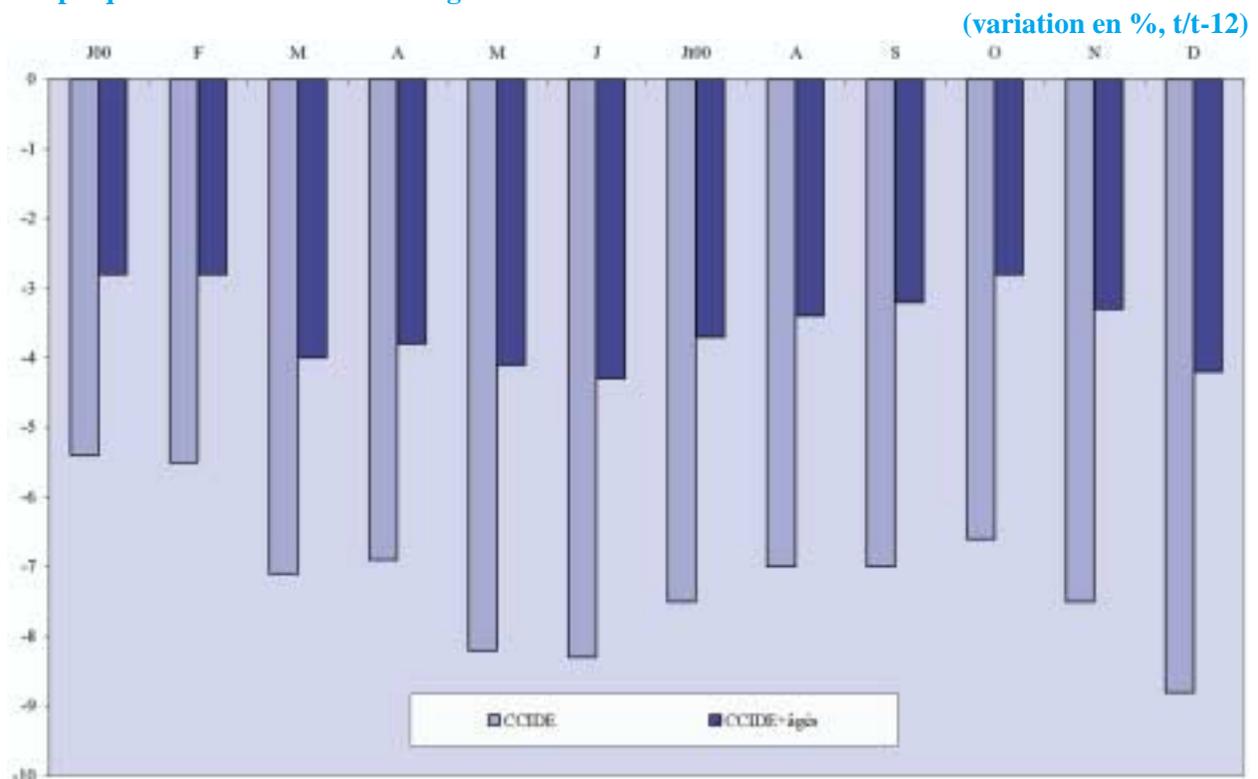
Sur l'ensemble de l'année écoulée, le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCIDE) s'établit pour le Royaume à 373.771 unités, soit en diminution de 7,1% par rapport à l'année précédente. Cette évolution favorable s'explique par l'augmentation significative de l'emploi qui aurait progressé de près de 70.000 unités selon les estimations publiées par l'Institut des Comptes nationaux, soit +1,8% à douze mois d'intervalle après +1,3% en 1999. Cet accroissement régulier depuis 1995, le plus élevé depuis plus de quarante ans, résulte en partie de la poursuite de la modération salariale et des dispositions visant à stimuler l'emploi (mesures d'activation). L'emploi salarié a connu une progression particulièrement élevée, affichant une croissance de 2,3% par rapport à l'année précédente contre +1,6% en 1999. Toutes les branches d'activité ont nourri le niveau exceptionnellement élevé des créations d'emplois l'année passée, même si la majorité des nouveaux emplois

est localisée dans les services. Le secteur des activités financières, immobilières, de location et de services aux entreprises ainsi que celui du commerce, transports et communications ont principalement contribué à la croissance du secteur tertiaire.

Témoignant d'une activité économique soutenue et de l'impact des mesures structurelles d'allègement des cotisations patronales de sécurité sociale, le nombre de CCIDE a reculé de 7,6% en moyenne au dernier trimestre contre 6% les trois premiers mois de l'année 2000.

Fin décembre 2000, le nombre de CCIDE était de 354.992 unités, dont 202.001 femmes et 152.991 hommes. Sur base de cette statistique, le chômage a diminué, en glissement annuel, de 8,8% en décembre (-8,1% pour les femmes et -9,7% pour les hommes) après une baisse de 6,6% en octobre et de 7,5% en novembre.

Graphique 40. Evolution du chômage



CCIDE : chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi.

Source : ONEm.

Mais à côté de cela, on comptait également 155.031 chômeurs âgés de plus de 50 ans non repris dans les CCIDE en décembre. De sorte que si l'on considère l'ensemble des CCIDE et des chômeurs âgés, le recul du chômage à un an d'écart n'atteint que 4,2 % en décembre. Le nombre de chômeurs âgés a progressé en rythme annuel de 4,8% au premier trimestre à 8% en moyenne au quatrième trimestre 2000.

Le nombre de chômeurs de moins de 25 ans était en décembre 2000 de 59.795 unités, soit 10,8% de moins qu'un an auparavant. La contraction du chômage des jeunes a atteint successivement en moyenne -13,4%, -10,7% et -9,4% en rythme annuel, respectivement aux second, troisième et dernier trimestres. Malgré le renforcement sensible de la diminution du chômage de cette catégorie, laquelle a largement bénéficié du dynamisme de l'activité économique, le nombre de jeunes chômeurs demeure très important : 16,8% du nombre total de chômeurs complets indemnisés au terme de l'année.

En décembre dernier, le taux de chômage (mesuré selon l'inscription auprès des administrations du chômage) par rapport à la population active, s'est élevé à 10,6% (contre 11,3% à un an d'écart): 13,3% pour les femmes et 8,4% pour les hommes.

De janvier 1995 à décembre 2000, soit en 6 ans d'application, 263.417 personnes ont été recrutées dans le cadre du Plan Avantage à l'embauche ; parmi elles, 128.362 étaient en chômage complet indemnisé depuis deux ans au moins.

Selon l'enquête mensuelle de conjoncture de la BNB, les perspectives d'emploi à trois mois dans l'industrie manufacturière se sont très nettement améliorées sur un an : après avoir connu un plancher de -11 en février 1999, elles sont devenues fortement positives avec +8 en octobre. Malgré le léger repli au terme de l'année (+6 en novembre et +5 en décembre 2000), le niveau excède largement la moyenne de longue période.

Graphique 41. Perspectives d'emploi dans l'industrie



Source : BNB.

2ème partie : Aspects structurels de l'économie belge

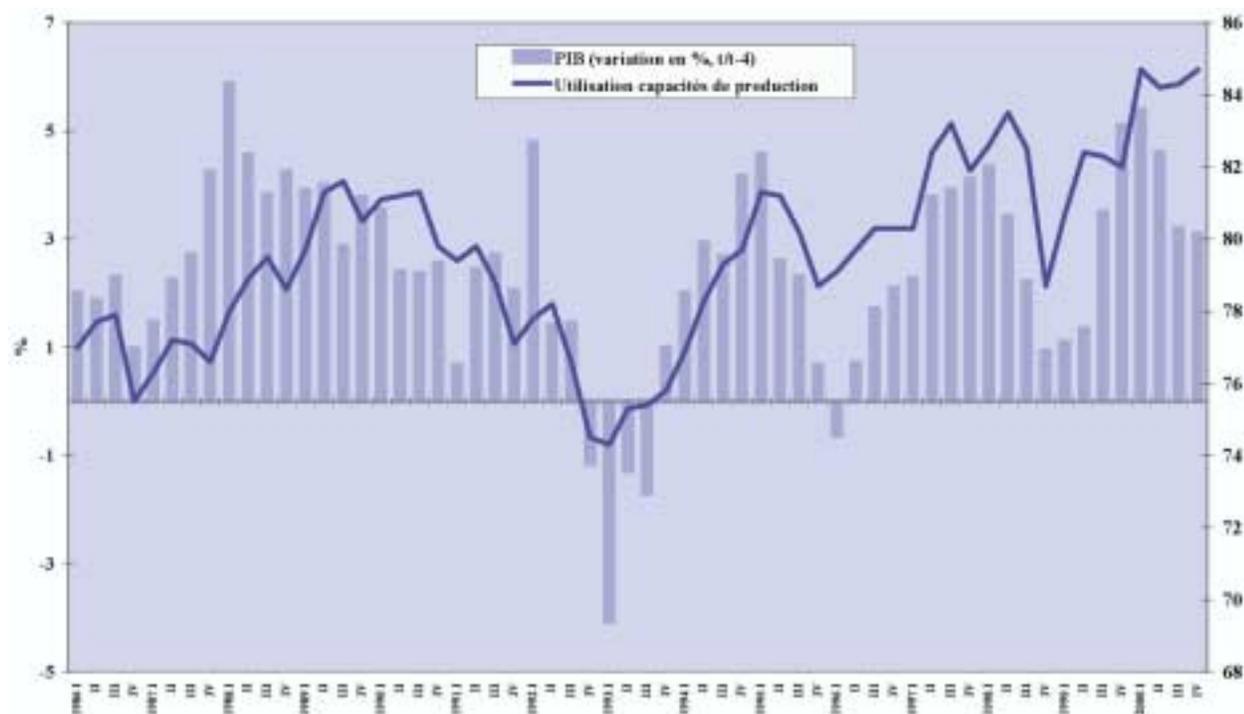
III. Aspects structurels de l'économie belge

1. La croissance de l'économie belge en 1999 et 2000 : perspective historique

Comme décrit dans la partie II, l'activité économique s'est fortement accélérée dès le troisième trimestre de 1999. La croissance du PIB est passée de 1,3% en glissement annuel au deuxième trimestre de 1999 à 5,4% au premier trimestre 2000, pour s'infléchir ensuite quelque peu à 3,1% au dernier trimestre 2000. Particulièrement symptomatique, l'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière a atteint des niveaux élevés: 84,7% au premier trimestre 2000, niveau auquel elle s'est maintenue durant toute l'année.

Comme il apparaît sur le graphique 42, une progression aussi rapide et aussi forte de l'économie n'a été observée dans un passé récent que lors du contre-choc pétrolier de la seconde moitié des années quatre-vingt. Toutefois, comme il ressort également du graphique, l'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière semble alors avoir été moins forte à ce moment qu'au cours de la période récente.

Graphique 42. PIB trimestriel et utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière



Source : ICN, BNB.

La question qui peut dès lors être posée est de savoir si un tel rythme de croissance, indiquant une forte sollicitation de l'appareil de production, est durablement soutenable pour l'économie belge, particulièrement en regard des pressions inflationnistes qui peuvent en résulter.

Certes la forte progression du PIB observée durant la seconde moitié des années quatre-vingt a duré un record de 6 trimestres consécutifs (du quatrième trimestre 1987 au deuxième trimestre 1989) voire 9 trimestres si l'on y raccroche le quatrième trimestre de 1989 et le premier trimestre de 1990, après l'infléchissement du troisième trimestre de 1989. Mais l'utilisation des capacités de production n'apparaît pas avoir été aussi intense que lors des derniers trimestres de 2000.

Replacée dans une perspective historique plus longue encore (graphique 43), la croissance du PIB de 4% en 2000, si elle n'est pas exceptionnelle, n'en constitue pas moins la seconde valeur la plus élevée atteinte depuis la seconde "crise pétrolière" (1981). En 1988 seulement, une augmentation supérieure du PIB a pu être observée (+4,6%).

La croissance économique des trente dernières années, peut être ventilée en trois grandes périodes.

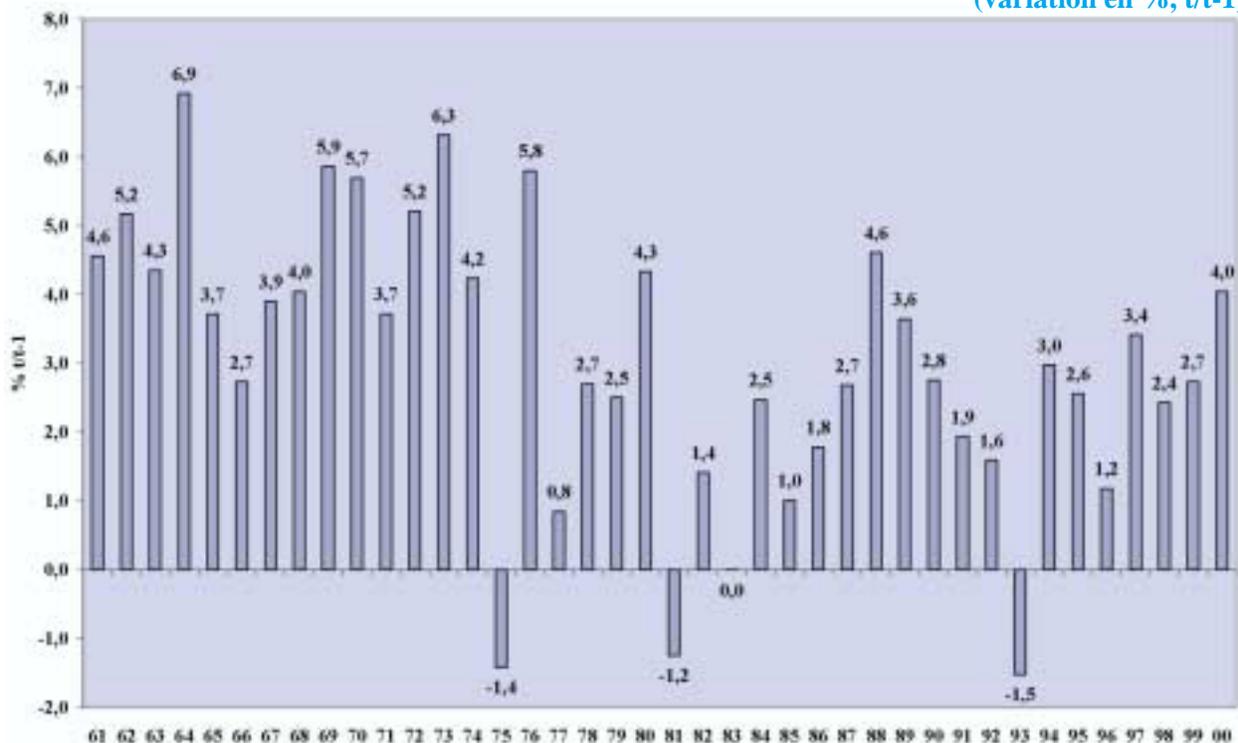
La première court du début des années soixante à la première crise pétrolière (premier renchérissement des prix pétroliers). L'augmentation annuelle du PIB y était alors en moyenne de 4,7% l'an (1960-1974). Une seule "baisse de régime" fut observée en 1966, année où le PIB ne crût que de 2,7% .

Vient ensuite une période de faible croissance, de forte inflation et de hausse du chômage (la "stagflation", 1974-1984) au sein de laquelle se situe une nouvelle hausse des prix pétroliers (1980). Ceux-ci se maintiendront par la suite à un niveau relatif très élevé, jusqu'en 1985, moment de leur reflux rapide (contre-choc). Deux reculs sévères du PIB marquent cette période: 1975 (-1,4%) et 1981 (-1,2%). Au cours de cette période l'augmentation annuelle moyenne du PIB n'est plus que de 1,7%.

Enfin, troisième période, entre 1984 et 2000, le PIB de la Belgique progresse en moyenne de 2,3% l'an, malgré la récession sévère de 1993 (-1,5%) (la crise européenne des changes). La hausse du PIB de 4% en 2000 n'est surpassée que par celle de 1988 (+4,6%).

Graphique 43. Produit intérieur brut annuel

(variation en %, t/t-1)



Source : ICN.

2. Croissance potentielle et croissance effective

Un niveau aussi élevé de croissance peut-il être poursuivi de manière durable sans amener des déséquilibres au sein de l'économie se traduisant essentiellement par une hausse de l'inflation ?

Répondre à cette question revient à comparer la production observée (PIB effectif) à celle qui pourrait être réalisée par une mobilisation optimale des facteurs de production disponibles, soit la "production potentielle". L'écart entre la production observée (PIB observé) et la production potentielle (PIB potentiel), appelé "écart de production", est indicateur des tensions susceptibles de se développer au sein de l'économie et débouchant, au moins après un certain temps, sur une hausse inflationniste des coûts et des prix.

Une première étape de la démarche consiste donc à déterminer le PIB potentiel.

Préalablement à tout calcul, il convient de remarquer que la "production potentielle" est avant tout un "concept" visant un état de l'économie caractérisé par l'utilisation optimale des différents facteurs qui contribuent à la production. La production (ou la croissance) potentielle n'existe donc pas au sens qu'elle pourrait être observée. Toute tentative de la mesurer repose donc sur un à priori méthodologique.

Deux types d'approches distinctes peuvent être utilisées pour "mesurer" la production potentielle, soit une approche purement "statistique", soit une approche "économique".

La première met en œuvre des techniques statistiques de lissage des PIB observés de manière à obtenir une valeur du PIB jugée représentative de l'évolution à long terme du PIB. Dans ce cas on parlera plutôt de PIB tendanciel.

Graphique 44. Ecart de production et déflateur du PIB

(Ecart en % entre PIB observé et PIB potentiel et variation en % du déflateur du PIB, t/t-1)



Source : OCDE.

La seconde approche repose sur une modélisation des sources de la production économique prenant la forme, soit d'une relation fonctionnelle relativement simple entre la production et les facteurs de productions, appelée fonction de production, soit par un système d'équations dites structurelles (notamment par l'utilisation d'un modèle VAR ou Vector Autoregressive). Ces deux dernières méthodes offrent l'intérêt d'être la mise en œuvre formalisée de théories économiques rendant compte du mode de formation économique de la production.

L'une des difficultés de ces différentes méthodes est de cerner au plus près la production potentielle par delà les fluctuations cycliques en identifiant les modifications de la productivité liées au progrès technique.

L'intérêt à quantifier un tel concept de référence qu'est la production potentielle, ne doit toutefois pas masquer la difficulté et la fragilité de cet exercice, qui appelle pour cela une interprétation prudente des estimations obtenues par les différentes méthodes.

L'OCDE produit régulièrement des estimations de la production potentielle des différents pays de l'Organisation au moyen de fonctions de production. Ce sont ces estimations⁽⁴⁾ qui sont à la base de l'écart de production reproduit dans le graphique 44.

Ainsi suivant les calculs de l'OCDE, l'écart de production de l'économie belge, différence entre le PIB effectif et le PIB potentiel, serait négatif depuis 1993, année de récession liée à la crise des changes européens comme rappelé ci-avant, jusque y compris 2000. Selon cet indicateur, tout risque de tension génératrice d'inflation, lié à une trop forte sollicitation de l'appareil de production, est écarté

pour l'économie belge dans l'immédiat⁽⁵⁾. C'est ce que confirme sur le même graphique, l'évolution modérée du déflateur (prix) du PIB.

Par ailleurs, il faut observer que la croissance potentielle de la Belgique, selon cette estimation, n'est guère très élevée: elle se situe autour de 2,5%. Cette valeur est également généralement citée par d'autres analystes de l'économie belge. En cela, la Belgique ne se différencie guère de plusieurs autres pays de l'Union européenne pour lesquels le potentiel de croissance est également peu élevé. L'Union européenne dans son ensemble connaîtrait une augmentation annuelle de son potentiel économique de 2% environ. Ceci doit être mis en regard des 4,7% estimés pour l'économie américaine.

Confirmation de cette faiblesse structurelle relative de l'économie belge et de celle de ses partenaires européens peut être trouvée dans une comparaison des performances mesurées à l'aune du PIB par habitant au cours des trois dernières décennies.

Comme il apparaît dans le graphique 45, l'augmentation du PIB par habitant en Belgique comme chez ses proches partenaires était largement supérieure à celle des Etats-Unis entre 1970 et 1980 (respectivement +3,1% en Belgique et +2,2% aux Etats-Unis) ; ces positions s'inversent au cours de la décennie suivante: le PIB par habitant augmente de 2,2% aux Etats-Unis entre 1980 et 1990 et de 1,8% en Belgique. Enfin l'écart se creuse davantage au cours des dernières années du siècle: entre 1995 et 1999, le PIB par habitant augmente de 3% aux Etats-Unis contre 2,2% en Belgique.

En outre, l'orientation de la croissance du PIB par habitant en Belgique apparaît baissière de période en période jusqu'en 1995. A partir de ce moment

4 OCDE, Perspectives économiques n°68, Paris, décembre 2000.

L'OCDE n'est pas le seul organisme à effectuer ce calcul. En Belgique, le Bureau fédéral du Plan calcule un PIB tendanciel à l'occasion de l'établissement semestriel du «budget économique» pour le compte de l'Institut des comptes nationaux. De même au niveau des institutions européennes, tant la Commission que la Banque centrale européenne ont recours régulièrement à de telles estimations établies suivant diverses méthodes, pour apprécier principalement le risque inflationniste. Suivant les méthodes utilisées, les résultats obtenus peuvent diverger parfois sensiblement, en particulier en ce qui concerne le signe pourtant crucial de l'écart de production.

5 A noter que le «budget économique» de février 2001, fait état d'un écart de production légèrement positif, de 0,5%, du PIB effectif par rapport au PIB tendanciel en 2000.

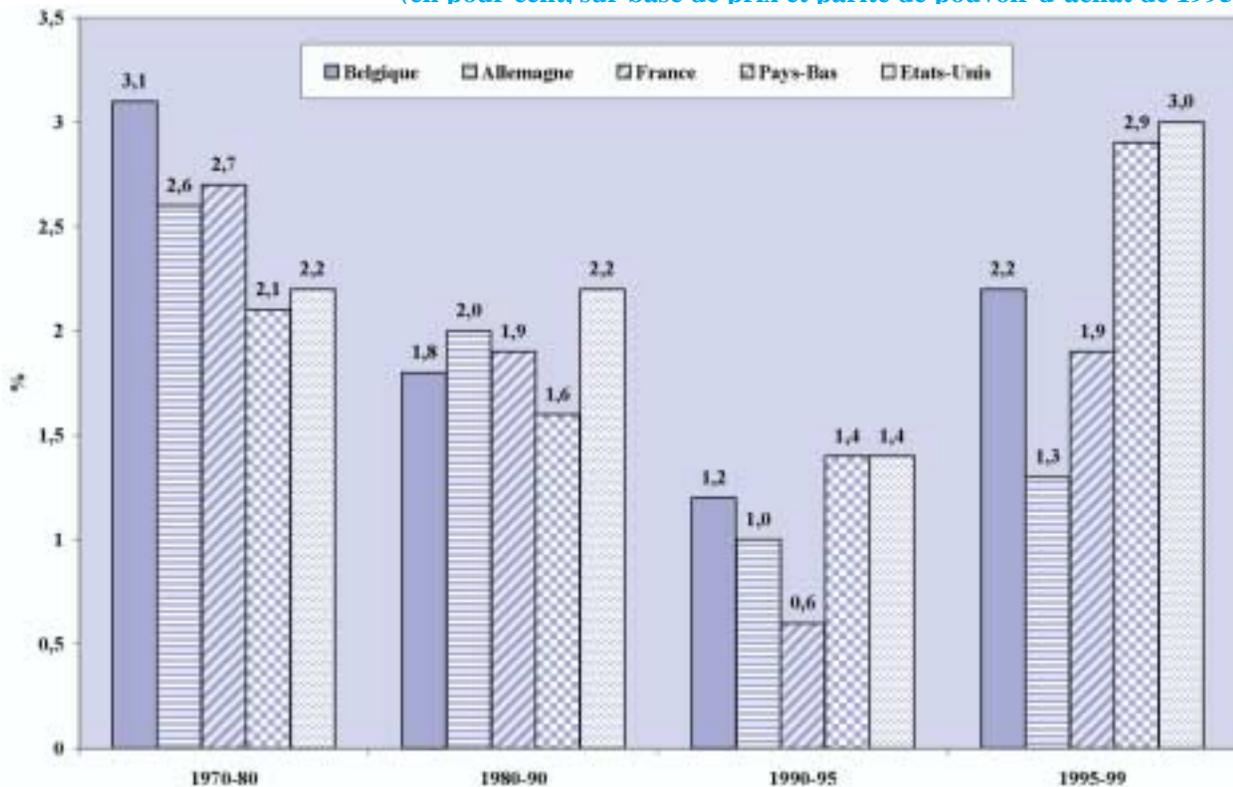
un retour à une croissance plus soutenue à moyen terme se fait jour. Mais l'écart négatif par rapport aux Etats-Unis n'en augmente pas moins.

Si la position de la Belgique se démarque désavantageusement au cours de la dernière décennie vis-à-vis des Etats-Unis, ceci est également vrai pour deux des plus grands pays de l'Union. Les Pays-Bas constituent toutefois une exception notable: entre 1995 et 1999, le PIB par habitant y croît à un rythme annuel moyen (2,9%) presque aussi soutenu qu'aux Etats-Unis (3%). De la sorte, la posi-

tion relative de la Belgique par rapport aux Pays-Bas se détériore également. Jusqu'en 1996 le PIB par habitant aux prix et parité de pouvoir d'achat courants de la Belgique était supérieur à celui de notre voisin du nord ; par la suite la position s'inverse. En 1999, le PIB par habitant se monte à 25 923 USD aux Pays-Bas contre 24 845 USD en Belgique.

La faiblesse de l'évolution du "potentiel économique" de la Belgique appelle dès lors explication et réponse en vue de le relever.

Graphique 45. Croissance annuelle moyenne du PIB par habitant
(en pour cent, sur base de prix et parité de pouvoir d'achat de 1995)



Source : OCDE, 2001

3. Déterminants essentiels de la croissance potentielle

La production d'un bien ou d'un service est un processus complexe faisant appel à différents intrants (input) ou facteurs de production.

Ainsi, le produit intérieur brut d'un pays, représentatif de la production réalisée à l'intérieur du pays, est une grandeur statistique de résultat, reflétant l'efficacité⁽⁶⁾ et l'efficacités avec lesquelles les différents facteurs de production se combinent en vue de produire les biens et services.

Les facteurs de production sont à l'évidence multiples. Outre les "entrées" de départ (matières premières et biens et services dits intermédiaires), deux facteurs apparaissent particulièrement déterminants parce que situés au cœur du processus de production, à savoir, la main d'œuvre (le travail) et l'outil de production (le capital). Un troisième facteur apparaît également jouer un rôle privilégié: le "progrès technique". Ce dernier n'est toutefois pas identifiable comme tel et ce que l'économiste peut en saisir c'est en quelque sorte sa "trace". Identifier la contribution de ces différents facteurs à la production constitue un pas essentiel dans l'établissement

du diagnostic qui peut être posé sur le fonctionnement de l'économie d'un pays.

En ce domaine toutefois, il n'existe pas de référence absolue. La comparaison avec d'autres pays et en particulier avec le pays le plus performant permet de situer l'efficacité et l'efficacités du système productif national.

De ce point de vue, les Etats-Unis apparaissent comme référence. Le niveau de leur PIB par habitant est le plus élevé du monde occidental industriel (le Luxembourg excepté), ils ont connu la période récente la plus longue de croissance ininterrompue sans inflation, l'augmentation de leur productivité (production par unité de facteur de production) s'est fortement relevée les dernières années et le taux de chômage y est des plus faibles.

La comparaison avec d'autres pays européens proches ou plus lointains comme les pays nordiques, peut également être révélatrice. Les travaux récents de l'OCDE sur la croissance économique et ses déterminants conduisent de ce point de vue à établir un étalonnage précieux⁽⁷⁾.

3.1. Contribution respective des principaux facteurs de production à la production

L'identification de l'apport respectif des principaux facteurs de production à la production est facilitée par le recours à une modélisation mathématique simple. Certes la réalité du processus productif est, comme déjà mentionné précédemment, complexe et n'est pas épuisée par une "équation". Toutefois le recours à cet "outil" permet de mieux apprécier par une quantification sommaire, la contribution des facteurs principaux.

La production résulte des services du "travail" et du "capital". La production est en quelque sorte "reconstituée formellement" en mettant en relation par le biais de la fonction mathématique, le "travail" et le "capital". La différence entre la production ainsi reconstituée et la production observée est interprétée comme l'apport des facteurs de production autres que le "travail" et le "capital", et est appelée "productivité totale des facteurs" (PTF) ou, en cas de prise en compte

6 Dans ce contexte, l'efficacités s'entend comme l'utilisation la plus économe des facteurs de production en vue d'atteindre le résultat (efficacités).

7 Scarpetta, Bassanini, Pilat et Schreyer, «Economic Growth in the OECD Area: Recent Trends at the Aggregate and Sectoral Level». Economics Department Working Papers n°248, OECD, Paris, 2000.

d'autres caractéristiques du processus de production dans la fonction de production (ainsi la qualification de la main d'œuvre), "productivité multifactorielle". Cette dernière peut être considérée comme indicatrice de l'efficacité avec laquelle les facteurs de production principaux -travail et capital- sont mis en œuvre mais aussi de l'apport d'autres facteurs dont principalement le "progrès technique".

Une forme usuelle de fonction mathématique visant à "représenter" le processus de production, est la fonction dite de "Cobb-Douglas", du nom de ses promoteurs⁽⁸⁾.

Dans l'exercice ici mentionné, relatif au secteur des entreprises, la "production" est identifiée par la valeur ajoutée au coût des facteurs à prix constants, le "travail avec le nombre de travailleurs salariés (emploi salarié des entreprises) tandis que le "capital" est "construit" suivant la méthode de l'inventaire permanent⁽⁹⁾.

Le tableau 13 présente les résultats de cet exercice d'identification des apports respectifs du travail, du capital et du progrès technique à la production, appelé "comptabilité de la croissance".

Tableau 13. Contribution des facteurs de production à la croissance de la production (variations annuelles moyennes en %)

	Production	Travail	Productivité apparente du travail	Capital	Contribution à la croissance de la production		
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)	du travail (5)=(2)*a	du capital (6)=(4)*(1-a)	de la productivité totale des facteurs ⁽¹⁰⁾ (7)=(1)-(5)-(6)
1980-1988	1,9	-0,7	2,6	2,6	-0,3	1,3	1,0
1993-2000	3,0	1,2	1,8	2,9	0,5	1,6	0,9
1998-2000	3,6	2,0	1,6	3,3	0,9	1,8	0,9

Source : OCDE, ICN et calculs MAE.

8 La production résulte de la combinaison de différents facteurs de production. Cette assertion peut être formalisée mathématiquement par une «fonction de production»(la production est «fonction» de différents facteurs). Pour des raisons de compréhension des mécanismes essentiels, toute formalisation comporte inévitablement sa part de simplification de la réalité. C'est ainsi que les facteurs de production pris en considération et représentés dans une fonction de production peuvent être ramenés aux principaux éléments, le travail, le capital et le «progrès technique». Ainsi peut-on se donner cette représentation: $Y=AaN(1-a)K$ [Y= la production des entreprises, N= l'emploi ou la quantité de travail, K= le stock de capital, sont exprimés en l'occurrence en logarithme; a, paramètre représentatif de la relation entre le travail et le capital au sein du processus de production, est généralement égalé à la part des salaires dans la production. «A» figure le progrès technique ou productivité totale des facteurs].

9 La mesure du stock de capital productif ne va pas sans soulever de nombreuses questions méthodologiques. Le stock de capital peut être «estimé» selon différentes méthodes. La plus usuelle est «la méthode de l'inventaire permanent» laquelle consiste à sommer sur plusieurs années les investissements et à en retrancher la dépréciation liée à l'utilisation du capital ainsi que le retrait ou la destruction de capital. Une des difficultés rencontrée concerne l'estimation des durées de vie des différentes sortes de biens de capital utilisés. L'OCDE s'appuyant sur les institutions nationales, produit néanmoins une telle statistique pour les différents pays de l'Organisation. C'est à cette estimation à laquelle il est fait appel dans le présent exercice.

10 La productivité totale des facteurs (PTF) constitue l'indice d'une combinaison efficiente du capital et du travail par l'intégration du progrès technique.

D'une comparaison des phases ascendantes⁽¹¹⁾ des deux derniers cycles conjoncturels de la Belgique, il apparaît que si la croissance annuelle moyenne de la production est plus forte entre 1993-2000 (+3,0 %) qu'entre 1980-1988 (+1,9 %), elle est également plus riche en emploi: l'emploi salarié diminue au cours de la période 1980-1988 (-0,7 %) et au contraire s'accroît entre 1993-2000 (+1,2 %). L'augmentation de l'emploi et donc sa contribution à la croissance de la production (colonne 5 du tableau 13), s'affirme d'ailleurs notablement au cours des trois dernières années (1998-2000). Ceci entraîne par contre-coup un affaiblissement limité du rythme de croissance de la productivité apparente du travail.

Au cours de ces deux périodes, l'augmentation du facteur capital est par ailleurs importante et contribue fortement à la hausse de la production.

Enfin, la productivité totale des facteurs demeure pratiquement inchangée au cours des différentes périodes analysées. Ceci peut être regardé comme l'indice d'une faiblesse structurelle de l'économie belge : l'utilisation combinée du capital et du travail pourrait être plus efficiente notamment par une meilleure intégration du progrès technique.

A cet égard, une comparaison avec d'autres pays de l'OCDE apparaît instructive. Les productivités

multifactorielles présentées au tableau 14 ont été calculées par l'OCDE dans le cadre d'un programme de recherches sur la croissance et ses déterminants. Les résultats de ces travaux ont été discutés à l'occasion de différentes réunions entre experts des Etats membres de l'Organisation et publiés sous forme de working papers⁽¹²⁾. Les résultats pour la Belgique diffèrent quelque peu de ceux présentés plus haut non en raison de la méthode mais des données utilisées et de leur traitement. Par delà ces différences, l'intérêt de la comparaison demeure.

En particulier, l'attention se porte sur les valeurs élevées en matière de productivité multifactorielle au Danemark et en Suède. Ceci est selon toute vraisemblance à mettre en relation avec le développement important des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ces pays (voir plus loin 3.7). En effet, comme l'ont montré différentes études sur les Etats-Unis, l'existence d'un fort secteur TIC est de nature à dynamiser fortement la productivité et en particulier la productivité multifactorielle d'un pays.

La Belgique à cet égard semble présenter un retard non négligeable. L'interprétation de ces données ne doit toutefois pas perdre de vue la période analysée (1995-97 pour la Belgique), les progrès réalisés lors des dernières années pouvant modifier les résultats.

Tableau 14. Productivité multifactorielle 1980-1998

(croissance annuelle moyenne en %)

	1980-90	1990-98	1995-98
Etats-Unis (a)	0,8	1,1	1,1
Allemagne	1,1	1,0	1,1
France	1,6	0,9	0,8
Pays-Bas	1,1	1,0	0,8
Danemark	0,6	1,8	1,7
Suède (a)	0,9	1,7	1,7
Belgique (a)	1,1	0,7	0,6

(a) 1990-97 et 1995-97

Source : OCDE (voir note n° 7).

11 Ceci ne préjuge aucunement de l'évolution en 2001.

12 Voir références à la note 7

3.2. Utilisation de la main d'œuvre et productivité⁽¹³⁾

Désireuse de préciser davantage l'apport du facteur "travail" à la production, l'OCDE a décomposé la croissance du PIB par habitant de 1990 à 1998 en cinq éléments (tableau 15).

- les variations de la part de la population en âge de travailler (15-64 ans) dans la population totale;
- les variations de la population active par rapport à la population en âge de travailler, soit le taux d'activité;
- les variations de la proportion des personnes occupées dans la population active;
- les variations du nombre d'heures travaillées par personne occupée;
- les variations du PIB par heure travaillée.

Le premier élément traduit les facteurs démographiques comme l'immigration ou le vieillissement de la population. Ce dernier aspect commence à revêtir une certaine importance pour plusieurs pays industriels dont la Belgique et plusieurs pays européens, et pourrait à l'avenir s'avérer déterminant.

Le taux d'activité a été influencé d'une part à la hausse par une participation accrue des femmes au processus de production et d'autre part à la baisse par une diminution de cette participation du côté des travailleurs âgés et des jeunes. Globalement, les calculs de l'OCDE laissent apparaître pour l'ensemble de la période un apport positif de cet élément à la croissance du PIB par habitant.

La persistance voire l'augmentation du chômage dans plusieurs pays européens dont la Belgique a pesé lourdement sur l'évolution du PIB par habitant. A l'inverse aux Etats-Unis, la baisse du taux de chômage a contribué positivement à l'augmentation du PIB par habitant.

Le nombre d'heures travaillées a diminué dans la plupart des pays européens, notamment en raison du développement du travail à temps partiel, tandis qu'il a plutôt crû aux Etats-Unis.

Au total, l'effet net global de l'utilisation différenciée de la main d'œuvre peut influencer de manière

Tableau 15. Croissance du PIB par habitant et ses composantes 1990-98
(variation annuelle moyenne)

Pays	Population en âge de travailler/ population totale (a)	Taux d'activité (b)	Emploi/ population active (c)	PIB par personne occupée (d)	Heures travaillées par personne occupée (e)	PIB par habitant (a)+(b)+(c)+(d)	Impact total de l'utilisation de main d'œuvre (a)+(b)+(c)+(e)	PIB par heure travaillée (d)-(e)
Etats-Unis	0,0	0,3	0,2	1,6	0,1	2,1	0,6	1,5
Allemagne	-0,1	-0,3	-0,6	1,9	-0,7	1,0	-1,5	2,5
France	-0,1	0,2	-0,6	1,9	-0,7	1,0	-1,5	2,5
Pays-Bas	-0,2	1,2	0,2	0,8	-1,0	2,1	0,3	1,8
Belgique	-0,2	0,5	-0,3	1,7	-0,4	1,7	-0,5	2,2

Source : OCDE, calculs du Secrétariat de l'OCDE basés sur les "Perspectives économiques de l'OCDE", n°66.

13 OCDE, op. cit. note n°7

non négligeable la croissance du PIB par habitant. C'est ainsi que si l'utilisation de la main d'œuvre a un effet nettement positif sur la croissance du PIB par habitant au cours des années 1990-98 aux Etats-Unis, en Belgique comme en Allemagne ou en France, elle a contribué négativement à celle-ci. En

définitive c'est l'augmentation très forte de la productivité par heure qui a permis à notre pays de connaître une progression toujours appréciable, même si moindre qu'antérieurement, du PIB par habitant. Celle-ci apparaît comme le déterminant essentiel de la croissance.

3.3. L'offre de main d'œuvre

A l'évidence la performance économique d'ensemble de l'économie belge a été contrainte par l'évolution de l'emploi. Cette faiblesse ne caractérise pas seulement la Belgique mais également plusieurs autres pays de l'Union européenne.

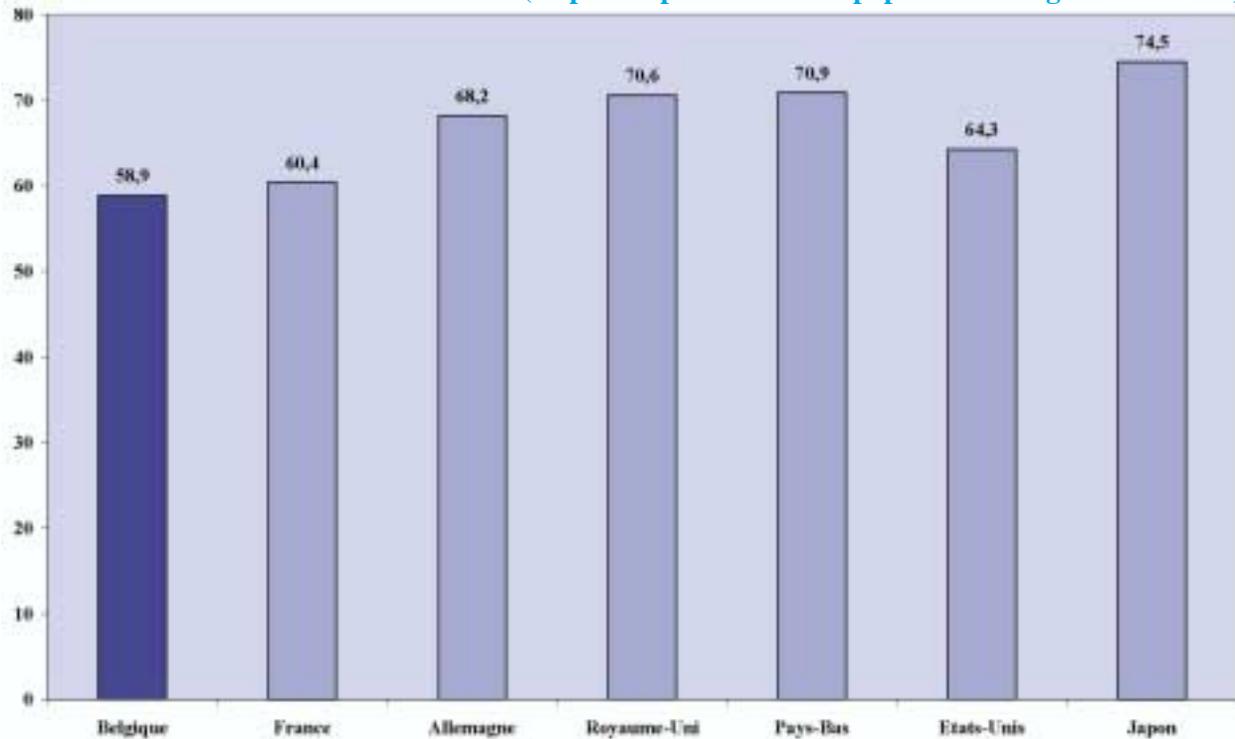
Lors du sommet de Lisbonne en mars 2000, les pays de l'Union se sont engagés à atteindre un taux d'emploi de 70% en 2010 contre 61% au moment du sommet. La déficience se situant principalement pour l'Union du côté de la main d'œuvre féminine, un objectif de 60% a également été fixé lors de ce sommet pour le taux d'activité des femmes (contre 51%).

Comme il apparaît au graphique 46, le taux d'emploi en Belgique est des plus faibles. En 1999, il se montait, selon Eurostat, à 58,9% contre 62,1% dans l'Europe des Quinze. En 2000, il devrait avoir progressé à 60,9% en Belgique pour 63,3% dans l'Union européenne.

La faiblesse du taux d'emploi en Belgique résulte des situations prévalant aux deux extrémités de l'échelle des âges, à savoir du côté des jeunes (taux d'emploi des 15-24 ans: 26%) en raison principalement de l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans, mais surtout du côté des travailleurs âgés de 50 à 64 ans dont le taux d'emploi n'est que de 37%, par suite

Graphique 46. Taux d'emploi

(emploi en pour cent de la population en âge de travailler)



Source : Eurostat (pays européens) et OCDE (Etats-Unis et Japon), Perspectives économiques n°68, décembre 2000.

notamment des divers régimes organisant la prépension et la pension anticipée.

Sur les divers aspects caractérisant l'emploi en Belgique ainsi que sur les mesures prises par le

3.4. La productivité

La productivité est avant tout la productivité d'une bonne combinaison des facteurs contributeurs directs à la production.

La mesure (quantification) de la productivité, soit la quantité de biens et/ou services produits par unité de facteur utilisé pour cette production, est l'objet d'une abondante littérature de controverses. Ainsi, l'apport des technologies de l'information et de la communication (TIC) au maintien d'une croissance élevée des Etats-Unis au cours de la seconde moitié des années nonante demeure l'objet de points de vue parfois opposés.

L'économiste se contente souvent, pour des raisons de simplicité, de compréhension et de données disponibles, de mesures frustrées de la productivité. L'une d'elles et la plus usitée, est la production par personne occupée appelée aussi "productivité apparente du travail".

A cette aune, la Belgique est des mieux classées puisque la productivité apparente du travail pour l'ensemble de l'économie approche celle des Etats-Unis, référence du monde économique occidental, soit largement au-dessus de celle de ses partenaires européens les plus proches.

Gouvernement belge afin de remédier aux différentes déficiences du côté de l'offre comme de la demande de travail, le rapport annuel du Ministère de l'Emploi et du Travail apporte informations et analyses abondantes et intéressantes⁽¹⁴⁾.

En outre, fait notable, la forte productivité du travail en Belgique caractérise aussi bien les activités de services et d'industrie où elle est traditionnellement mise en avant.

C'est ainsi que si l'on égale à cent la productivité du pays, l'industrie se situe à 141 et les services marchands à 128⁽¹⁵⁾. A titre de comparaison, en Allemagne l'indice de productivité des services se monte à 112 (moyenne du pays = 100) contre 154 dans l'industrie; aux Etats-Unis, pays de référence, comme déjà signalé ci-avant, en ce qui concerne les niveaux de productivité, l'industrie culmine à 147 tandis que les services, où se sont créés les dernières années la majorité des emplois, l'indice ne s'élève qu'à 118. Il faut rappeler qu'il convient de considérer avec la plus grande prudence ces indices de productivité apparente du travail par employé, ne fût-ce déjà que parce qu'ils ne tiennent pas compte des heures travaillées. Dès lors, une répartition fortement différente du travail à temps partiel entre pays, entraîne une fragilisation des indices présentés ci-dessus.

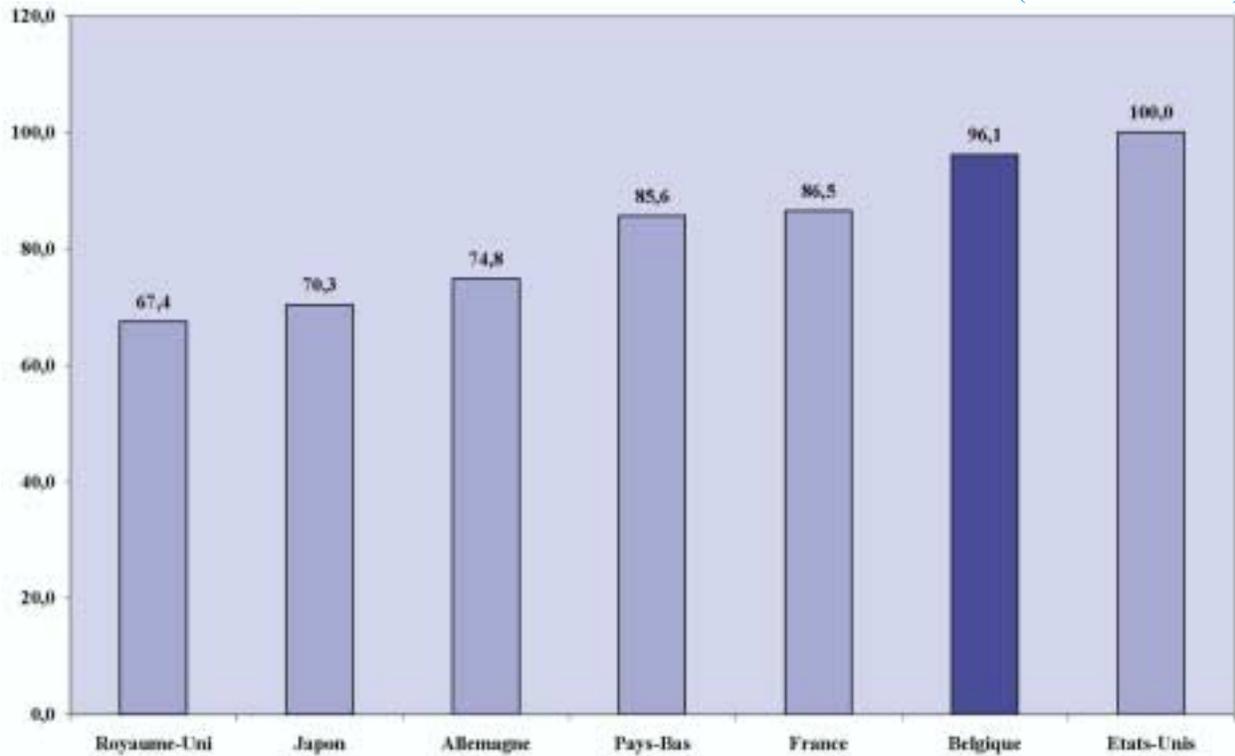
Si le facteur humain (travail) constitue l'élément déterminant de la croissance de la production, sa performance, résumée par sa productivité, en est fortement accrue par l'outil utilisé ou l'équipement (le capital).

14 «La politique fédérale de l'emploi. rapport d'évaluation 2000», Ministère de l'emploi et du Travail, Bruxelles, 2000.

15 Sur base des années 1997-99. Industrie y compris l'énergie; services: commerce de gros et de détail, réparation, hôtels et restaurants, transports, intermédiation financière, immobilier, location et services aux entreprises. Source: OCDE, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, principaux agrégats, volume 1, 1988-1999, édition 2001, OCDE, Paris.

Graphique 47. Productivité apparente : PIB 1999 par emploi

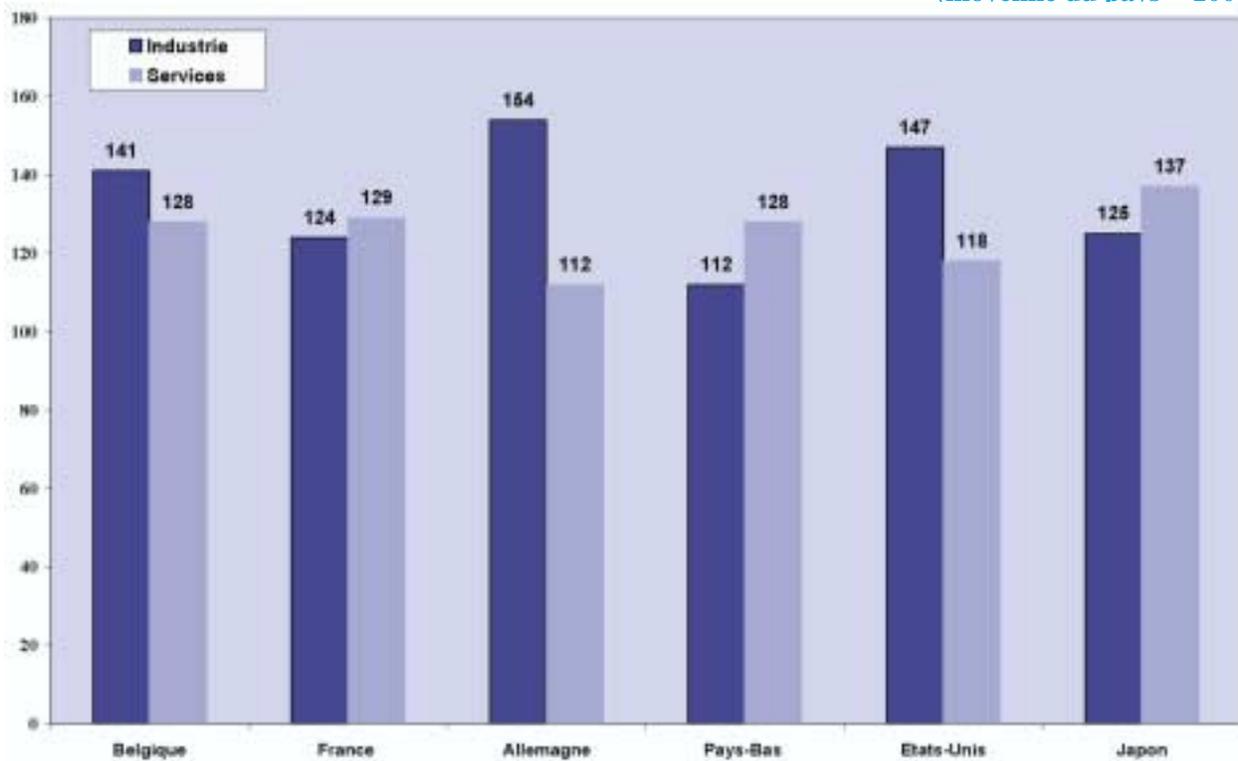
(Etats-Unis = 100)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n°68 et calculs MAE.

Graphique 48. Productivité sectorielle

(moyenne du pays = 100)



Source : OCDE 2001 et calculs MAE.

3.5. Le développement de l'appareil de production

Le développement et le renouvellement de l'appareil de production sont assurés par l'investissement. Un indicateur usuel pour apprécier l'effort d'investissement d'une économie est le taux d'investissement des entreprises soit l'investissement des entreprises rapporté à la valeur ajoutée brute produite par les entreprises (indicateur de la production), exprimé en pour cent de cette dernière⁽¹⁶⁾.

Au vu des résultats obtenus par l'économie belge en matière de productivité mentionnés plus haut, il

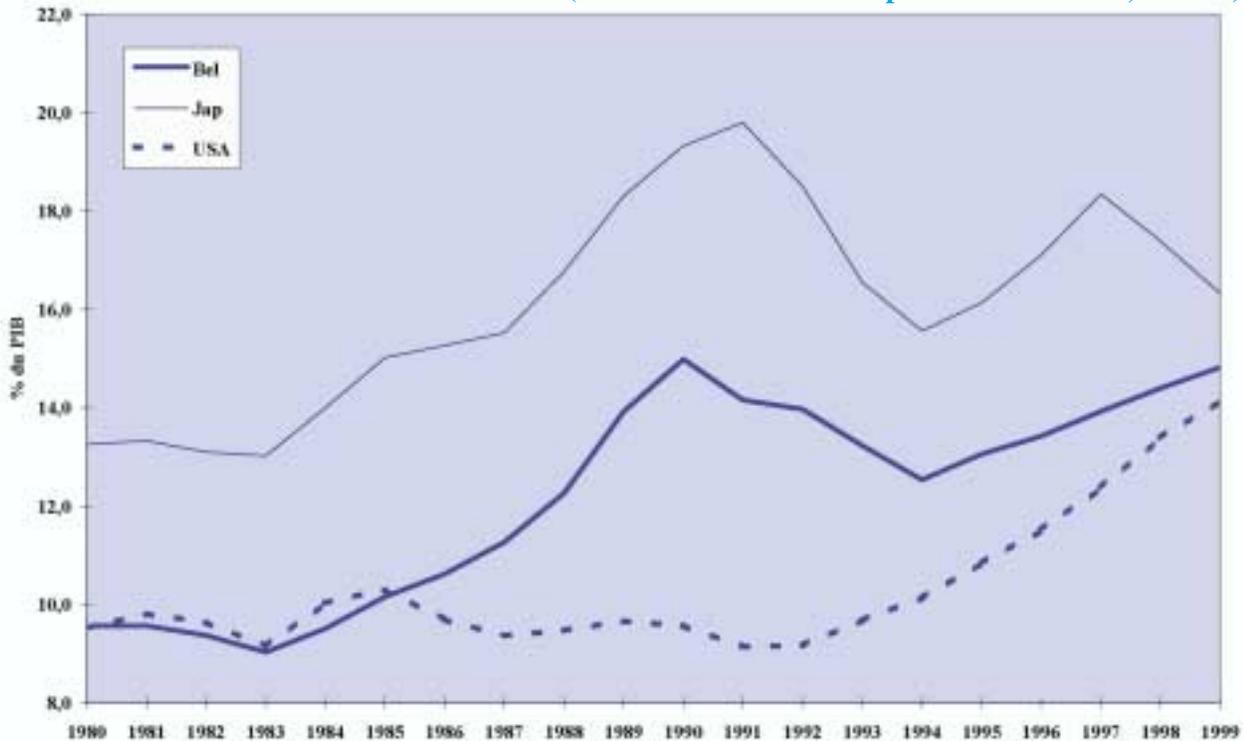
n'est guère surprenant de constater que la Belgique se positionne avantageusement au regard du taux d'investissement

Avec un taux d'investissement des entreprises de 14,8% en 1999, la Belgique se situe au-dessus de celui de ses principaux voisins tout comme des Etats-Unis.

Les Pays-Bas, l'Allemagne et la France affichent des taux d'investissement de respectivement 13,5%, 13,1% et 11,9%; aux Etats-Unis ce taux se montait à 14,1%.

Graphique 49. Taux d'investissement

(investissements des entreprises en % du PIB, volume)



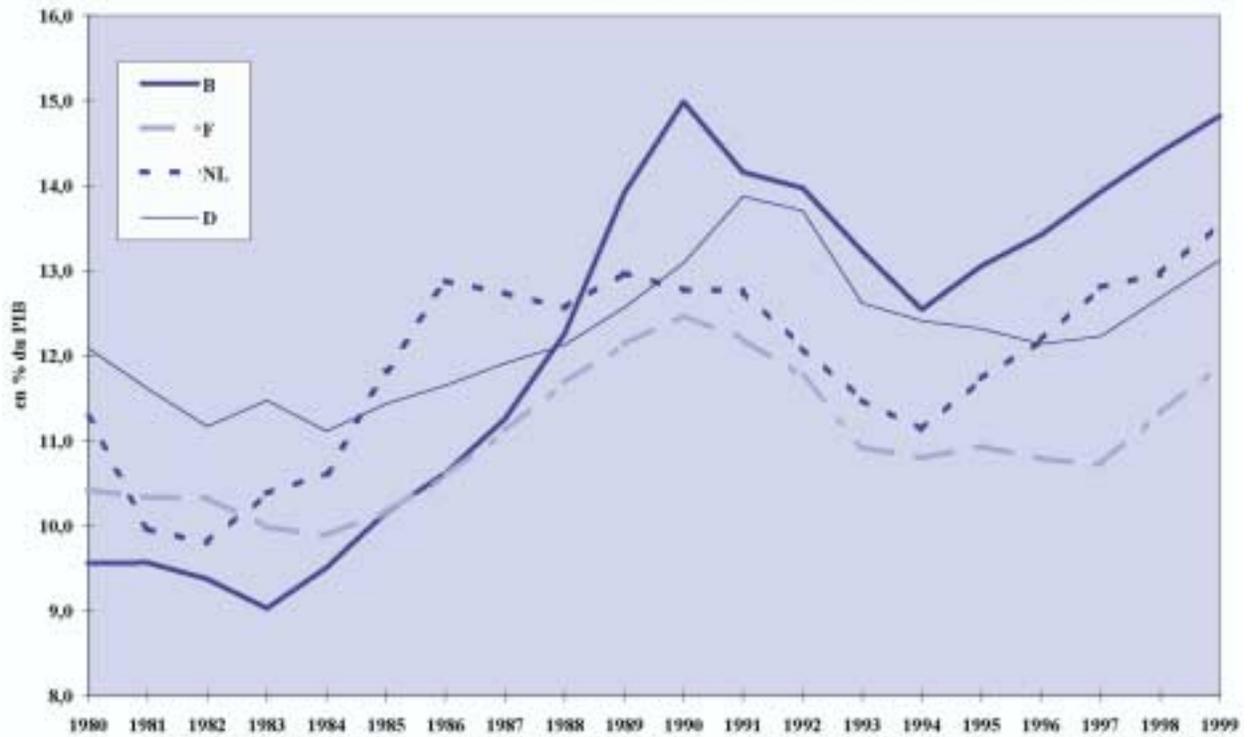
Source : OCDE.

16 Comme signalé à la note 8, la production peut être formalisée par une «fonction de production».

En terme de variations, la fonction présentée à la note 6 peut être réécrite comme suit: $DY = a DN + (1-a) DK$ [D symbole de variation]. DK, soit l'augmentation du stock de capital équivaut à l'investissement, I. De la sorte la fonction peut être à nouveau réécrite en faisant apparaître le rôle déterminant de l'investissement dans le processus de production et en l'exprimant par rapport à la production : $DY/Y = a DN/Y + (1-a) I/Y$. Ainsi apparaît le lien entre le taux d'investissement (I/Y) et le taux de croissance de la production (DY/Y).

Graphique 50. Taux d'investissement

(investissement des entreprises en % du PIB, volume)



Source : OCDE et calculs MAE.

Graphique 51. Taux d'accumulation

(investissement brut en t. en % du stock de capital en t-1)



Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n°68, fichier électronique et calculs MAE.

Epousant par ailleurs étroitement les fluctuations des cycles d'activité⁽¹⁷⁾, le taux d'investissement de la Belgique apparaît au cours de la dernière décennie nettement plus élevé que lors des années quatre vingt. Ceci traduit une approche nettement plus confiante de l'avenir par les chefs d'entreprise au cours de cette dernière période que lors de la décennie postérieure au second choc pétrolier, caractérisée notamment par une restructuration profonde de l'appareil de production en particulier dans l'industrie.

Le taux d'investissement constitue sans conteste un indicateur précieux des efforts consentis pour le développement et le renouvellement de l'appareil de production mais il ne renseigne nullement sur l'importance de cet appareil. Pour ce faire, il convient de prendre en considération le stock de capital productif et son évolution. L'accroissement du stock de capital constitue un élément décisif, avancé notamment pour rendre compte du redressement et de la poursuite de la croissance des Etats-Unis à un niveau élevé au cours des années nonante.

Toutefois comme mentionné auparavant, la mesure du stock de capital productif ne va pas sans soulever de nombreuses questions méthodologiques. L'OCDE

s'appuyant sur les institutions nationales, produit néanmoins une telle statistique pour les différents pays de l'Organisation⁽¹⁸⁾. Cette statistique permet de calculer un taux d'accumulation soit l'augmentation annuelle du stock de capital productif. Dans les deux graphiques ci-après, l'investissement brut de l'année t a été rapporté au stock de capital existant un an auparavant ($t-1$). Ce que l'on observera avant tout dans ces graphiques, c'est l'orientation générale de l'accumulation du capital.

Ainsi il apparaît que les Etats-Unis ont connu un véritable envol du taux d'accumulation du capital au cours de la seconde moitié de la décennie nonante.

Dans le même temps, en Belgique, ce taux ne progressait que modérément.

L'augmentation du capital aux Etats-Unis est aux yeux de nombre d'analystes, l'un des facteurs explicatifs essentiels de la croissance forte de la seconde moitié des années nonante de ce pays. Cette progression devrait avoir favorisé l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) amenant un redressement de la productivité.

3.6. Investissement et valeur ajoutée des grands secteurs d'activité

Si le rôle déterminant de l'investissement est ainsi mis en évidence dans le processus de croissance, encore faut-il que le renouvellement comme l'augmentation éventuelle des capacités de production auxquels il conduit, soient localisés dans les activités et équipements susceptibles d'entraîner le développement de l'économie dans le contexte du renouvellement de l'environnement mondial (globalisation).

Ainsi, l'investissement doit être affecté aux branches d'activité prometteuses à différents égards.

De même dans la mesure où les investissements liés au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) semblent contribuer de manière décisive au rehaussement de la productivité, l'emploi peut être accru et la richesse nationale augmentée.

17 Mais avec un certain décalage: ainsi pour la dernière décennie est-il au plus haut en 1990 (15%) alors que le taux de croissance du PIB atteint sa valeur la plus élevée en 1988 (+4,9%) et au plus bas en 1994 (12,5%) alors que la récession se situe en 1993 (-1,5% pour le PIB). Ce n'est en effet qu'après avoir bien apprécié l'évolution attendue de la demande que les entreprises adaptent leur appareil de production afin de pouvoir rencontrer par leur offre, cette demande attendue.

18 OCDE, Fichier électronique attaché aux «Perspectives économiques de l'OCDE» n°68.

En Belgique au cours des dernières années, les industries manufacturières ont encore accueilli une part importante des investissements productifs - 28% du total de ces investissements en moyenne sur la période 1997-1999 - alors que l'importance relative de ces secteurs dans la valeur ajoutée n'est plus que de 23%.

Les investissements dans les transports et communications ont également représenté une part nettement supérieure - 17% - à celle de la contribution directe de cette branche d'activité à la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises (8%). Toutefois, ces branches concentrent une part importante des investissements en TIC.

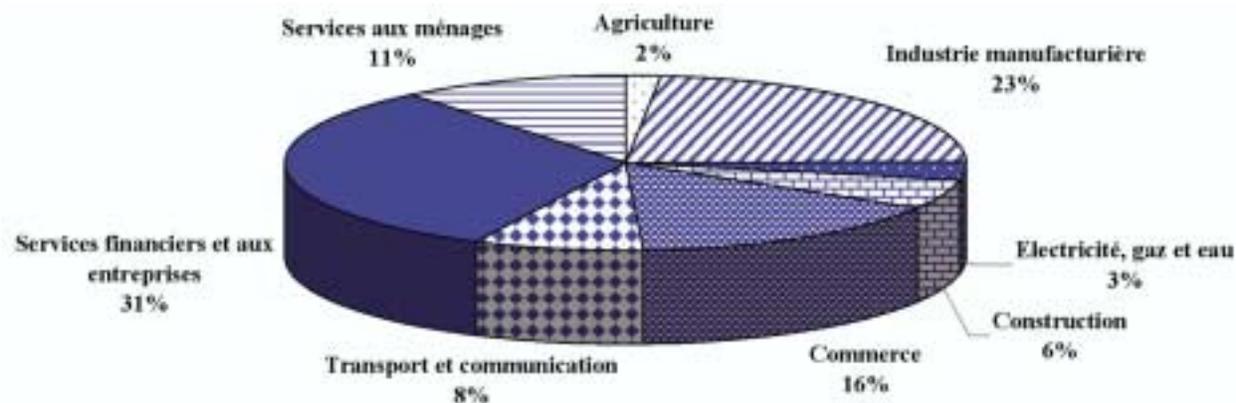
Les services financiers et les services aux entreprises représentent aujourd'hui le lieu le plus impor-

tant de création de la valeur ajoutée - 31% du total de la valeur ajoutée produite par les entreprises - et leurs investissements se montent à 21% des investissements productifs.

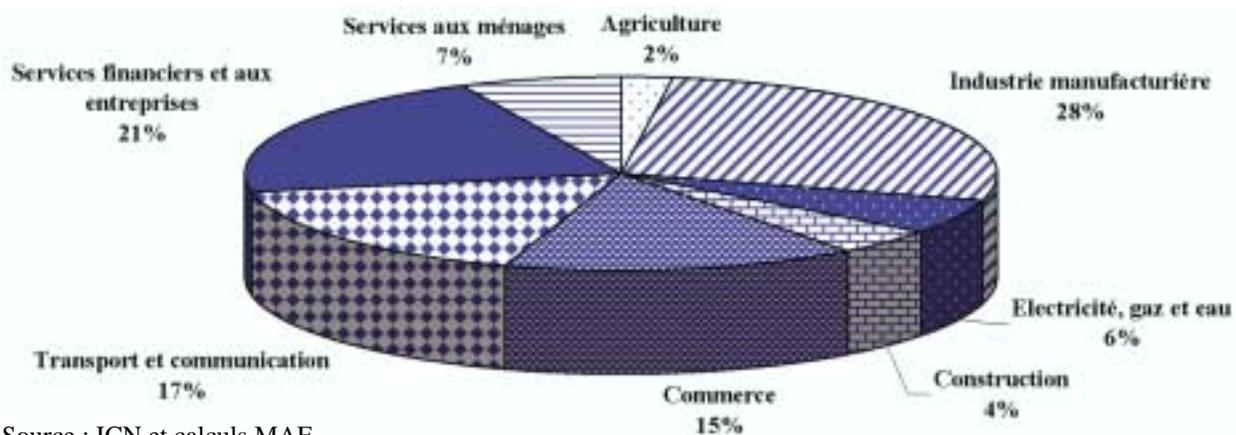
Ainsi les deux grands pôles de services - transports, communications, services financiers et services aux entreprises - attirent 38% des investissements pour une valeur ajoutée d'importance pratiquement identique (39%).

Le secteur du commerce (commerce de gros et de détail, réparations d'automobiles et d'articles domestiques, hôtels et restaurants) avec 15% de valeur ajoutée mobilise 16% des investissements productifs.

Graphique 52. Valeur ajoutée sectorielle des entreprises
(valeur ajoutée en pour cent du total des entreprises, 1997-1999)



Graphique 53. Orientation sectorielle des investissements
(investissements des secteurs d'activité en pour cent du total des investissements des entreprises, 1997-1999)



Source : ICN et calculs MAE.

3.7. Apport des technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'apport des TIC à la croissance demeure un sujet de controverse. L'OCDE a entrepris au cours des trois dernières années un important travail de collecte et d'analyse de l'information en ces domaines. Les premiers résultats de ces travaux paraissent confirmer le rôle décisif des TIC dans le relèvement de la productivité aux Etats-Unis en raison de l'existence d'un secteur producteur de TIC très performant ainsi que d'une utilisation de plus en plus large des TIC dans les branches d'activité⁽¹⁹⁾.

Le tableau 16 ci-après reflète notamment ces deux aspects: d'une part l'importance dans la valeur ajoutée comme dans l'emploi des branches d'activité identifiées comme ressortant au secteur producteur de TIC, d'autre part le gain de productivité -productivité multi-factorielle⁽²⁰⁾- qui peut être attribué majoritairement à l'utilisation des TIC. En plus, ce tableau fait mention de deux pays européens nordiques où le développement des TIC se distingue avantageusement de la plupart des autres pays européens.

Les Etats-Unis mais aussi la Suède et le Royaume-Uni se démarquent notablement des grands pays continentaux tant en ce qui concerne l'importance des dépenses en TIC dans l'économie que de l'apport des branches d'activité liées aux TIC à l'éco-

nomie globale. La Belgique apparaît située dans l'entourage de ces grands voisins; les Pays-Bas et le Danemark s'en écartent notamment par des dépenses en TIC plus élevées dans l'économie.

La productivité multifactorielle peut être regardée comme "indicateur" de l'apport des TIC à la croissance de l'économie. Ainsi considérée, il ressort du tableau que l'économie belge caractérisée par une augmentation modérée de la productivité multifactorielle (0,7) ne valorise pas suffisamment les avantages liés à la production et à la diffusion des TIC dans l'économie. Elle n'est d'ailleurs pas la seule économie européenne présentant cette faiblesse.

Le Conseil européen de Lisbonne a été l'occasion d'une prise de conscience par les Etats européens de leur retard, notamment vis-à-vis des Etats-Unis, en ces domaines. Ceci a entraîné la mise en œuvre de moyens multiples et d'une stratégie tous azimuts visant à "développer une société fondée sur la connaissance".

En Belgique, le relais a été pris aux différents niveaux de pouvoir de l'Etat fédéral pour favoriser sous maints aspects l'utilisation et la diffusion des TIC⁽²¹⁾.

19 OECD, «Measuring the ICT Sector». Les branches d'activité prises en considération sont répertoriées dans la CITI Rev.3: **Fabrication:** (3000) machines de bureau, machines comptables et matériel de traitement de l'information, (3130) fils et câbles électriques isolés, (3220) émetteurs de radio et télévision, appareils de téléphonie et télégraphie, (3230) récepteurs de télévision et de radio, appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image, et articles associés, (3312) instruments et appareils pour la mesure, la vérification, le contrôle, la navigation et d'autres usages, à l'exception des équipements de processus industriel (3313) équipement de processus industriels. **Services:** (5150) commerce de gros de machines, équipements et fournitures, (7123) location de machines et équipements (y compris les computers), (6420) télécommunications, (72) activités informatiques et activités rattachées.

20 Pour rappel, la productivité multifactorielle identifie la part de la productivité qui n'est pas imputée directement aux facteurs primaires de production que sont le travail et le capital. Elle est dès lors le résultat de la combinaison de facteurs multiples souvent identifiés au progrès technique. Elle est la différence entre le taux de croissance de la valeur ajoutée déflatée et le taux de croissance des inputs de facteurs primaires.

21 Cfr «Economic reform of the products, services and capital markets», Belgian report for the European Union, november 2000.

Tableau 16. Indicateurs de production et d'usage des TIC et performance économique

	Investissements TIC	Production TIC		Pénétration des technologies TIC		Indicateurs de croissance économique	
	Dépense moyenne en TIC en % du PIB 1992-99	Part des secteurs producteurs de TIC dans le total de l'emploi des entreprises	Part des secteurs producteurs de TIC dans la valeur ajoutée des entreprises	Nombre moyen de base PC par 100 habitants 1999	Raccordements Internet par 1000 habitants Sept 99	Croissance tendancielle du PIB par habitant 1990-98	Croissance tendancielle de la productivité multi-factorielle 1990-98
Belgique	5,6	4,3	5,8	21	30	1,7	0,7
France	5,8	4,0	5,3	22	13	1,2	0,9
Allemagne	5,2	3,1	6,1	26	20	0,9	1,0
Pays-Bas	6,7	3,8	5,1	40	52	2,1	1,1
Royaume-Uni	8,0	4,8	8,4	28	35	1,8	1,2
Suède	8,2	6,3	9,3	51	69	0,9	1,7
Danemark	6,5	5,1	-	48	60	2,1	1,9
Etats-Unis	8,0	3,9	8,7	65	160	2,2	1,1

Source : OCDE.

3.8. Les investissements publics

Les investissements des pouvoirs publics contribuent également à une croissance soutenue. Leur apport n'est toutefois souvent envisagé sous l'angle macro-économique qu'en tant qu'élément constitutif de la dépense finale totale. Dans le contexte d'une approche communément appelée keynésienne, les investissements publics sont ainsi regardés comme "instrument" de politique économique visant à réguler le cours de l'économie en agissant sur la dépense globale.

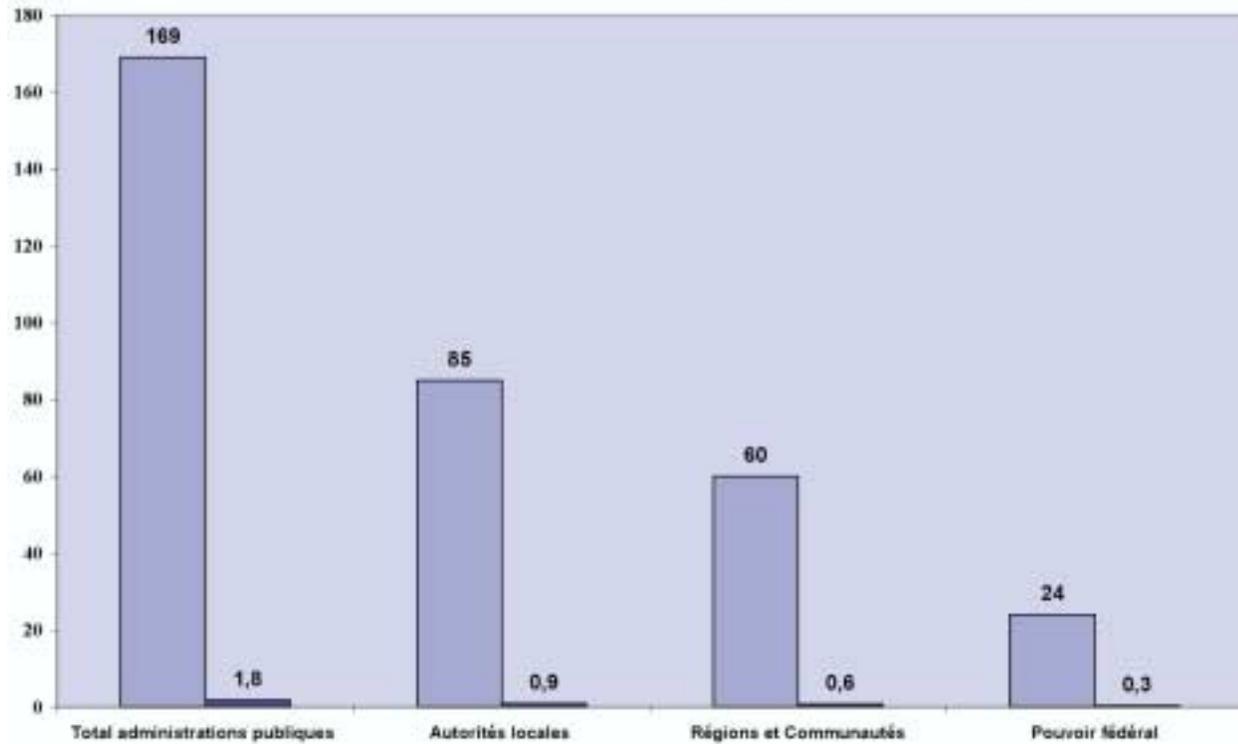
Mais la finalité des dépenses publiques est évidemment autre que d'être un instrument de régulation économique. Les investissements publics contribuent étroitement aux conditions nécessaires à la promotion de l'activité et donc de la croissance. Toutefois, l'analyse de cet apport n'est généralement guère développée.

En outre, une ambiguïté statistique quant à la délimitation des investissements publics existe. Dans le cadre de la comptabilité nationale, cette expression désigne uniquement les investissements des administrations publiques à l'exclusion des investissements effectués par des entreprises publiques (ainsi par exemple en Belgique, la SNCB, Belgacom, les ports, ...). Ces derniers sont repris parmi les "investissements des entreprises".

Jusqu'en 1997, la comptabilité nationale a présenté une ventilation des investissements publics au sens élargi, distinguant administrations et entreprises. Ainsi en 1997, les investissements publics entendus au sens large représentaient 2,8% du PIB dont 1,4% pour les investissements des seules administrations. Cette répartition n'est actuellement plus disponible. En 1999, selon la nouvelle méthodolo-

Graphique 54. Investissements publics par entité institutionnelle

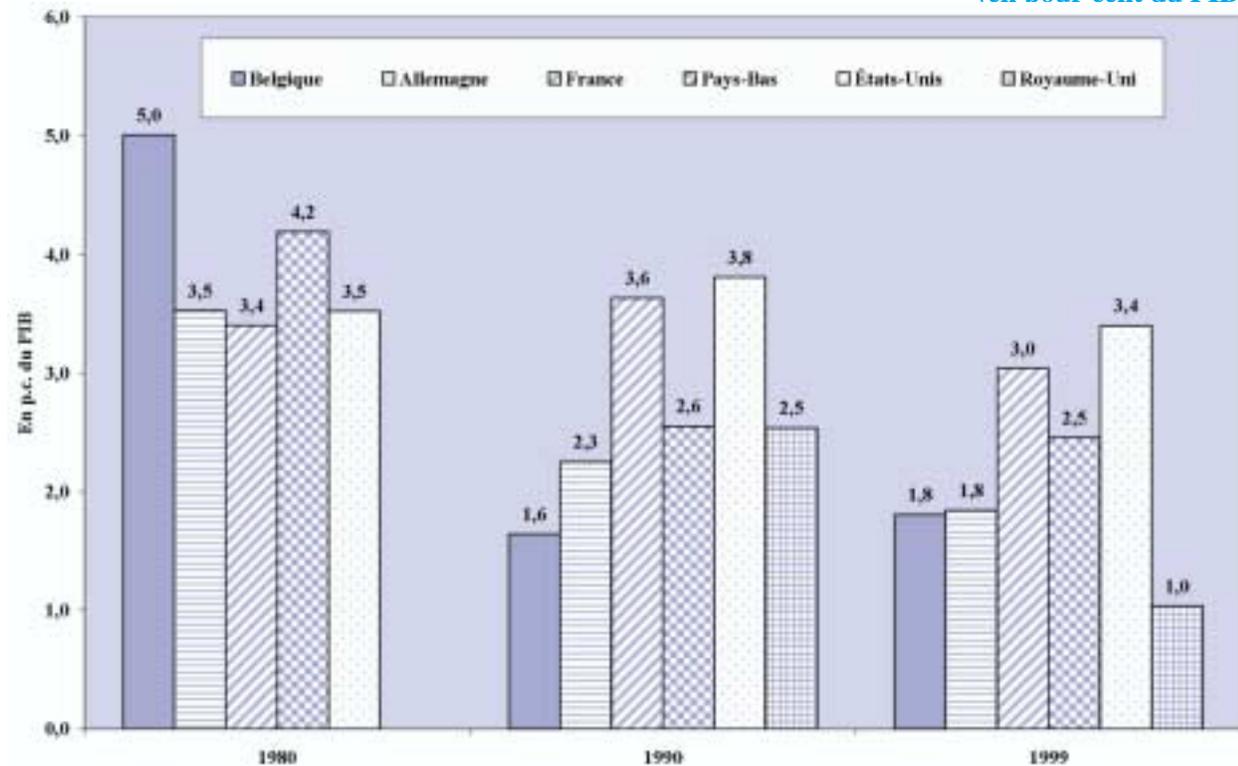
(1999, en milliards BEF et pour cent du PIB)



Source : ICN.

Graphique 55. Investissements publics par pays

(en pour cent du PIB)



Source : OCDE.

gie de SEC95⁽²²⁾, la part des investissements des administrations publiques dans le PIB était de 1,7%. La moitié de ces investissements est réalisée par les communes tandis que les régions et communautés interviennent pour un tiers du total et le pouvoir fédéral pour le reste ou 17%.

Le niveau actuel des investissements des administrations publiques de la Belgique, exprimé en pour

cent du PIB, est un des plus faibles des pays de l'OCDE.

En 1999, les investissements des administrations publiques se montaient à 1,8% du PIB en Belgique contre 3,0% en France, 2,5% aux Pays-Bas et 3,4% aux Etats-Unis. Seuls l'Allemagne et le Royaume-Uni présentaient une faiblesse analogue à celle de la Belgique.

4. La concurrence dans l'économie belge

Une économie de marché se caractérise par l'existence de concurrence entre fournisseurs de biens et services sur un marché libre.

L'économie belge est très ouverte, située au cœur d'un marché européen dont les habitants ont un pouvoir d'achat élevé, proche sinon identique. Son marché intérieur est par ailleurs des plus accessibles en raison de l'étroitesse relative de son territoire tandis que les résidents peuvent également s'approvisionner facilement chez leurs voisins. Cette ouverture et cette accessibilité réciproquement partagées doivent conduire à des niveaux de prix comparativement peu élevés fruit d'une concurrence forte entre offreurs de produits, bénéfique au consommateur final.

Afin de permettre la comparaison entre pays, les prix des biens et services doivent être convertis dans une unité de valorisation commune au moyen d'un indicateur prenant en compte les différences de parités de pouvoir d'achat (PPA) entre monnaies, lesquelles ne sont pas fidèlement reflétées dans les seuls taux de change usuels⁽²³⁾.

Le tableau 17 présente les niveaux de prix rendus comparables, sous forme d'indice dont la base 100 est la moyenne de l'Union européenne (EU-15=100).

Comme il ressort de ce tableau, les niveaux de prix en Belgique sont pour la toute grande majorité des biens et services de consommation privée en dessous de la moyenne européenne. Ceci est l'indication d'un bon niveau de concurrence entre offreurs de produits⁽²⁴⁾.

Il faut toutefois constater que certaines catégories de biens et services se démarquent fortement⁽²⁵⁾ de la moyenne européenne: les articles d'habillement et les chaussures, les textiles ménagers et leur réparation, les communications, et les services de loisir et culture. Les sources de ces écarts peuvent être soit des TVA plus élevées en Belgique pour ces produits que la moyenne européenne, soit une concurrence insuffisante sur ces marchés. En outre il convient d'observer que ces calculs sont relatifs à 1998 et que depuis lors les prix de certains biens et services ont pu baisser, notamment sous la pression de la concurrence résultant de la libéralisation de marchés. Ainsi en est-il des prix de certains services de communications téléphoniques.

Dans l'ensemble, au niveau des biens de consommation privée, l'économie belge semble jouir d'un contexte concurrentiel favorable aux consommateurs.

22 Selon cette nouvelle méthodologie, les dépenses militaires durables mais également à usage civil figurent désormais comme investissement des administrations et non plus comme antérieurement en tant que consommation intermédiaire.

23 «Parités de pouvoirs d'achat et indicateurs économiques dérivés», Résultats pour 1998, édition 2000, Eurostat.

24 Voir également «Economic reform of the products, services and capital markets», op., cit., p.2.

25 Voir la note 26 en ce qui concerne l'interprétation à donner aux différences entre niveaux des indices de prix.

Tableau 17. Indices de niveau de prix en 1998 (EU-15=100)⁽²⁶⁾

	B	D	F	NL	UK
Consommation finale individuelle effective	98	108	104	93	106
Produits aliment., boissons et tabac	100	101	103	93	114
Produits alimentaires	102	106	107	94	99
Pain et céréales	98	110	108	84	89
Viande	103	117	110	108	97
Poisson	111	114	107	90	94
Lait, fromage et œufs	111	87	106	91	109
Huiles et graisses	109	110	107	84	100
Fruits, légumes, pommes de terre	96	107	108	91	110
Autres produits alimentaires	98	95	101	92	97
Boissons	96	88	91	96	146
Boissons non-alcoolisées	105	101	78	96	144
Boissons alcoolisées	93	85	96	97	147
Tabac	90	96	94	87	172
Habillement et chaussures	114	109	96	104	107
Articles d'habillement et réparations	113	106	97	102	107
Chaussures et réparations	119	122	94	114	109
Logement, chauffage et éclairage	101	128	111	91	100
Logement	102	135	113	91	106
Chauffage et éclairage	99	107	107	96	86
Biens et services ménagers	97	101	103	96	106
Meubles, revêtements de sol et réparations	88	101	96	99	95
Textiles ménagers et réparations	127	107	112	111	124
Appareils électroménagers et réparations	103	104	103	91	106
Autres biens et services ménagers	96	100	108	91	112
Dépenses de santé	90	106	101	75	98
Transports et communications	97	97	103	105	120
Moyens de transport personnels	89	92	98	112	119
Dépenses d'utilisation de transport personnel	96	96	104	102	126
Achat de services de transports	97	114	114	109	118
Communications	134	100	96	97	112
Loisirs, enseignement et culture	101	111	105	90	97
Matériel de loisirs et réparations	99	94	109	86	103
Services de loisirs et culture	112	100	106	88	98
Livres, périodiques et journaux	99	104	95	103	82
Enseignement	102	130	105	92	98
Autres biens et services	96	105	105	97	106
Restaurants, cafés et hôtels	100	105	102	98	112
Autres biens et services	92	103	107	96	102

Source : Eurostat.

26 Du fait de la méthodologie, ces indices ne sont pas suffisamment précis pour établir un classement sans appel entre pays. Cependant en comparant les indices de deux pays qui sont similaires (par exemple 101 et 102 respectivement), on peut en tirer la conclusion que les niveaux dans ces deux pays sont du même ordre de grandeur.

5. Les indicateurs structurels de l'Union européenne

Au sommet européen de Lisbonne en mars 2000, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont invité le Conseil et la Commission à développer un ensemble d'indicateurs structurels afin d'apprécier les progrès réalisés dans la poursuite des réformes visant à rendre l'économie européenne la plus compétitive des économies fondées sur le savoir.

Le Conseil des ministres de l'économie et des finances (Ecofin) a marqué en mars 2001 son accord sur une liste de douze indicateurs proposée par la Présidence française, parmi les 35 indicateurs présentés au Conseil européen de Nice (décembre 2000).

Ces douze indicateurs ont été ventilés par le Conseil Ecofin selon cinq domaines distincts:

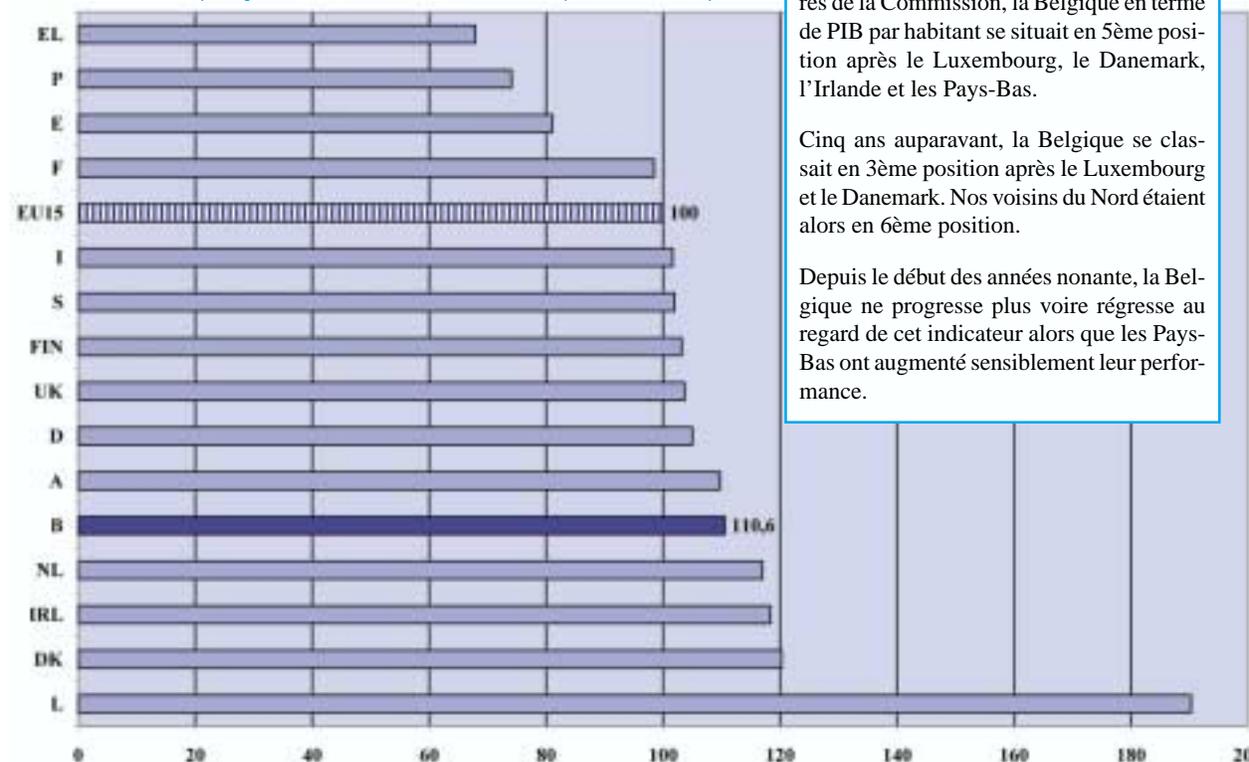
1. Situation économique générale
2. Emploi
3. Innovation et recherche
4. Réforme économique
5. Cohésion sociale.

Les objectifs en matière d'emploi ont été précisés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du dernier sommet de Stockholm.

Les indicateurs repris ci-après peuvent être consultés sur le site web d'Eurostat.

5.1. Indicateurs d'environnement économique général

Graphique 56. PIB par habitant (en pouvoir d'achat standard, EU15=100)



En 2000, suivant les estimations provisoires de la Commission, la Belgique en terme de PIB par habitant se situait en 5ème position après le Luxembourg, le Danemark, l'Irlande et les Pays-Bas.

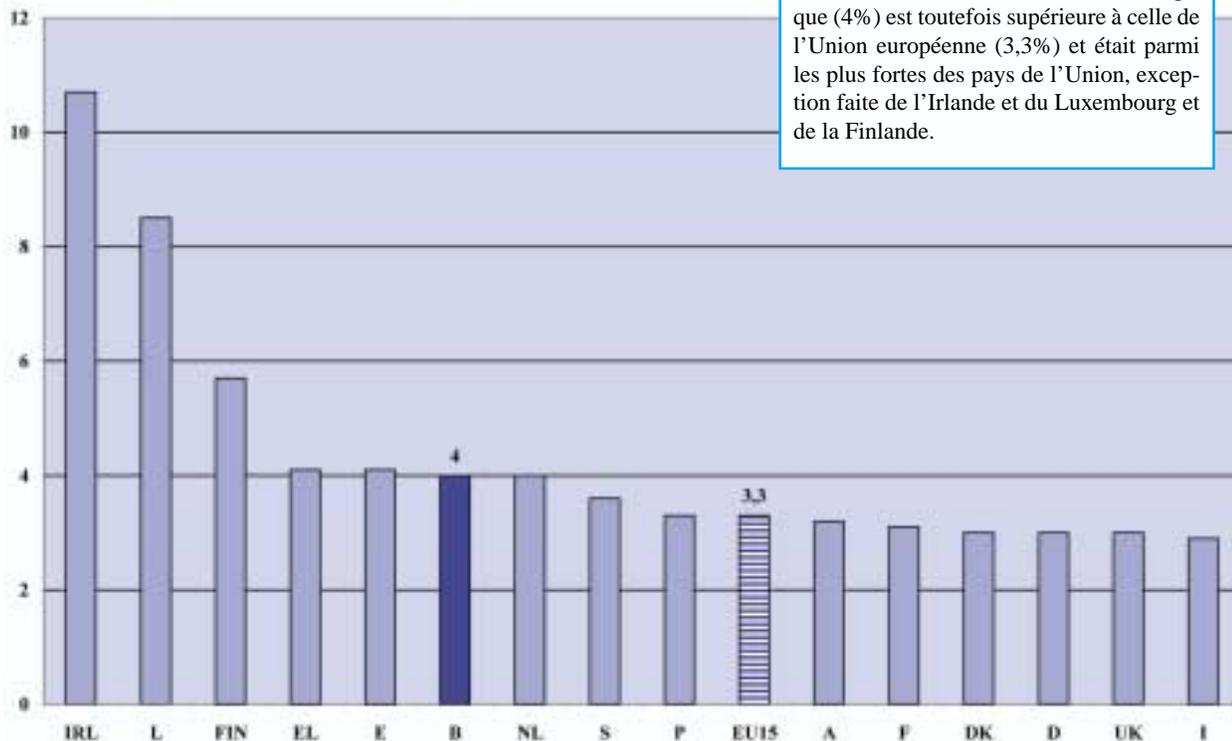
Cinq ans auparavant, la Belgique se classait en 3ème position après le Luxembourg et le Danemark. Nos voisins du Nord étaient alors en 6ème position.

Depuis le début des années nonante, la Belgique ne progresse plus voire régresse au regard de cet indicateur alors que les Pays-Bas ont augmenté sensiblement leur performance.

Source : Eurostat.

Graphique 57. Croissance du PIB à prix constants

En 2000, la croissance du PIB de la Belgique (4%) est toutefois supérieure à celle de l'Union européenne (3,3%) et était parmi les plus fortes des pays de l'Union, exception faite de l'Irlande et du Luxembourg et de la Finlande.

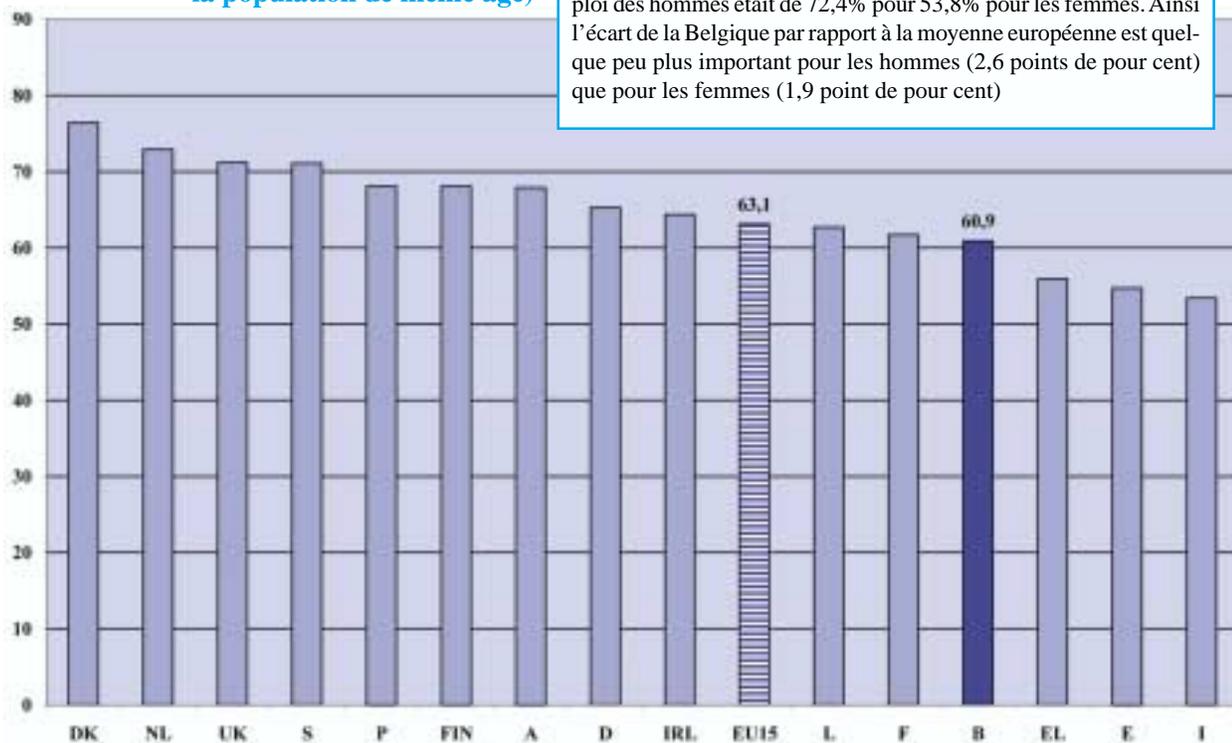


(variation en %, t/t-1)

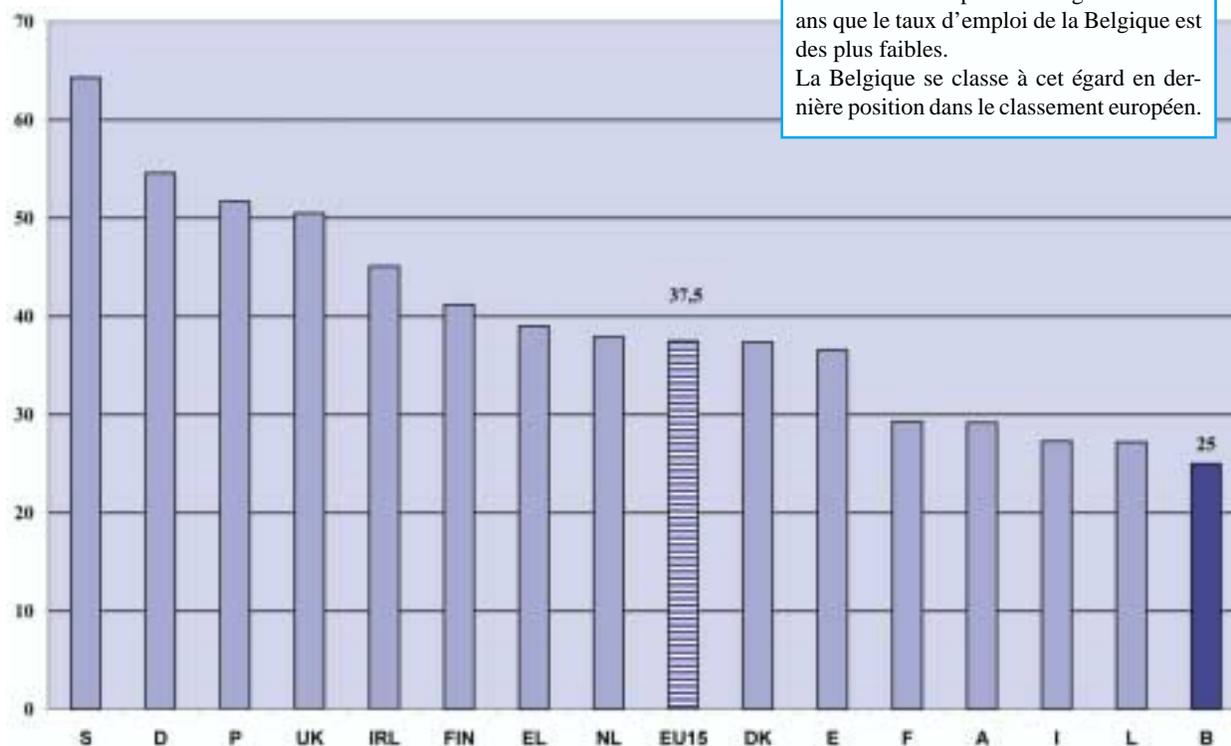
5.2. Emploi

Graphique 58. Taux d'emploi (emploi 15-64 ans en % de la population de même âge)

Le taux d'emploi de la Belgique (part des travailleurs de 15-64 ans en pour cent de la population de même âge) était en 2000 de 60,9 % soit en dessous du taux moyen de l'Union européenne (63,1%). Ces taux étaient en Belgique de respectivement 69,8% pour les hommes et de 51,9% pour les femmes; dans l'Union, le taux d'emploi des hommes était de 72,4% pour 53,8% pour les femmes. Ainsi l'écart de la Belgique par rapport à la moyenne européenne est quelque peu plus important pour les hommes (2,6 points de pour cent) que pour les femmes (1,9 point de pour cent)

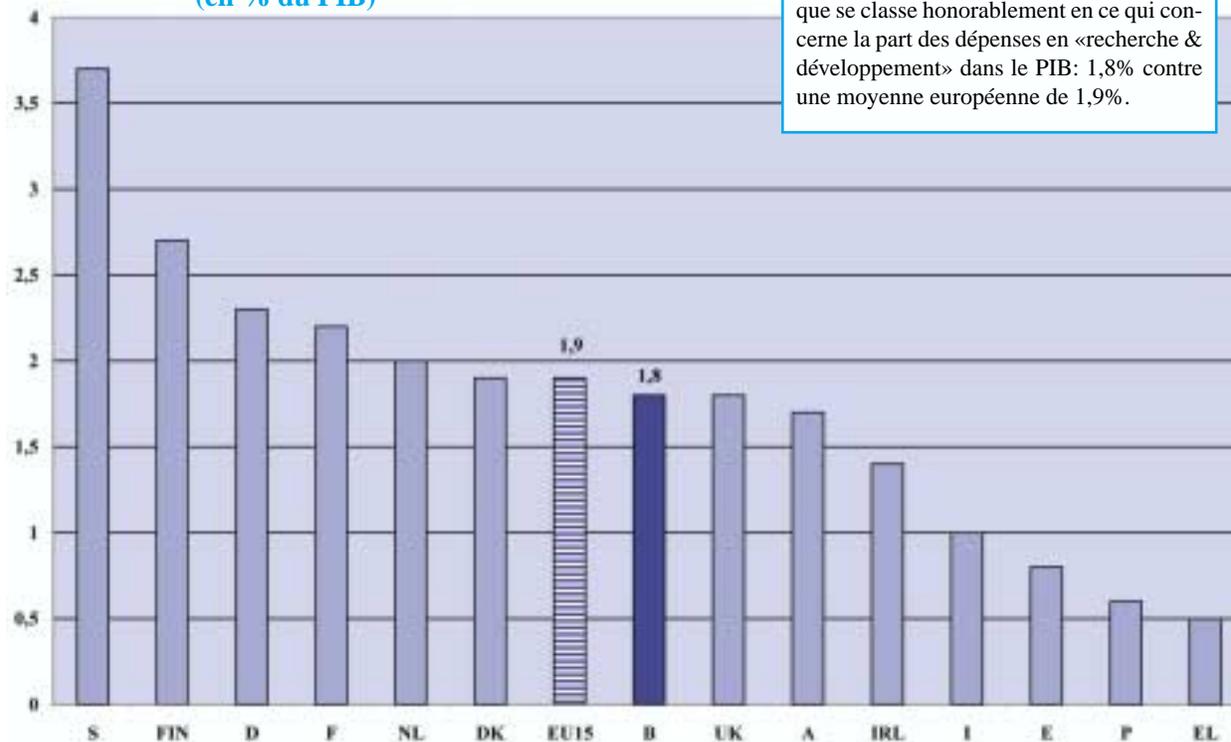


Graphique 59. Taux d'emploi des personnes âgées
(travailleurs âgés de 55-64 ans en %
de la population de même âge)



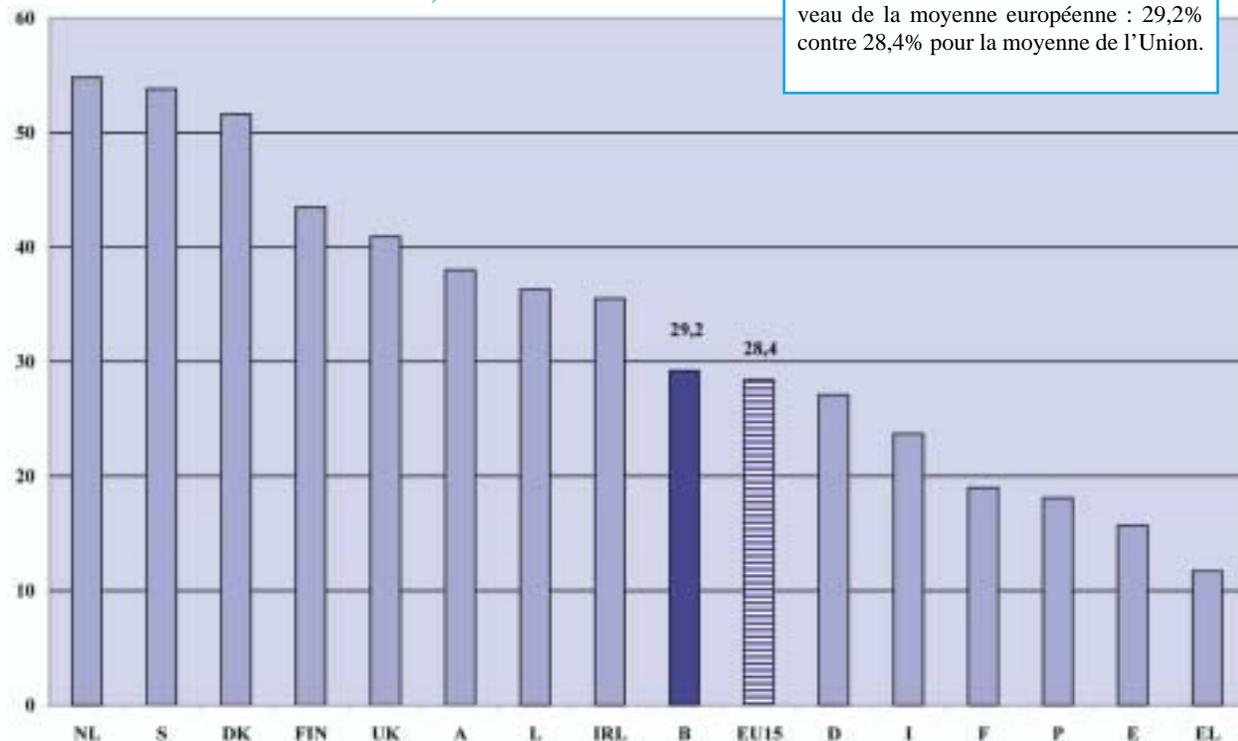
5.3. Innovation et recherche

Graphique 60. Dépenses en recherche et développement
(en % du PIB)



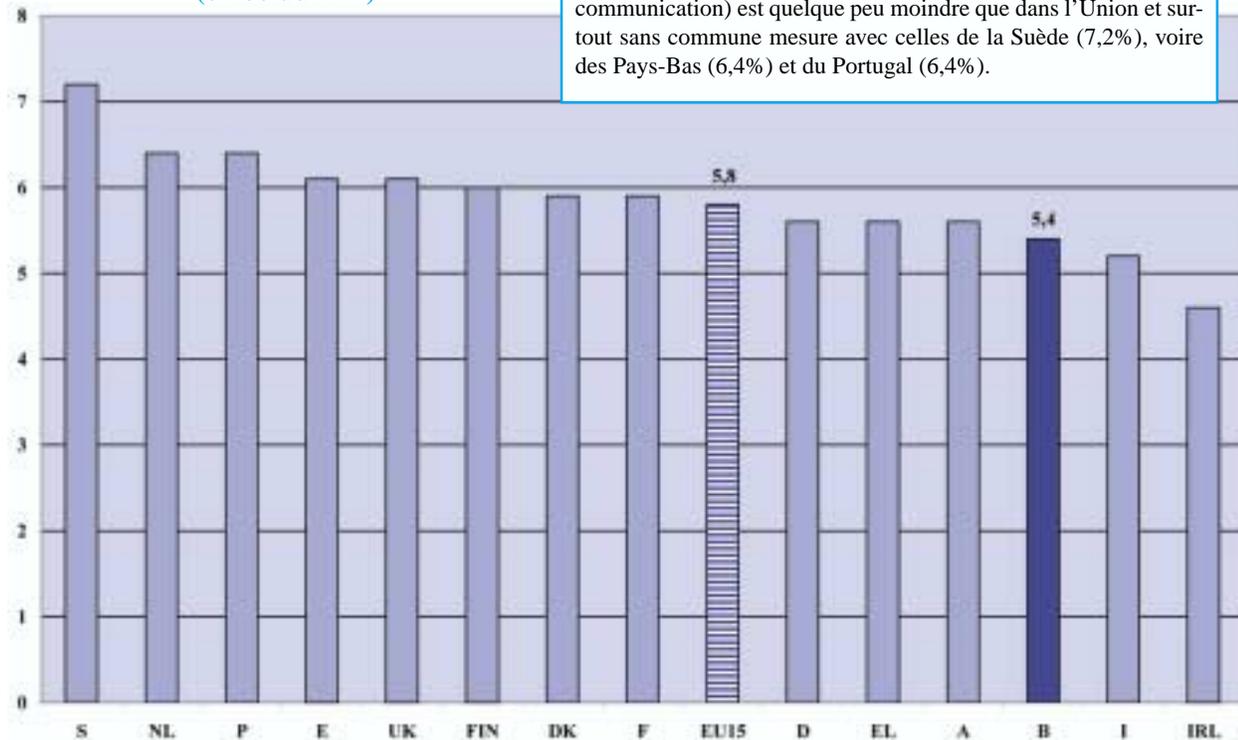
Source : Eurostat.

Graphique 61. Niveau d'accès à Internet
(% de citoyens ayant un accès à Internet)



Source : Eurobaromètre, octobre 2000.

Graphique 62. Dépenses en TIC
(en % du PIB)



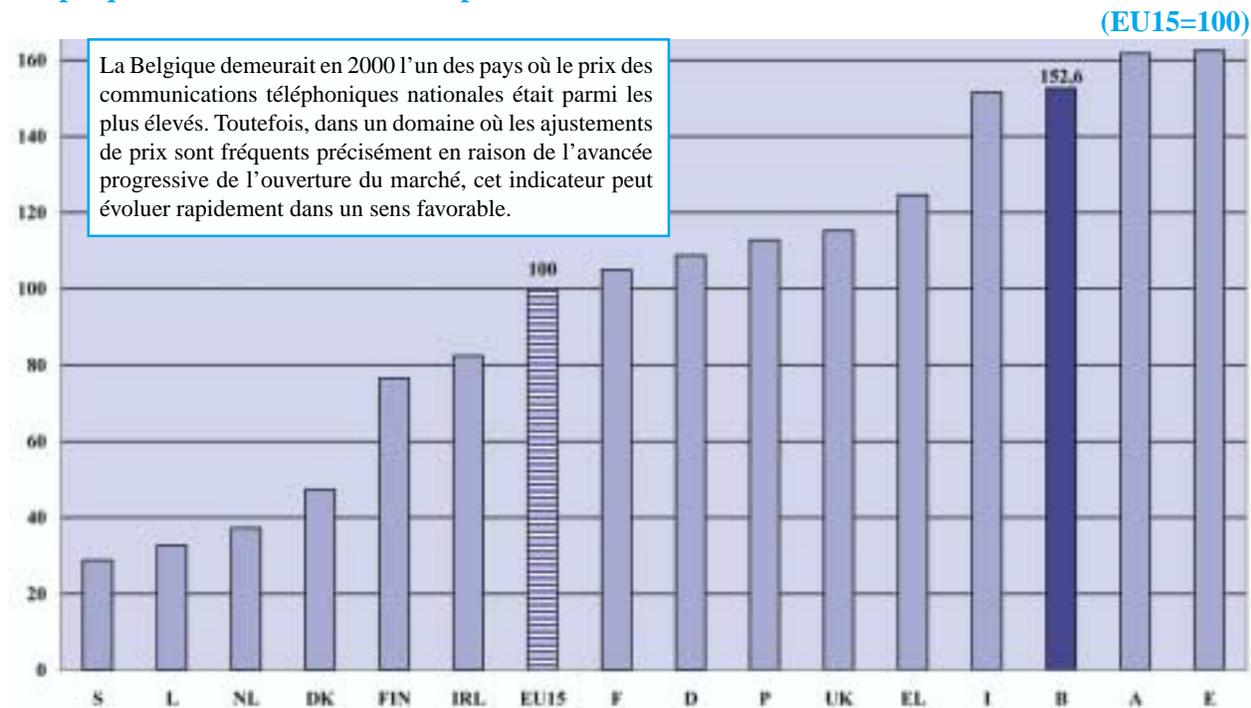
Source : Eurostat.

5.4. Réforme économique

La libéralisation des marchés des industries de réseau doit déboucher, en raison de l'instauration de

conditions de concurrence, sur un abaissement des prix des produits de ces marchés.

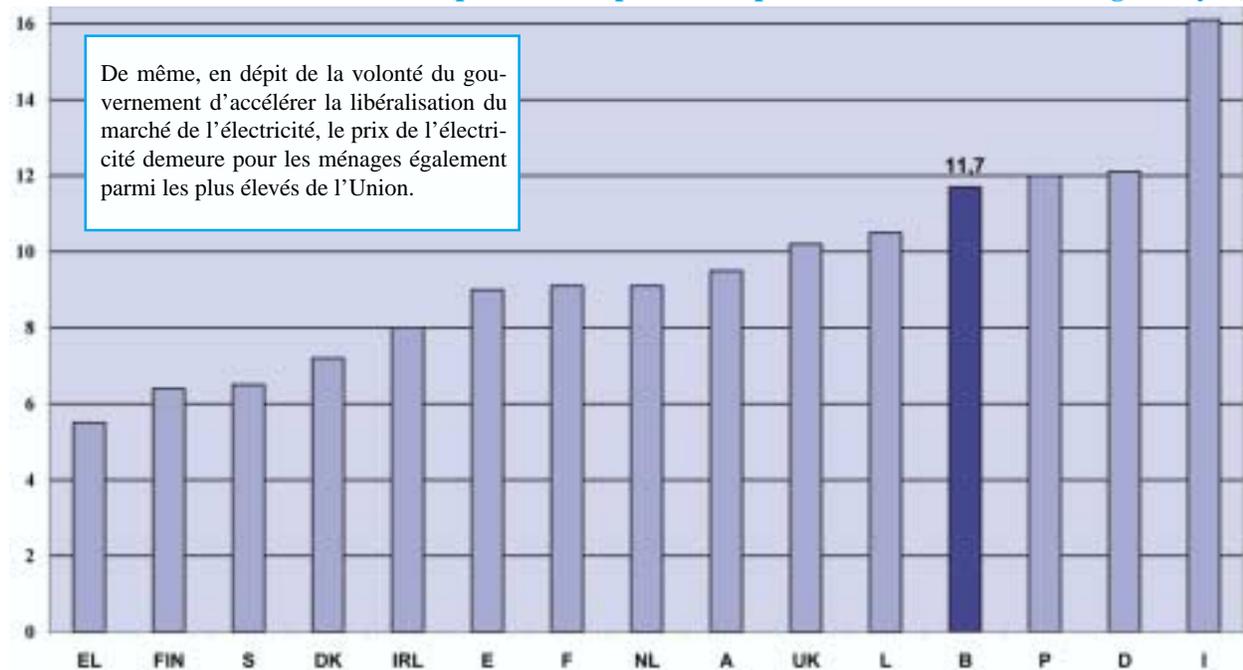
Graphique 63. Industrie de réseau : prix des télécommunications nationales



Source : Eurostat.

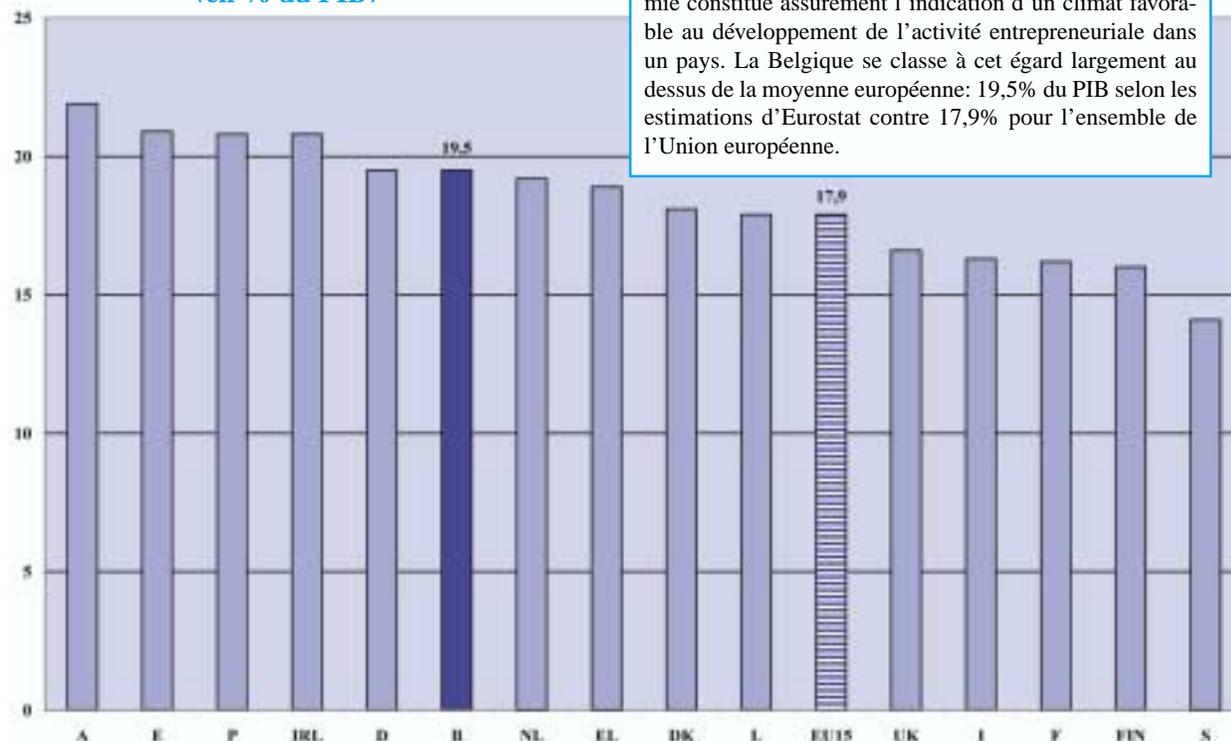
Graphique 64. Industrie de réseau : prix de l'électricité pour les ménages

(prix en euro par 100kw pour le consommateur ménager moyen)



Source : Eurostat.

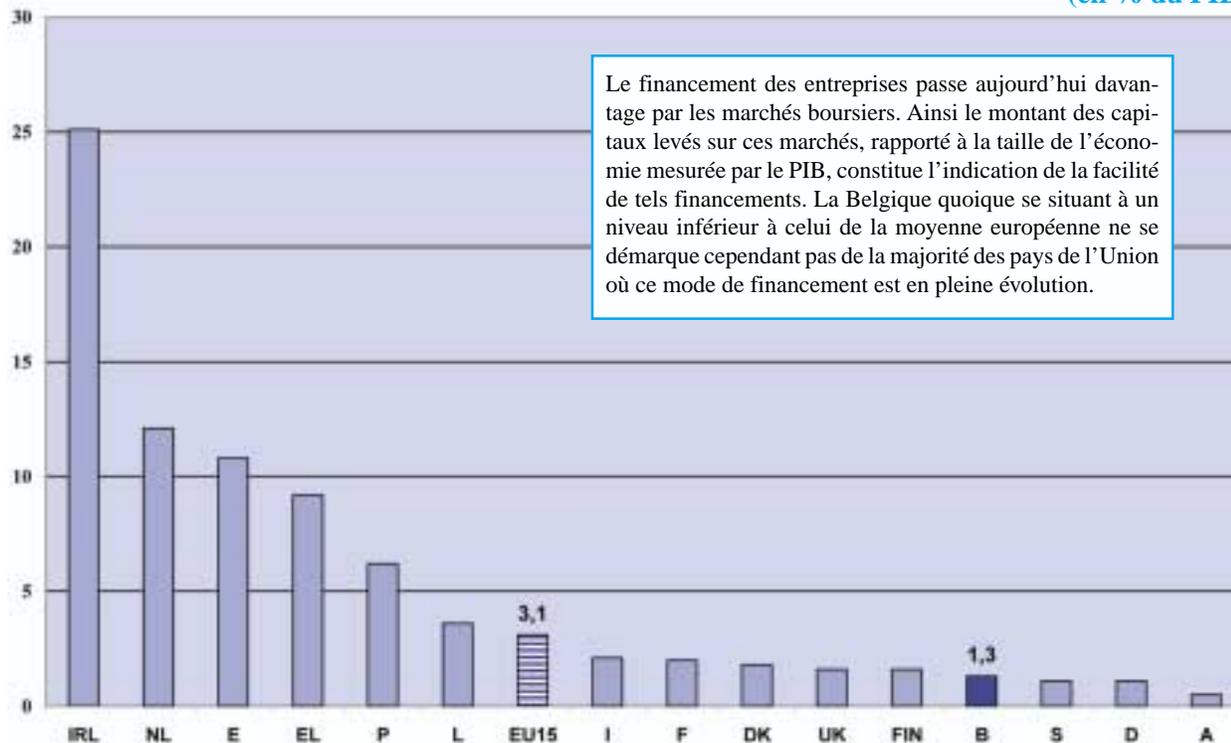
**Graphique 65. Investissements des entreprises
(en % du PIB)**



Source : Eurostat.

Graphique 66. Capitaux levés sur les marchés boursiers

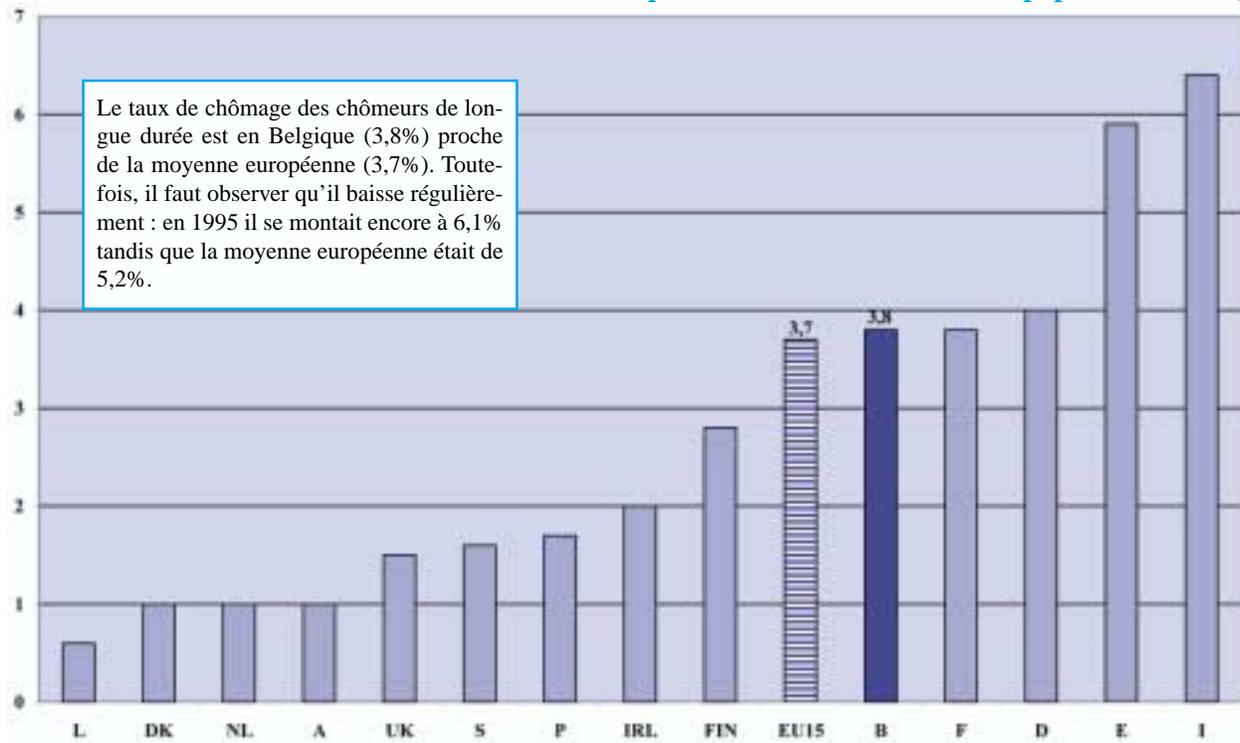
(en % du PIB)



Source : Eurostat.

Graphique 67. Chômage de longue durée

(chômeurs dont la durée du chômage est supérieure à 12 mois en % de la population active)



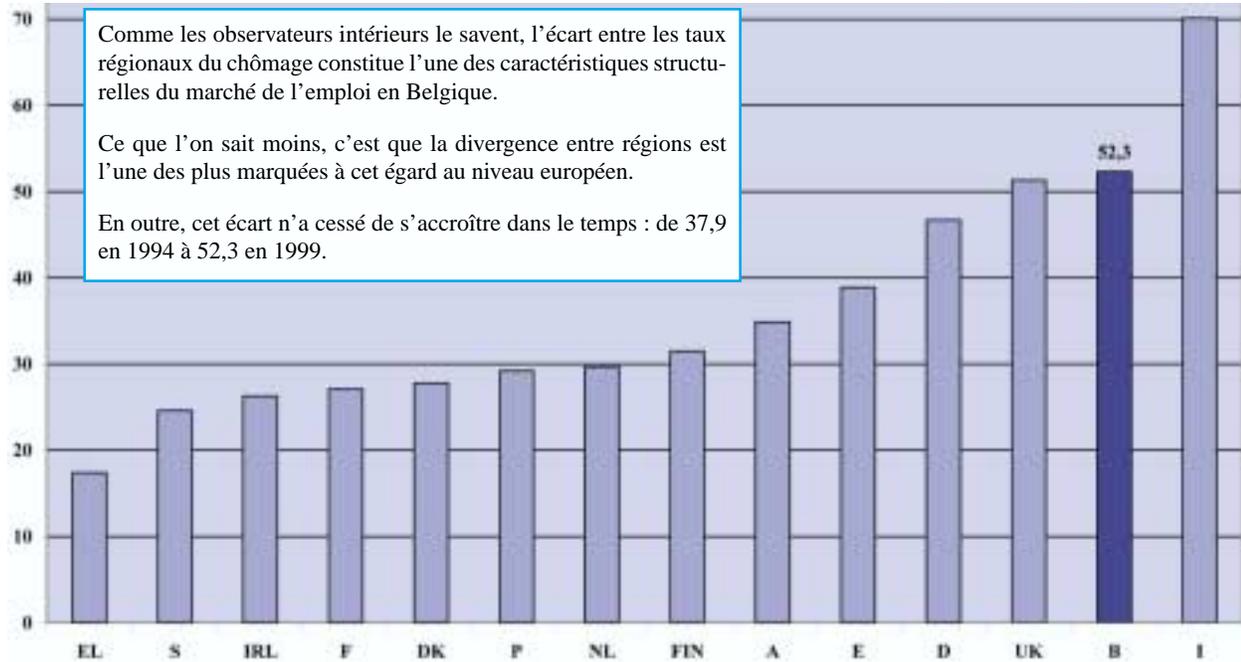
5.5. Cohésion sociale

Les indicateurs de cohésion sociale sont parmi les plus difficiles à établir sur une base harmonisée. Les indicateurs retenus par le Conseil des ministres européens

sont les plus simples. Ils devront vraisemblablement être complétés sous peu par l'un ou l'autre indicateur de dispersion de la richesse parmi la population.

Graphique 68. Cohésion régionale

(coefficient de variation du taux de chômage entre régions NUTS3)



Graphique 69. Jeunes quittant prématurément l'école

(part de la population âgée de 18 à 54 ans n'ayant qu'un diplôme d'enseignement secondaire inférieur)

